

ELIMINATOIRES MONDIAL-2022 : DJIBOUTI 0 - ALGÉRIE 4

Rendez-vous mardi à Blida !

Lire l'article de M. Benboua page 14



LE RENSEIGNEMENT ESPAGNOL CONFIRME La frappe marocaine contre des Algériens était prémeditée

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



REMANIEMENT
MINISTÉRIEL PARTIEL
Belhimer,
Hemdani et
Lahfaya s'en vont

P. 3

PARC D'ATTRACTIOMS
D'EL MOHAMMADIA
14 enfants bloqués
sur un manège
secourus

P. 4

TRANSPORT
Les trains de nuit
reprennent
du service

P. 4

VIANDES BLANCHES
Des dérogations
pour faire face
à la crise

P. 3

Diplomatie et défis internationaux Les assurances de Lamamra

La participation de l'Algérie à la conférence internationale sur la Libye qui s'est tenue hier à Paris, si elle se voulait une affirmation du respect de ses autorités suprêmes à «une volonté des frères libyens» pour qu'elle le fasse «activement», elle a lieu en même temps dans une conjoncture où «nous assistons à la destruction du Maghreb pierre par pierre».

R. N.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger avait, pour rappel, confirmé mercredi dernier, lors de la conférence de presse qu'il avait animée au terme de la rencontre des chefs de missions diplomatiques et consulaires à l'étranger qui s'était tenue pendant trois jours au Palais des nations du Club des pins, que la participation de l'Algérie à cette conférence se fera «sans la présence personnelle du président de la République(...).»

Juste avant la fin de sa conférence de presse, il a été interrogé sur «ses atouts, ses craintes, ses appréhensions, ses assurances» en prévision, de cette conférence sur la Libye, du sommet arabe des chefs d'Etat, membres de la Ligue arabe prévu à Alger en mars prochain, du sommet des chefs d'Etat africains prévu «la première semaine de février prochain». Comme s'il voulait expliquer clairement les principales missions de la diplomatie algérienne au plan régional, continental et international, Ramtane Lamamra a répondu, «il est vrai qu'aujourd'hui la situation internationale est volatile, les fondamentaux sont bousculés pas seulement par des improvisations mais également par des remises en cause d'engagements, des positions utilitaristes plutôt que des positions basées sur des principes intangibles». Il est vrai aussi pour lui qu'«il y a des réactions expéditives dont les auteurs ne prennent pas la peine de se mettre dans une perspective historique à titre d'exemple, j'ai le regret de dire que nous assistons à la destruction du Maghreb pierre par pierre, alors que le destin de nos peuples aurait voulu qu'on construise et qu'on consolide.» Il explique que «quand je dis «on», je parle de ceux qui assument la responsabilité de cette destruction par omission et par commission». Il revient à l'histoire pour rappeler que «quand on construisait l'Union du Maghreb, ils n'honoraien pas leurs engagements, aujourd'hui, ils ont pris des décisions qui détruisent ce qui a été construit dans les précédentes années».

«L'ALGÉRIE N'A AUCUNE DIFFICULTÉ À S'EXPRIMER OUVERTEMENT»

Donc, enchaîne-t-il, «cette tendance utilitariste où la fin justifie les moyens et généralement la fin à courte vue, ce n'est pas une fin stratégique qui donne l'espoir aux peuples de la région et qui projettent un chemin peut-être difficile mais un chemin qui mène vers le renouveau de la pensée politique, philosophique dans notre région». Le chef de la diplomatie algérienne estime à cet effet que «nous pratiquons avec le président Tebboune une politique de principes, d'engagements, nous assumons des responsabilités de notre pays, nous le faisons avec un sens de la responsabilité, un sens de la solidarité et même un effort de compréhension pour ceux qui ont des intérêts différents des nôtres et qui ont tendance à exprimer des points de vue qui ne sont pas nécessairement dans le lexique des positions qui sont traditionnellement celles de l'Algérie, parce que nous sommes respectueux de l'indépendance des autres, nous soutenons le principe de l'égalité des peuples dans leur droit de disposer d'eux-mêmes, nous ne cherchons pas à imposer notre point de vue, nous voulons seulement que tous les auteurs soient aussi respectueux que nous

du droit international, depuis la charte des Nations unies, l'acte constitutif de l'Union africaine, la charte de la Ligue des Etats arabes, et tous les documents de référence des organisations auxquelles nous appartenons». Il affirme alors que «l'Algérie n'a aucune difficulté à s'exprimer ouvertement de manière transparente sans arrière-pensées, nous sommes d'ailleurs une diplomatie très prévisible parce qu'il est permis à tout un chacun de deviner que dans certaines circonstances, nous agissons de telle manière à ce que nous n'improvisons pas nos réactions, elles sont plutôt fondées sur nos principes, sur notre histoire, sur nos engagements». Et, dit-il, «puisque j'ai l'immense privilège de représenter l'Algérie dans des enceintes internationales, il n'y a absolument aucune difficulté à nous exprimer sur des questions qui peuvent être gênantes pour d'autres mais elles ne le sont pas pour nous. Lorsque nous défendons des principes, nous le faisons loin de tout extrémisme, nous essayons de le faire d'une manière constructive, et comme nous devons cohabiter avec le reste des acteurs de la communauté internationale, avec des partenaires proches ou lointains, nous croyons aux vertus de la cohabitation pacifique, de la convivialité, du respect des uns et des autres et les intérêts légitimes des uns et des autres sont dignes de respect». Il affirme que «l'expansionnisme territorial, au même titre que le terrorisme d'Etat, que l'occupation illégale de territoires d'autrui, ne seront jamais acceptés par l'Algérie ici et ailleurs, à plus forte raison dans notre région et dans notre voisinage immédiat».

L'UNITÉ DE L'UNION AFRICAINE «EN PÉRIL»

Il estime ainsi que ce soit la réunion de la Ligue, arabe, de l'Union africaine, la conférence de Paris ou autre, nous sommes très très à l'aise».

A propos du statut d'observateur d'Israël dans l'Union africaine, le chef de la diplomatie a noté que «(..), un courant majoritaire important s'est exprimé contre la décision administrative du président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, il s'est trouvé une petite dizaine de pays pour soutenir la décision en question et une autre dizaine pour dire c'est plus sage de renvoyer la question aux chefs d'Etat pour ne pas casser notre organisation au niveau des ministres des Affaires étrangères». Mais, «de quoi s'agit-il?», a-t-il interrogé pour répondre «il s'agit d'abord et avant tout de respect d'un principe constitutionnel, le président de la commission - et nous l'avons dit et souligné publiquement - n'avait pas le droit de mettre en péril l'unité de son organisation sur une question politiquement sensible sans le bénéfice de consultations préalables(...), donc, c'est la mécanique institutionnelle qui est un facteur important, bien sûr un facteur aggravant quand il s'agit d'Israël dont le comportement n'est pas conforme aux buts et principes de l'Union africaine, parce que parmi les critères d'acceptation du statut d'observateur, il faut que le postulant à ce statut ait un comportement compatible avec les buts et principes de l'acte constitutif de l'Organisation, le droit à l'autodétermination, la non occupation de territoires par la force, l'obligation de régler pacifiquement les différends... Est-ce qu'Israël est en train de négocier avec les Palestiniens? Non!, il ne le fait pas, il n'indique même pas son intention de le faire

Et, continue-t-il, «même l'argument factice selon lequel certains pays africains ont des relations diplomatiques avec Israël, et par conséquent, ils vont accepter qu'Israël devient observateur, est faux!». Ses arguments: «Egypte qui a un traité de paix avec Israël n'était pas d'accord que ce statut lui soit accordé, le Nigeria et l'Afrique du Sud ont des relations diplomatiques avec Israël mais ils ont pris une position de principe». Il en déduit que «lorsqu'on regarde les choses objectivement, on se réjouit qu'au sein de l'Union africaine il y ait un tel niveau de maturité, une telle réceptivité au bon sens, commun, politique, qui fait que nous défendons notre organisation continentale parce que nous voulons qu'elle soit indépendante, qu'elle continue à faire tout ce qui est possible pour promouvoir les intérêts légitimes des peuples africains». Des intérêts qui, affirme-t-il, «ne peuvent être promus de manière efficace que dans l'unité du continent et représentés par l'Organisation continentale, mais le reproche qui a été fait justement à Moussa Faki Mahamat, c'est d'avoir perdu de vue le fait que l'intérêt supérieur de notre or-

Pourrait-on vraiment appliquer dès le début de l'année 2022 la révision de la politique des subventions directes de l'Etat, qui concerne des services et des produits de larges consommations, alors qu'à priori, la préparation du changement à la base demeure, à première vue, très aléatoire? En l'absence de paramètres palpables, malgré l'inscription de cette révision dans le projet de Loi de finances (LF) 2022, la question reste objet de supputations, voire de diversions au sein de l'Assemblée populaire nationale lors du débat des députés autour des articles de cette LF 2022. On sait pertinemment que les autorités sont décidées à emprunter cette voie de la libération de certains produits de la subvention généralisée, mais on sait également que cela ne peut se faire sans mettre en place un dispositif adéquat, qui peut prendre du temps selon l'aveu du président de la République, lui-même. Et, à moins d'estimer que le dossier a pris le temps nécessaire, c'est là où cet article 187 de la LF 2022 suscite l'incompréhension. L'article 187 prévoit, en effet, la libération de certains produits de base de la subvention généralisée, et en parallèle la mise en place d'un dispositif de ciblage des subventions de l'Etat permettant une compensation monétaire au profit des ménages à faible et à moyen revenu, mais sans connaître avec précision ni les produits et services qui seront touchés par cette levée des subventions ni les ménages éligibles à la compensation monétaire. Les députés sont presque unanimes à soutenir que cette disposition «ne peut être appliquée en cette conjoncture», mais nécessite de la mettre en œuvre «progres-

sivement» pendant plusieurs années avec l'élaboration d'un fichier national précis. Si on se fie, donc, à pareilles considérations, on serait tenté de croire que le gouvernement a introduit à la légère cet article 187 dans la LF 2022, tout juste pour donner la pertinence aux députés d'exiger son retrait pur et simple. Pourtant, cet article pourrait bien être retenu dans la LF 2022, en attendant de lui associer les modalités d'application, qui comportent notamment ce fameux fichier national des tranches de populations éligibles à l'aide monétaire ou transferts monétaires directs après la levée partielle ou totale des subventions aux prix, ainsi que la désignation des produits et services concernés.

En gestation depuis au moins quatre ans, le fichier national des ménages à faibles revenus serait fin prêt selon des sources proches de ce dossier. Et puis, le fichier en question resterait objet de péripétuels changements avec l'arrivée ou la sortie des ménages ciblés, selon l'évolution des situations sociales, et on pourrait, ou on devrait, de ce fait lui apporter les correctifs nécessaires en cours de route pour éviter de porter atteinte à l'équité sociale. Rien n'est mieux que de sortir des hésitations pour se lancer dans l'application partielle de la levée des subventions aux prix qui, de l'avis général, ne profite pas qu'aux pauvres. Entre un gouvernement bien décidé d'en finir avec les tergiversations sur ce dossier de la levée des subventions aux prix et des députés qui craignent de cautionner cet article 187, pouvant s'apparenter à leurs yeux à une politique sociale immuable, la LF 2022 a peut-être trouvé son seul point de discorde.

En gestation depuis au moins quatre ans, le fichier national des ménages à faibles revenus serait fin prêt selon des sources proches de ce dossier. Et puis, le fichier en question resterait objet de péripétuels changements avec l'arrivée ou la sortie des ménages ciblés, selon l'évolution des situations sociales, et on pourrait, ou on devrait, de ce fait lui apporter les correctifs nécessaires en cours de route pour éviter de porter atteinte à l'équité sociale. Rien n'est mieux que de sortir des hésitations pour se lancer dans l'application partielle de la levée des subventions aux prix qui, de l'avis général, ne profite pas qu'aux pauvres. Entre un gouvernement bien décidé d'en finir avec les tergiversations sur ce dossier de la levée des subventions aux prix et des députés qui craignent de cautionner cet article 187, pouvant s'apparenter à leurs yeux à une politique sociale immuable, la LF 2022 a peut-être trouvé son seul point de discorde.

ganisation c'est son unité qui a été mise à rude épreuve». Lamamra se veut optimiste en déclarant «nous comptons sur la sagesse collective de nos chefs d'Etat pendant le sommet de février prochain pour trouver la voie qui va permettre de protéger, préserver l'unité de notre continent et l'efficacité de notre organisation». Tout semble avoir été dit dans cette réponse qui ne comporte ni ambiguïté, ni ambivalence, ni équivoque tant le ministre pointe clairement du doigt le Maroc et Israël et montre en même temps que l'Algérie tient à mettre la communauté internationale face à ses obligations.

C'est ce qu'il a voulu souligner en répondant à une question sur les circonstances de l'assassinat le 1^{er} novembre dernier de trois ressortissants algériens suite au bombardement de leurs camions sur l'axe routier Nouakchott-Ouargla. Selon tous les facteurs disponibles, il s'agit d'un acte délibéré de provocation contre l'Algérie, au mépris du droit international, il est clair que ces dernières semaines, il y a eu une volonté des autorités marocaines et de leurs alliés d'étendre le conflit militaire au-delà de la zone dans laquelle se produisaient les opérations militaires auparavant, autour et à l'intérieur du mur de sable(...). Lamamra indique que «si le SG de l'ONU et certains membres du Conseil de sécurité ont considéré les tentatives des Sahraouis de bloquer la brèche illégale d'El Guergarat comme obstruction du trafic commercial, en dépit du fait qu'elle soit située dans une zone tampon interdite à l'activité civile et militaire, ils doivent également appliquer cette doctrine sur les passages traversant les territoires sahraouis libérés vers la Mauritanie(...) où, dans cette fuite en avant de la part des autorités militaires marocaines, on utilise des armements sophistiqués pour les verrouiller et les bloquer».

«UNE RÉSOLUTION NI ÉQUILIBRÉE NI SUFFISAMMENT CORRECTE»

Ce qui, ajoute-t-il, «complique davantage la mission du nouvel envoyé personnel du SG de l'ONU et est plus ou moins encouragée par le côté marocain après l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution sur le renouvellement du mandat de la Minurso». Une résolution (2602) qui lui fait dire qu'«elle n'est ni équilibrée ni suffisamment correcte pour donner une chance à un processus de paix qui est mis à mal par la fuite en avant des autorités marocaines». Il soutient que «la position définitive de l'Algérie concer-

nant l'assassinat de civils algériens par le Maroc n'est pas tributaire de la réaction des organisations internationales saisies suite à cet acte, mais relève plutôt de sa souveraineté nationale». Une position qui, précise-t-il, «demeurera indépendante et empreinte de transparence. Nous tenons quiconque, en quête d'informations, au courant des faits réels de ce grave cas de violation de la légalité internationale(...), contrairement à ceux qui n'assument pas la responsabilité de leurs actes».

A une question sur la véracité des informations relayées sur une réouverture d'un poste frontalier entre les deux pays en vue de l'extradition, par le Maroc vers l'Algérie, de 12 personnes recherchées, dont 11 Algériens, poursuivies dans des affaires de trafic de drogue, il a répondu «franchement, je n'ai pas d'informations exactes à ce sujet et je doute qu'il y ait un aspect politique, si cette information s'avère juste aux plans humain et technique, cela n'a rien à voir avec les relations algéro-marocaines».

Concernant l'action arabe, et tout en espérant que la visite du MAE émirati récemment à Damas contribuera «de manière positive à l'unification des rangs», Lamamra a affirmé que «l'Algérie estime qu'il est grand temps pour que la Syrie fasse son retour à la Ligue arabe, le siège de la Syrie doit lui revenir, sans aucune ingérence dans ses affaires internes». Autre souhait du chef de la diplomatie algérienne que «cette visite contribue à l'aplanissement des obstacles dans les relations entre la Syrie et d'autres pays arabes, pour que nous parvenions à l'objectif escompté(...), il ne faut pas s'immiscer dans les affaires internes de ce pays, ni s'ingérer dans qui doit gouverner en Syrie, ni même dans les développements qu'elle connaît. Nous n'avons eu de cesse de le dire: l'Algérie n'a jamais cautionné la suspension de la qualité de membre de la Syrie à la Ligue arabe. Nous ne pensons pas que cela avait permis d'améliorer la situation». Des démarches «ambitieuses et positives auxquelles aspire l'Algérie», selon Lamamra, au-delà que «l'Algérie demeure engagée en faveur de l'action arabe et commune et du soutien à la cause palestinienne(...), nous œuvrerons à ce qu'il y ait un consensus autour de la question syrienne (...), tout comme nous cautionnerons toutes les démarches visant à instaurer un nouveau climat apaisé, le renforcement de la solidarité, la définition d'un concept réel et constructif pour l'action arabe commune et la coexistence des opinions diverses».

EVENEMENT

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Le début de la fin des subventions?

donner la pertinence aux députés d'exiger son retrait pur et simple. Pourtant, cet article pourrait bien être retenu dans la LF 2022, en attendant de lui associer les modalités d'application, qui comportent notamment ce fameux fichier national des tranches de populations éligibles à l'aide monétaire ou transferts monétaires directs après la levée partielle ou totale des subventions aux prix, ainsi que la désignation des produits et services concernés.

En gestation depuis au moins quatre ans, le fichier national des ménages à faibles revenus serait fin prêt selon des sources proches de ce dossier. Et puis, le fichier en question resterait objet de péripétuels changements avec l'arrivée ou la sortie des ménages ciblés, selon l'évolution des situations sociales, et on pourrait, ou on devrait, de ce fait lui apporter les correctifs nécessaires en cours de route pour éviter de porter atteinte à l'équité sociale. Rien n'est mieux que de sortir des hésitations pour se lancer dans l'application partielle de la levée des subventions aux prix qui, de l'avis général, ne profite pas qu'aux pauvres. Entre un gouvernement bien décidé d'en finir avec les tergiversations sur ce dossier de la levée des subventions aux prix et des députés qui craignent de cautionner cet article 187, pouvant s'apparenter à leurs yeux à une politique sociale immuable, la LF 2022 a peut-être trouvé son seul point de discorde.

Le renseignement espagnol confirme La frappe marocaine contre des Algériens était prémeditée



El-Houari Dilmî

L'assassinat des trois ressortissants algériens ne fait aucun doute sur l'implication de l'armée marocaine. En effet, selon des sources du renseignement espagnol, citées jeudi par le quotidien *El País*, l'attaque meurtrière marocaine contre trois ressortissants algériens le 1er novembre, alors qu'ils faisaient la liaison Nouakchott-Ouargla, « a été menée par des drones et ne s'agit nullement d'une bavure ». « Des sources du renseignement espagnol confirment que l'attaque a eu lieu avec des drones et doutent sérieusement qu'il puisse s'agir d'une erreur », indique le journal espagnol. Ces « sources » confirment ainsi les conclusions de l'enquête menée par les autorités algériennes au lendemain de l'attentat et selon lesquelles l'attaque « a été commise par un armement sophistiqué ». Pour rappel, trois ressortissants algériens « ont été lâchement assassinés par un bombardement barbare de leurs camions, alors qu'ils faisaient la liaison Nouakchott-Ouargla », avait indiqué la Présidence algérienne dans un communiqué, « faisant état de plusieurs facteurs désignant les forces d'occupation marocaines au Sahara occidental comme ayant commis, avec un armement sophistiqué, ce lâche assassinat ». S'exprimant mercredi sur ce sujet au cours d'une conférence de presse à Alger, le ministre des Affaires étrangères et de la Com-

munauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a réaffirmé que l'assassinat des trois ressortissants algériens par le Maroc suite au bombardement de leurs camions sur l'axe routier Nouakchott-Ouargla est un « acte délibéré » de provocation contre l'Algérie. « Selon tous les facteurs disponibles, il s'agit d'un acte délibéré de provocation contre l'Algérie, au mépris du droit international », a indiqué le chef de la diplomatie algérienne. Ramtane Lamamra a fait observer que « cet acte s'inscrit dans la volonté des autorités marocaines et de leurs alliés d'étendre le conflit militaire au-delà de la zone dans laquelle se produisaient les opérations militaires auparavant, autour et à l'intérieur du mur de sable », notant, en outre, que cet acte « intervient dans le prolongement de l'extension de l'occupation militaire marocaine de la zone d'El-Guererrat, en violation des accords de cessez-le-feu entre les deux parties (Maroc et Front Polisario) ». Dans un communiqué de la présidence de la République, celle-ci avait accusé nommément le royaume alaouite et affirmé que ce crime ne restera pas impuni. Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a adressé des messages aux principales organisations internationales (ONU, Union africaine, Ligue arabe et Organisation de la coopération islamique), pour rappeler « l'extrême gravité » et le caractère « injustifiable » de l'acte commis contre les trois ressortissants algériens.

Le ministre de l'Intérieur en Espagne

Le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a entamé, jeudi, une visite de travail de deux jours en Espagne, à l'invitation de son homologue espagnol, Fernando Grande-Marlaska, a indiqué

un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans « le cadre du renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et le royaume d'Espagne en général et les ministères de l'Intérieur des deux pays en particulier », précise la même source.

Viandes blanches Des dérogations pour faire face à la crise

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a accéléré la délivrance des dérogations sanitaires d'importation des intrants avicoles afin de réduire « progressivement » le déficit en matière de poussins et permettre la régulation du marché des viandes blanches, a-t-on appris jeudi à Alger auprès du ministère. Dans ce sens, la directrice par intérim des services vétérinaires auprès du ministère, Dr. Fairouz Bendahmane, a précisé que ces dérogations ont été délivrées « rapidement et à la demande des opérateurs intéressés par l'importation d'intrants avicoles, à savoir des œufs à couver-chair, des poussins-chair ou des poussins repro-chair ». Elle a expliqué que cette démar-

che vise à « réguler le marché par l'importation » suite au déficit enregistré sur ces intrants et qui a été causé, notamment, par la grippe aviaire qui a touché les élevages de certains aviculteurs à travers le pays. Suite à l'augmentation des prix des intrants biologiques avicoles, le ministère a décidé de rééquilibrer le marché à travers le recours à l'importation de ces intrants, notamment le poussin repro-chair, et ce, afin de répondre aux besoins du marché local estimés à 6 millions de poules reproductrices, a-t-elle indiqué.

Cette importation vient soutenir la production nationale de grand-parentaux qui est assurée par deux opérateurs nationaux (l'un à Tlemcen et l'autre à Djelfa).

Remaniement ministériel partiel Belhimer, Hemdani et Lahfaya s'en vont

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, jeudi, à un remaniement ministériel partiel. Selon un communiqué de la Présidence de la République, « en application des articles 91, alinéa 7 et 104 de la Constitution, et après consultation du Premier ministre, ministre des Finances, le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a nommé Messieurs:

- Mohamed Abdelfadif Henni, ministre de l'Agriculture et du Développement rural en remplacement de M. Abdelhamid Hemdani.
- Mohamed Bouslimani, ministre de la Communication, en remplacement de M. Ammar Belhimer.
- Youcef Cherfa, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, en remplacement d'Abderrahmane Lahfaya ».

Par ailleurs, le président de la République, a nommé M. Ahmed

Mabed Wali d'Alger en remplacement de Youcef Cherfa. «Conformément aux articles 91, alinéa 07 et 92, alinéa 10 de la Constitution, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale à nommé M. Ahmed Mabed Wali de la Wilaya d'Alger, en remplacement de Youcef Cherfa, appelé à d'autres fonctions», précise le communiqué de la présidence.

Raïna Raïkoum
Belkacem Ahcène-Djaballah

« Vidéo-conférence », la nouvelle reine

La pandémie de la Covid 19 a, évidemment, causé énormément de dégâts matériels et humains dont on ne mesurerà l'ampleur réelle que dans quelques années. C'est sûr, ils sont immenses.

Mais comme toute crise majeure, elle va, peut-être, enfanter une autre façon de circuler, de communiquer, produire, de consommer. Bien sûr, il ne faut pas se faire de grandes illusions sur le sort du « vivre ensemble », l'être humain ne retenant que très rarement les leçons amères de son Histoire, ceci étant facilité par le renouvellement accéléré des populations à travers le monde. Des populations plus jeunes qui veulent aller plus vite, plus fort, plus haut et, si possible, sans contraintes. Le développement des outils de communication électronique ne fait que surmultiplier les soifs de changements faisant parfois, l'« affaire » des politiciens et des groupes manipulateurs des consciences. Voilà qui rend difficiles mais pas impossibles les tentatives de se protéger de la part des pays les moins nantis en matériels ou les plus en retard en « soft power »; en l'occurrence la créativité, l'intelligence naturelle et le génie immatériel.

C'est tout cela qui rend encore plus urgent la mise en œuvre d'une « révolution électronique » nationale, ne se contentant plus de discours et de plans tirés sur les comètes (style réseau intranet gouvernemental -Rig-, en 2005, style « Ousratik » en 2005 relancé en 2008 et autres programmes et projets qui ont consommé plus de réunions et de « papier » que de réalisations, en dehors de la quincaillerie habituelle achetée et inutilisée ... style rapport de la commission « e-Algérie » en novembre 2008 et rapport Cnes 2009 mais d'actions multiples tous azimuts, sur le ter-

versités avant tout. D'autant que, comme d'habitude, la société « utile » est intellectuellement et même matériellement soit déjà outillée, soit en position d'attente. En tout cas, elle est psychologiquement prête, bien en avance sur la gestion administrative et sur la réglementation, et c'est important. Je me souviens du temps où le téléphone portable était déjà entre les mains des « parkingeurs » et des « trabandistes » bien avant les administrateurs. De même pour les photocopies et les télecopieurs. De même pour les modems captant les télés satellitaires. De même pour l'Internet. De même pour les Iphones. De même pour le véhicule automobile dernier cri.

C'est d'ailleurs une règle générale à travers le monde en développement. Le citoyen s'« empare » de la technologie, les autorités suivent et la législation essaie de les « rattraper » (en s'empêtrant la plupart du temps, hélas, dans les procédures bureaucratiques et autres « autorisations » presque toujours répressives).

Bien sûr, le bon exemple ne peut venir que d'en haut, de manière franche et massive, et continue. Pour exemple, en plus des activités universitaires et de recherche, on citera celles internationales de nos décideurs qui gagneraient à ne se dérouler qu'en visioconférence (sécurisée bien sûr afin d'échapper aux « Pegasus ») au lieu du « présentiel » (à part quelques exceptions nécessitant le « corps à corps », comme les rencontres de sport, mis à part les jeux d'échecs). Economie de temps, d'énergie, de moyens et d'argent. De plus les enfants et madame seront bien contents de voir le papa assez présent à la maison.

Validation des listes des candidats Charfi dément tout retard

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a démenti, jeudi à Alger, tout retard dans la validation des listes des candidats pour les élections de renouvellement des assemblées communales (APC) et de wilayas (APW), prévues le 27 novembre.

« Je tiens à démentir catégoriquement ces déclarations. Nous sommes à la phase de préparation des bulletins de vote », a déclaré M. Charfi lors d'une conférence de presse animée à l'issue de son audience avec l'ambassadeur du Venezuela à Alger, soulignant que « certaines wilayas ont commencé à recevoir les bulletins de vote ».

Et d'ajouter : « L'ANIE respecte et applique la loi en sa qualité d'institution constitutionnelle. Ses coordinations ne peuvent agir en dehors du cadre de la loi ». Après avoir précisé que « certaines listes ont enregistré un seul recours soumis par un candidat dont le dossier a été rejeté », M. Charfi a souligné que le Conseil d'Etat « a tranché et le concerné a le droit de se représenter. Et C'est ce qui s'est passé », précisant que

certaines listes « ont refusé de désigner des remplaçants aux noms dont les dossiers de candidature ont été rejetés ».

M. Charfi a fait état de « 37 dossiers soumis au Conseil d'Etat, dont un (1) dossier réexaminé par l'ANIE, les autres dossiers réexaminiés étant ceux des candidats non validés par l'ANIE, en vertu de ses prérogatives ».

« Dès la publication de la décision du Conseil d'Etat concernant la réintégration de ces candidats dans l'opération électorale, l'ANIE procédera à la révision de leurs listes », a-t-il assuré. Selon le même intervenant, les coordinations de wilayas œuvrent à l'application de la loi, ajoutant que le candidat a le droit de saisir le tribunal administratif en cas d'injustice. Insistant sur l'impératif de rompre avec les anciennes pratiques, le même responsable a fait savoir que le peuple algérien aspire aujourd'hui à une nouvelle Gouvernance qui mène à un nouveau mode de gestion.

Par ailleurs, Mohamed Charfi a affirmé que le bilan de la première semaine de la campagne électorale pour les élections locales du

27 novembre était « positif », en dépit de quelques « dépassements mineurs » signalés.

En réponse à une question de l'APS sur la première semaine de la campagne électorale, M. Charfi a fait une « évaluation positive du déroulement de la première semaine de la campagne électorale, ayant enregistré seulement quelques dépassements mineurs (3 ou 4 cas) qui ont été vite ratrappés, en adressant des observations aux responsables des listes électorales pour éviter que ce genre de cas ne se reproduise ».

« Il n'y a pas de campagne électorale sans dépassements ou écarts aux règles électorales. Et nous avons enregistré quelques infractions mineures (...), concernant le non-respect du protocole sanitaire pour faire face à l'épidémie Coronavirus, et d'autres concernant les règles de bonne conduite avec les représentants des médias lors de l'accomplissement de leurs missions pour assurer la couverture des différents meetings et les activités organisées dans le cadre des programmes de la campagne électorale », a-t-il relevé.

Le ministre de la Santé rassure «La prime Covid versée incessamment»

M. Aziza

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a tenu à rassurer le personnel soignant, en annonçant le versement incessamment de la cinquième et la sixième tranches de la prime Covid-19 octroyée au profit des personnels de la santé publique. M. Benbouzid a également annoncé la mise en place d'une commission technique conjointe avec les partenaires sociaux pour l'étude et l'application effective des engagements du président de la République décidés pour récompenser les efforts du personnel soignant toujours en première ligne face à la pandémie. C'est d'ailleurs ce qui ressort de la réunion de «dialogue» voire de «conciliation» ayant regroupé mercredi dernier le ministre de la Santé avec les représentants des trois organisations syndicales, initiateurs de la «journée de protestation du 03 novembre dernier», au sein du département de la santé.

Contacté par nos soins, le Pr Kamel Hail, membre du Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (SNECHU) a affirmé que des membres du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), conduits par le Dr Lyes Merabet, le président du Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (SNECHU), Rachid Belhadj et le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP), conduit par Lounès Ghachi ont été reçus par le ministre. Une réunion intervenant après plus d'une semaine de la tenue d'une journée de protestation où les trois syndicats avaient exigé l'application en priorité des directives du président de la République, et à quelques jours de la tenue d'une grève nationale des paramédicaux prévue pour les 15 et 16 du mois en cours. Un débrayage annoncé par le SAP, en guise de protestation contre le non versement des 5^{me} et 6^{me} tranches de la prime Covid-19 et contre les conditions socioprofessionnelles défavorables de la corporation.

Le Pr Hail a affirmé que le ministre a promis d'assurer le versement de la prime de la Covid-19 incessamment. Pour le reste des revendications soulevées lors de la journée de protestation, «les deux parties, à savoir le ministre et les délégués syndicaux, se sont mis d'accord pour former une commission technique qui comprend des représentants de la tutelle et des organisations syndicales pour examiner les dossiers soulevés, notamment ceux qui ont un lien avec les directives du président de la République», dit-il.

Pour rappel, les trois syndicats ont réclamé l'application pure et simple des directives du président de la République quant à la prime de décès que devaient percevoir les familles des praticiens de santé, suite



à la pandémie. Ils ont également exigé une couverture à 100% en matière d'assurance pour le personnel de la santé et la bonification des cotisations à la retraite. Les membres de l'Intersyndicale ont exigé en outre la nécessité de reconnaître la Covid-19 comme une maladie professionnelle.

Le Pr Kamel Hail a affirmé qu'on ne peut pas parler de satisfaction pour le moment en attendant bien évidemment la concrétisation effective des promesses et des engagements du ministre de la Santé exprimés lors de la réunion.

Selon un communiqué rendu public par le département de Benbouzid à l'issue de cette réunion, il a été indiqué que cette rencontre s'est finalement déroulée dans un climat empreint de «sérénité, de confiance et d'entente» entre les deux parties. En précisant en outre que cette réunion a permis au ministre de transmettre les expressions de considération et de respect des plus hautes autorités du pays et à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui affirme l'engagement de l'Etat à renforcer le dialogue et la concertation avec les partenaires sociaux afin d'améliorer la situation des professionnels de la santé en général».

DES HÔPITAUX DÉDIÉS À LA COVID

Interrogé par ailleurs sur les préparatifs de riposte contre la Covid-19 en cas de survenue de la quatrième vague, le Pr Hail a affirmé que la majorité des services ont reçu des instructions de la part des Direction de santé publique (DSP) pour préparer les moyens qu'il faut en cas d'augmentation de nombre de cas

Coronavirus

140 nouveaux cas et 5 décès

Cent quarante (140) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 81 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, vendredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

de la Covid-19. Et d'affirmer: «nous avons pris acte, mais, en matière d'approvisionnement en oxygène médical au niveau de l'hôpital Mustapha, aucune avancée n'a été constatée jusqu'à aujourd'hui ; ce problème nous dépasse en tant que professionnels et personnel médical».

Et de préciser que dans le cadre des recommandations formulées à l'issue de la dernière rencontre sur «la riposte à la Covid-19», tenue au CIC, le ministre a évoqué l'idée de consacrer des hôpitaux dédiés spécialement pour la prise en charge des patients Covid. Il dira que «nous sommes pour cette solution mais ça ne devrait pas être moins d'une dizaine d'hôpitaux pour éviter la surcharge». Et d'expliquer qu'effectivement l'idée de concentrer les patients Covid au sein de certains hôpitaux facilitera l'approvisionnement en oxygène et en différents moyens de traitement, mais aussi ça va permettre à d'autres hôpitaux non concernés par le traitement de la Covid de prendre en charge même en période de crise les patients ayant d'autres pathologies».

Et d'affirmer que cette solution est intéressante car elle évitera aux patients Covid-19 ayant besoin de lits d'hospitalisation de se déplacer d'un hôpital à un autre à la recherche d'une place ou un lit.

Et de préciser que selon des indications «le patient ira directement aux structures dédiées spécialement aux traitements de la Covid». Notre interlocuteur conclut : «on cautionne cette solution, mais on doit d'abord sélectionner des hôpitaux dans chaque wilaya en fonction des besoins et du nombre de la population dans chaque région pour éviter la surcharge dans certaines wilayas par rapport à d'autres».

décès

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

Un autre drame à Alger Trois personnes décèdent sous les décombres de leur habitation

Trois (03) personnes ont péri sous les décombres de leur habitation à Alger, suite aux intempéries enregistrées dans le Centre du pays, durant les dernières 24 heures, ayant également occasionné des dégâts matériels importants, indique jeudi, un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Les victimes, de sexe masculin, et âgées de 18 ans, 17 ans et 33 ans, ont été ensevelies sous les décombres de leur habitation illicite, sise à Rais Hamidou et qui n'a pas résisté à un glissement de terrain, précise la même source.

Suite aux intempéries enregistrées notamment à travers les wilayas d'Alger, Boumerdès et Blida, les services de la Protection civile ont effectué plusieurs opérations d'épuisement et de pompage des eaux pluviales à l'intérieur d'habitations.

Des glissements de terrain et des effondrements partiels de

plafonds et de murs extérieurs de maisons précaires ont également été enregistrés.

A Alger, plusieurs glissements de terrain ont été constatés à travers les communes de Bab El-Oued, Bir Mourad Rais, Ain Banian, Rais Hamidou, Bordj el Kiffane et Douéra, est-il ajouté. Des effondrements de murs ont été également enregistrés au niveau des communes de Bouzareah, Bologhine et Hussein Dey ainsi que la chute d'un arbre sur 03 véhicules stationnés, dans la commune d'Oued Smar «sans faire également de victimes».

Dans la commune de Béni Tamou (Blida), il a été procédé à l'épuisement des eaux pluviales dans la cave d'un bâtiment, alors que la même opération a été effectuée dans la commune d'Ouled Hedadj (Boumerdès) au niveau d'une habitation, conclut la (DGPC).

Un autre effondrement s'était produit mardi à Bologhine, faisant trois morts.

Parc d'attractions d'El Mohammadia 14 enfants bloqués sur un manège secourus



Quatorze enfants bloqués sur un manège à chaises volantes au parc d'attractions d'El Mohammadia (Alger) ont été secourus par les services de la Protection civile, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la protection civile.

Les services de la protection

Transport

Les trains de nuit reprennent du service

Les trains de nuit comportant des places couchées pour les voyageurs, reprennent du service à compter de ce dimanche 21 novembre sur les lignes habituelles, a annoncé jeudi le ministère des Transports jeudi dans un communiqué.

Cette mesure vient en application de la décision des hautes autorités au sujet de la reprise graduelle des différents moyens de transport, suite à l'accalmie qu'a connue la situation sanitaire liée à la propagation de la pandémie de Covid-19.

La reprise des trains de nuit à couchettes s'effectuera sur deux phases, la première concerne les lignes Touggourt-Alger et Béchar-Oran, à compter de dimanche 21 novembre, la seconde est prévue à partir du 28 novembre, concernera les lignes Annaba-Alger et Tébessa-Alger.

Ce programme sera appliqué en coordination avec les secteurs de l'Intérieur, de la Santé et des services de la Gendarmerie nationale pour assurer la sécurité des voyageurs, a conclu le communiqué.

Libye

300 mercenaires pro-Haftar partiront «à la demande de la France»

Le camp de l'homme fort de l'Est libyen Khalifa Haftar a annoncé jeudi qu'il allait faire rapatrier 300 «mercenaires et combattants étrangers» des zones sous son contrôle, «à la demande de la France», hôte vendredi d'une conférence sur la Libye.

Le commandement de l'Armée nationale libyenne (ANL, loyale au maréchal Haftar) a décidé de faire partir un premier groupe de 300 mercenaires et combattants étrangers, ont indiqué des représentants de l'ANL dans un communiqué, ajoutant avoir pris cette décision à «la demande de la France». Le communiqué, dont l'AFP a obtenu une copie, émane des représentants du camp Haftar dans le «Comité militaire mixte libyen (5+5)», une structure regroupant cinq membres du gouvernement libyen sis à Tripoli et cinq membres représentant l'Est, et chargé de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu signé entre les deux parties en octobre 2020.

Lors de la guerre entre les pouvoirs rivaux dans l'Ouest et l'Est en 2019 et 2020, la Turquie avait soutenu le gouvernement basé à Tripoli tandis que le maréchal Haftar avait reçu l'appui des Emirats arabes unis, de la Russie et de l'Egypte. Parmi les acteurs extérieurs figuraient aussi des mercenaires du groupe privé russe Wagner, soutiens du camp de l'Est, ainsi que des Tchadiens, des Soudanais, des Nigériens et des Syriens. L'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 prévoyait le départ simultané des combattants étrangers dans un délai de 90 jours mais aucun retrait significatif n'a été signalé depuis. Dans le communiqué de jeudi, les militaires de l'Est ont affirmé que le départ de 300 mercenaires et combattants étrangers se ferait comme un geste unilatéral n'impliquant pas une mesure de réciprocité de la part du gouvernement



de Tripoli. Les représentants de l'ANL ont en outre affirmé que le départ de ces combattants «se fera en coordination avec leurs pays

et avec la Mission d'appui de l'ONU en Libye» (Manul). Les nationalités des combattants appelés à partir n'ont pas été précises.

Cette annonce a été faite à la veille d'une conférence internationale sur la Libye que le président français Emmanuel Macron

réunit à Paris pour donner une ultime «impulsion» aux élections prévues en décembre (présidentielle) et janvier (législatives), qui restent très incertaines sur fond de regain de tensions entre camps rivaux. Ces scrutins, aboutissement d'un processus politique laborieux parrainé par l'ONU, sont censées tourner la page d'une décennie de chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et mettre fin aux divisions et aux luttes fratricides entre factions rivales en Libye.

Le 8 octobre à Genève, le Comité militaire mixte avait convenu d'un Plan d'action global pour le retrait «progressif, équilibré et séquencé des mercenaires, des combattants étrangers et forces étrangères du territoire libyen», selon l'ONU qui a organisé cette rencontre. Fin octobre, des représentants du Tchad, du Niger et du Soudan avaient été conviés par la Manul à une réunion avec le Comité militaire mixte au Caire en vue de préparer le retrait des mercenaires et de combattants originaires de leurs pays. La France a dit souhaiter voir endossé lors de la conférence de vendredi «le plan libyen de départ des forces et mercenaires étrangers».

Plusieurs milliers de mercenaires russes -notamment du groupe privé Wagner - turcs ou syriens proturcs, tchadiens et soudanais sont encore présents en Libye, selon l'Elysée. La Turquie se montre peu pressée d'engager un retrait de ses forces et le Kremlin dément tout envoi de militaires ou mercenaires en Libye ainsi que tout lien avec le groupe Wagner.

Le pétrole algérien s'est apprécié de 9,69 dollars en octobre

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont progressé de 9,69 dollars en octobre dernier, soutenus notamment par des fondamentaux solides du marché pétrolier, a indiqué l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dans son rapport mensuel publié jeudi.

La moyenne mensuelle des prix du brut algérien est passée de 73,85 dollars/baril en septembre dernier à 83,54 dollars en octobre, soit une hausse de 13,1%, selon la même source. Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs.

La hausse du Sahara Blend intervient dans un contexte d'augmentation des prix de brut au marché mondial en octobre, soutenus par des fondamentaux solides du marché pétrolier et les perspectives de reprise de la demande pétrolière pendant les mois d'hiver, ainsi que la baisse continue des stocks de pétrole dans les principales régions consommatrices, selon l'Organisation. «Les prix

spot du pétrole brut ont bondi de plus de 12% en octobre, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie en Europe et l'Asie», explique également l'Opep. Ainsi, le prix moyen du panier de l'Opep (ORB) a augmenté de 8,23 dollars (+11,1%) par rapport au mois de septembre, pour s'établir à 82,11 dollars/

baril en octobre. Depuis le début de l'année, l'ORB était en hausse de 27,77 dollars (+68,4% par rapport à la même période de l'an dernier), pour une moyenne de 68,33 dollars/baril, selon le rapport. L'Opep indique, par ailleurs, que la production de l'Algérie en octobre dernier avait atteint 949.000 barils par jour, soit une hausse de 12.000 barils par rapport à la production moyenne de septembre (937.000 baril/jour).

Pour leur part, les pays de l'Opep ont produit 27,453 millions de barils par jour (Mb/j) en octobre, contre 27,236 Mb/j en septembre, en hausse de 217.000 baril/jour, selon des sources secondaires. Quant à la demande mondiale de pétrole, l'Organisation a révisé à la baisse ses prévisions de croissance de la demande en 2021 d'environ 0,16 mb/j, par rapport à l'évaluation du mois dernier, pour se maintenir à 5,7 Mb/j. «Les révisions sont dues principalement à la demande plus lente qu'anticipé venant de la Chine et de l'Inde au troisième trimestre 2021» explique l'OPEP. La demande mondiale totale de pétrole devrait désormais atteindre 96,4 Mb/j en 2021, a-t-elle avancé.

Pour 2022, la demande mondiale augmentera à 100,6 Mb/j, soit tout juste 500.000 barils par jour de plus que les niveaux enregistrés en 2019, selon l'Opep. L'Organisation a maintenu sa prévision de croissance de la demande mondiale pour 2022, cette croissance représentant 4,2 Mb/j.



Le spectre de la chute de l'Empire romain d'Occident rôde autour du capitalisme

Pourquoi l'esclavage s'est-il effondré dans la Rome antique ?

Par Khider Mesloub

En cette période de fin d'un monde (capitaliste), mais pas du Monde, il est de la plus haute importance de se pencher sur la chute de l'Empire romain, et, corrélativement, de l'esclavage, pour comprendre les mobiles du déclin du mode de production esclavagiste, qui a des résonances avec notre époque actuelle marquée par l'effondrement de l'économie, de la « civilisation » de pacotille capitaliste. « Civilisation » la plus gadgétisée de l'Histoire de l'humanité, au sens du terme fixé par le dictionnaire, qui définit le gadget comme une chose (société) artificielle qui plaît plus par sa nouveauté et son originalité que par son utilité, tant elle brille par sa futilité, son artificielle fonctionnalité dictée, non par la satisfaction des besoins (collectifs) pérennes, mais la recherche effrénée de l'intérêt (narcissique et pécuniaire) immédiat. En d'autres termes, le gadget capitaliste, fondé sur le principe de plaisir et l'économie pulsionnelle (et non rationnelle), demeuré fixé, selon la topique freudienne, au stade anal (banal) régi, comme on le sait, par les conduites excrémentielles où les matières fécales (l'argent) constituent le mode essentiel d'échange, n'a aucune utilité sociale étant par essence individuel, autrement dit égocentrique.

Il ne vise pas l'épanouissement social de la communauté, mais la satisfaction primitive et égoïste de quelques élus richissimes, la jouissance débridée d'une minorité parasitaire accapareuse, et non la réjouissance sociale de l'ensemble de la population laborieuse. Pour illustrer notre analyse, nous nous appuierons sur un extrait tiré du livre de Friedrich Engels, « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat ».

Afin de souligner, en matière de décadence, les similitudes avec notre époque, j'ai pris la liberté de réactualiser certaines données, mises entre parenthèses.

« Dès les derniers temps de la République, la domination des Romains avait pour but l'exploitation totale des provinces conquises ; l'Empire n'avait pas supprimé cette exploitation, mais, au contraire, il l'avait réglementée. » (À l'instar de la domination impérialiste mondiale actuelle.) « Plus l'Empire déclinait, plus les impôts et les prestations augmentaient, plus les fonctionnaires pillaient et pressuraient sans pudeur. » (Cela rappelle étrangement la dépravation des classes dirigeantes prédatrices contemporaines, responsables du renchérissement des tarifs des matières énergétiques et des produits de première nécessité, et de l'augmentation des taxes spoliatrices, causes de la paupérisation absolue de centaines de millions de personnes.) « Le commerce et l'industrie n'avaient jamais été l'affaire des Romains dominateurs de peuples ; c'est seulement dans l'usure qu'ils avaient surpassé tout ce qui fut avant et après eux. » (Ces dernières décennies, l'Occident décadent, en voie de désindustrialisation accélérée, ne survit que par l'addiction au crédit et la spéculation boursière, autrement dit la financiarisation pathologique de son économie, sur fond d'une consommation compulsive moyennant paiement à tempérament.)

« Ce qui existait et s'était maintenu en fait de commerce sombra sous les exactions des fonctionnaires ; ce qui survécut malgré tout se trouvait en Orient (aujourd'hui en Asie, no-



tamment la Chine, Atelier du monde), dans la partie grecque de l'Empire, qui est en dehors de notre sujet. Appauvrissement général, régression du commerce, de l'artisanat, de l'art, dépeuplement, décadence des villes, retour de l'agriculture à un niveau inférieur-tel fut le résultat final de l'hégémonie mondiale romaine.» (Le constat dramatique de notre présente époque marquée par l'effondrement de l'économie, la faillite de centaines de milliers d'entreprises, la mise au chômage de millions de travailleurs, le retour à des activités archaïques sous contrat précaire.

Agravés par la désindustrialisation, dans la majorité des pays capitalistes occidentaux pourtant féministes, les emplois précaires de domesticité -aide-soignante, femme de ménage, assistante maternelle, servante, caissière-sont devenus les seules activités professionnelles proposées aux nouvelles générations sacrifiées, ces nouvelles femmes prolétaires du tertiaire. Pour compléter le texte d'Engels, il est utile de rappeler que la chute de l'Empire romain s'accompagne d'une diminution de terres cultivées de 30 à 50 % selon les endroits, indice clair d'une baisse de la population dans une proportion identique : l'Italie par exemple passe de 10 millions d'habitants sous Auguste (début de notre ère) à 5 millions.

LEmpire s'effondre sous les effets conjugués de la désagrégation de l'économie et des invasions « barbares », qui envahissent aisément l'Italie en dépit du doublement des effectifs de l'armée, passée de 240 000 hommes sous Auguste à 500 000 sous Constantin le Grand -début du IVe siècle. D'aucuns, notamment au sein de la « galaxie facosphère », soutiennent que l'Occident – l'Europe – s'effondrera sous l'assaut des invasions migratoires. Au reste, comme à notre époque décadente marquée par l'augmentation exponentielle des dépenses militaires des États payées avec l'argent des contribuables réduits, eux, à la pauvreté absolue, la plus grande partie des ressources fiscales de l'Empire romain est consacrée au budget de la défense, au détriment des autres secteurs d'activité réduits à la portion congrue. Notamment l'enseignement public, sacrifié, entraînant la disparition des lettres, des arts, de l'architecture. On assiste en effet à la régression de l'usage de l'écrit. Dans cet Empire déclinant, seules les

aristocrates peuvent encore se payer des précepteurs privés pour l'instruction de leurs progénitures, sans oublier les milieux ecclésiastiques. Du VIIème siècle jusqu'au XIème, il n'y aura plus aucun auteur laïc en Occident. De même, les routes ne sont plus entretenues ; les échanges commerciaux sont perturbés, entraînant une dépopulation des villes : Rome passe de 1 million d'habitants à 20 000 au lendemain de la chute de l'Empire – fin du VIème. Le niveau de vie de la glorieuse époque romaine – 1^{er} et II^e siècle – ne sera retrouvé qu'au XIV^e siècle. De même, avec la baisse des recettes fiscales enregistrée dès le début du Vème siècle, l'Etat est dans l'impossibilité de payer ses soldats, contribuant à la dislocation de l'Empire. Aussi, il n'y aura plus d'armée permanente payée par l'Etat avant le XV^e siècle.)

LIBAN: PRÉFIGURATION DE LA FUTURE SOCIÉTÉ MONDIALE

« L'agriculture, branche de production essentielle dans tout le monde antique, l'était redevenue plus que jamais. » (Ce qui risque d'advenir prochainement : le retour forcé à la terre : c'est déjà le cas au Liban où de nombreuses personnes sont contraintes de retourner dans leur village pour s'adonner à l'agriculture. A cet égard, il est utile de souligner que le Liban, pays autrefois appelé la Suisse du Moyen-Orient, aujourd'hui précipité dans la paupérisation absolue, est en voie de se transformer en Yémen, Éthiopie, pays ravagés par la famine. L'effondrement du système éducatif est imminent. Comme c'est le cas déjà de son système de santé sinistré. Nul doute, le Liban est la préfiguration du futur immédiat réservé à l'ensemble des pays. Nous entrevoyons à l'échelle internationale les préludes apocalyptiques de l'avenir immédiat avec l'exemple du Liban en proie à l'effondrement de son économie.

C'est la pire crise économique au monde depuis 1850, selon la Banque mondiale. « La crise économique et financière est susceptible de se classer parmi les 10, voire les trois épisodes de crise les plus graves au niveau mondial depuis le milieu du XIX^e siècle », indiquait la Banque mondiale dans un rapport publié le 1 juin 2021. Sa monnaie a perdu 85 % de sa valeur, son économie s'est contractée de plus de 20 % en 2020. « Sous réserve d'une incertitude ex-

traordinaire élevée, le PIB réel devrait se contracter de 9,5 % supplémentaires en 2021 », selon la Banque mondiale, obtenant tout espoir de reprise économique.

Plus de 75 % des Libanais vivent en dessous du seuil de pauvreté national, sans revenus, sans électrification, sans chauffage, sans eau, sans essence, sans médicaments, sans soins, sans éducation nationale, sans culture, sans possibilité de voyager faute de visa, autrement dit, ils sont enterrés vivants – sort qui attend la majorité de la population mondiale, déjà largement paupérisée du fait de la contraction de ses revenus et du renchérissement des prix des matières énergétiques et produits de première nécessité.

Autre phénomène observé au Liban, rappelant étrangement la débandade des armées romaines, la dislocation de l'armée libanaise en proie à une hémorragie de ses effectifs. En effet, l'institution militaire, assaillie par la plus grave crise financière du Liban, assiste à la désertion de milliers de soldats, décamplés en raison des conditions économiques désastreuses, de la modicité de leur solde – passée de 800 dollars à 40 dollars du fait de la dépréciation de la monnaie libanaise. Le gouvernement ne peut plus payer son armée. L'armée libanaise déguenillée est réduite à vivre de colis alimentaires et de soutien médical, autrement dit d'assistantat.

Aujourd'hui, la dévaluation monétaire a fait fondre les salaires en livres libanaises des soldats, mais également le budget de l'institution militaire, menaçant sa capacité opérationnelle. Dernier rebondissement : par crainte d'une dislocation totale de l'armée, et, corrélativement, de l'effondrement du pays, les États-Unis envisagent de verser directement les soldes à la troupe pour maintenir à flot cette institution militaire de plus en plus désertée.

Le même phénomène sévit au sein de la police. En outre, nombre de soldats et policiers doivent cumuler d'autres emplois pour arrondir leur misérable salaire.

Autre signe symptomatique de la régression sociale, pour ne pas dire de décadence de la société libanaise : les femmes, du fait de la cheréfaction de la vie provoquée par l'hyperréflation, du dérèglement de leurs conditions sociales générées par l'hé-

morragie financière et la fuite des capitaux, n'ont plus les moyens de s'acheter des serviettes hygiéniques (passées, en fonction des marques, de 2 dollars avant la crise à 20 dollars aujourd'hui). Alors chaque mois, durant leur période menstruelle, les femmes recourent à de vieux chiffons, voire, pour les mamans, aux couches de leur bébé.)

« En Italie, les immenses domaines (latifundia) qui, depuis la fin de la République, couvraient presque tout le territoire, avaient été exploités de deux façons. Soit en pâturages, où la population était remplacée par des moutons ou des bœufs, dont la garde n'exigeait que peu d'esclaves ; soit en villas, où une foule d'esclaves faisaient de l'horticulture en grand, tant pour le luxe du propriétaire que pour la vente sur les marchés urbains. Les grands pâturages s'étaient maintenus et sans doute même agrandis ; les domaines des villas et leur horticulture avaient dépéri du fait de l'appauvrissement de leurs propriétaires et du déclin des villes. » (C'est l'avenir immédiat des grandes agglomérations capitalistes en butte à la faillite des petits patrons, à la déconfiture des classes moyennes, à la pauvirisation généralisée de la classe ouvrière et des couches populaires, du fait de la contraction des salaires et de l'incontrôlable inflation.)

« L'exploitation des latifundia, basée sur le travail des esclaves, n'était plus rentable ; mais, à cette époque, c'était l'unique forme possible d'agriculture en grand. » (Comme depuis des décennies l'économie productive n'est plus rentable du fait de la baisse tendancielle des profits induite par la modernisation de l'appareil de production et la réduction de la masse salariale, la diminution drastique de celle-ci entraînant la baisse de la consommation, accentuant la crise, la fermeture d'entreprises, en résumé la désindustrialisation.) « La petite culture était redevenue la seule forme rémunératrice. » (Actuellement remplie par la sphère spéculative, unique source de profits des grands capitalistes réduits à boursicoter au lieu d'investir leurs capitaux dans la production réelle : en pleine période de pandémie marquée censément par une grave crise économique, les Bourses n'ont jamais été aussi florissantes, le CAC 40 battant son record historique de hausse, clôturant à plus 7000 points.)

Suite en page 7

Du chantage enfantin au crime d'Etat

Par Abdelhafid Ossoukine*

Hormis quelques pays soumis au dictat des lobbys pro-maroquins d'obédience sioniste, tout le monde s'accorde pour dire que le conflit au Sahara occidental est une question de décolonisation qui doit être résolue sur la base de l'exercice des Sahraouis de leur droit à l'autodétermination à travers une consultation populaire libre et responsable sous l'égide des Nations unies. C'est une affirmation élémentaire qui ne devrait pas faire l'objet de discussion, n'en déplaise aux tenants de la nouvelle théorie selon laquelle le monde a changé, le principe de l'autodétermination des peuples n'est pas tombé en désuétude.

Cependant, au Sahara occidental, les Nations unies peinent à frayer un chemin face aux manœuvres dilatoires du Maroc. Les Marocains refusent d'admettre que le Sahara occidental est aujourd'hui le seul territoire non autonome du continent africain en attente de décolonisation et dans un tel état, il est inscrit depuis près d'un demi-siècle sur la liste du Comité des vingt-quatre. Une fois la décolonisation achevée, la situation actuelle du Sahara occidental, occupé de fait par le Maroc, pourrait être proposée comme l'exemple le plus frappant de la solidité du principe d'autodétermination des peuples malgré les atermoiements internationaux face aux caprices d'un Maroc outrancier soutenu par une France complice et défiant en toute impunité les us des pays civilisés. Oui, une France complice, mais aussi soumise au même chantage que su-

bit l'Espagne. Un exemple marquant est la tentative en 2014 d'un juge français d'arrêter Abdellatif Hamouchi, le chef du renseignement marocain pour avoir torturé plusieurs Sahraouis et Marocains sur le territoire français. En représailles, le Maroc a immédiatement et brutalement menacé de cesser toute coopération antiterroriste et fermé l'œil sur l'immigration clandestine.

Des mois plus tard, suite à l'attaque djihadiste contre la salle de rédaction de Charlie Hebdo, le président Hollande a consenti des efforts au plus haut niveau pour rétablir l'échange d'informations avec les services de renseignement marocains. Résultat, Abdellatif Hamouchi ne sera plus inquiété, mieux, il reçoit les plus hautes décorations de la France et plus tard d'Espagne. Récemment, Ceuta a été envahie par des hordes de jeunes Marocains en quête d'une vie meilleure. Le fait n'est pas nouveau si ce n'est le nombre effrayant de ces jeunes qui ont réussi à franchir impunément la frontière sous le regard amusé des M'khaznia. Cette dynamique et ses ingrédients se répètent plusieurs fois par an depuis le début des années 90. Le Maroc sait que la question migratoire est très sensible dans les urnes et dans le débat public espagnol : et lorsqu'il abandonne ses frontières à ses Marocains et aux Subsahariens, le gouvernement espagnol panique et accepte tout. A ce jour, il n'y a eu qu'un José María Aznar qui s'est courageusement dressé contre le chantage marocain. Sa décision d'envoyer une trentaine de soldats sur l'îlot de Perejil était sur le

point de conduire à un conflit armé entre les deux pays. Sans le soutien politique incontestable de l'Union européenne, le gouvernement de Pedro Sánchez aurait eu beaucoup de mal à contenir la situation. Bourrita a occulté d'expliquer les « profonds malentendus », mais tout le monde avait compris que la brouille est la conséquence de la position de Berlin vis-à-vis du Sahara occidental. L'Allemagne a toujours défendu « une solution politique juste et durable acceptée par les deux parties sous les auspices des Nations unies ». Face aux Allemands, le Makhzan ne dispose pas de munitions « humaines » pour faire pression. Mohamed VI est la personne la plus excentrique du Maroc et l'une des plus riches du continent africain.

Il monnaye pour son propre compte les retombées financières de la manne migratoire. Il demande toujours plus d'argent sans toutefois abandonner les menaces. Pour avoir hébergé le leader sahraoui, Ibrabim Ghali, pour des soins médicaux, l'ambassadeur du Maroc à Madrid, instruit par son roitelet, osa dire dans une menace à peine voilée qu'« il y a des actes qui ont des conséquences et doivent être assumés ».

Le Maroc, comme un enfant gâté, pense toujours qu'il a la protection inconditionnelle de la France et des Etats-Unis, poids lourds sur la scène internationale et d'Israël aujourd'hui. Son sentiment d'impunité le pousse à toutes les dérives et extravagances souvent folkloriques. L'épisode de son attitude lors de la Cop21 organisée en France le prouve très bien lorsqu'il a exigé qu'il soit reçu per-



sonnellement par Hollande, quitte à attendre dans sa limousine. Le pire est atteint lorsqu'il s'adonne à l'usage immoral et immoderé de Pegasus. Mais l'acte le plus odieux qu'il ait commis est celui d'avoir assassiner des civils algériens dans une guerre qui n'est pas encore déclarée contre le voisin algérien.

L'Algérie, qui a longtemps supporté les humeurs des dirigeants marocains, refuse aujourd'hui le dictat du fait accompli. Aux événements de l'été 2021, l'attentat commis par les FAR qui ont tué trois innocents civils algériens agrave encore la tension entre Alger et Rabat. Ce crime d'Etat perpétré avec un armement de

« haute technologie » a été exécuté au moins trente kilomètres du mur de sable dans lequel se trouvent les positions militaires marocaines. Beaucoup de pays parmi même ceux qui soutiennent le Maroc et sans le condamner officiellement espèrent qu'il n'y a pas d'escalade entre ses deux partenaires stratégiques. Avec des déclarations aussi hypocrites telles que « de Maroc a un respect très scrupuleux des principes de bon voisinage avec tous », Rabat espère que l'incident est clos. Au contraire, ce qu'ils viennent de commettre est un casus belli, c'est-à-dire, un acte de nature à motiver une déclaration de guerre.

*Juriste

Le spectre de la chute de l'Empire romain d'Occident rôde autour du capitalisme Pourquoi l'esclavage s'est-il effondré dans la Rome antique ?

Suite de la page 6

« L'une après l'autre, les villas furent mises en petites parcelles et remises à des fermiers héritataires qui payaient une certaine somme, ou à des partiaii, gérants plutôt que fermiers, qui recevaient pour leur travail un sixième ou même seulement un neuvième du produit annuel. Mais, dans la plupart des cas, ces petites parcelles de terre furent confiées à des colons qui, en échange, payaient chaque année une somme fixe, étaient attachés à la glèbe et pouvaient être vendus avec leur parcelle ; ils n'étaient pas, à vrai dire, des esclaves, mais ils n'étaient pas libres non plus, ne pouvaient pas se marier avec des femmes de condition libre, et leurs unions entre eux n'étaient pas considérées comme des mariages pleinement valables, mais, ainsi que celles des esclaves, comme un simple concubinage (*contubernium*). Ils furent les précurseurs des serfs du Moyen Age. » (À l'instar des salariés actuels au statut précarisé, réduits soit à travailler dans des conditions dignes du XIXe siècle, en contrat déterminé – de quelques jours à quelques semaines maximum –, avec des salaires considérablement abaissés et aléatoires, soit définitivement transformés en sans réserves, en surnuméraires, des « masses en trop », autrement dit en chômeurs.)

« L'antique esclavage avait fait son temps. » (On pourrait aisément écrire : le capitalisme a fait son temps ! Il se meurt, aidons-le à périr, avant qu'il nous engloutisse avec lui, nous précipite dans l'obscurantisme pour mille cinq cents ans.)

« Ni à la campagne dans la grande agriculture, ni dans les manufactures urbaines, il n'était plus d'un rapport qui en valût la peine – le marché, pour ses produits, avait disparu. » (Comme s'amorce actuellement la disparition du paysage urbain les magasins, les centres commerciaux – désertés par la clientèle impécunieuse, mais également du fait des pénuries, de l'inflation –, les locaux professionnels – induits par le télétravail –, les sociétés – fermées pour cause de faillite –, les voitures – devenues chères à entretenir, faute de moyens financiers pour s'acheter l'essence hors de prix –, pour certains définitivement, prémisses de

la future société en déclin désertée par le consumérisme. Les villes vont se transformer en cimetières économiques, charniers sociaux, cloaques culturels. Les mégalopoles en nécropoles. Comme l'avait écrit prophétiquement Marx dans le Manifeste du Parti communiste : « Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. - Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens.

A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même.)

« Mais la petite culture et le petit artisanat, à quoi s'était réduite la gigantesque production des temps florissants de l'Empire, n'avaient pas de place pour de nombreux esclaves. » (Comme aujourd'hui les entreprises n'ont plus assez d'activité à offrir aux centaines de millions de travailleurs, réduits de force au chômage.) « Il n'y avait plus place, dans la société, que

pour des esclaves domestiques et les esclaves de luxe des riches. » (C'est ce qui va se produire : le retour de la domesticité, comme il a survécu jusqu'à aujourd'hui dans les monarchies du Golfe et du Maroc, et certaines régions du monde, où des centaines de milliers de personnes sont réduites en esclavage domestique pour servir de valetailles aux princes arabes ou aux familles richissimes.) « Mais l'esclavage agonisant suffisait encore pour faire apparaître tout travail productif comme travail d'esclave, indigne de Romains libres, - et chacun, maintenant, avait cette qualité. De là vient, d'une part, le nombre croissant des affranchisements d'esclaves superflus, devenus une charge et, d'autre part, le nombre croissant, ici des colons, là des hommes libres tombés dans la gueuse - verlump - » (comparables aux poor whites des États-Unis.)

LE SALARIAT NE PAYE PLUS, C'EST POURQUOI IL FAUT LUI DONNER CONGÉ

« Le christianisme est tout à fait innocent de la disparition progressive de l'antique esclavage. » (Comme le pauvre coronavirus est tout à fait innocent de l'affondrement actuel de l'économie capitaliste. Coronavirus qu'il conviendrait de remercier, à qui il faudra dresser une stèle commémorative, car il aura fait prendre conscience à l'humble humanité exploitée et opprimée de la nécessité d'abattre ce virus létal : le capitalisme.)

« Il l'a pratiqué pendant des siècles dans l'Empire romain et, plus tard, il n'a jamais empêché le commerce d'esclaves auquel se libraient les chrétiens, ni celui des Allemands dans le Nord, ni celui des Vénitiens en Méditerranée, ni, plus tard encore, la traite des nègres. » (Les coronavirus ont toujours existé mais ils n'ont jamais fait effondrer l'économie ni provoqué la mort d'une civilisation.) « L'esclavage ne payait plus, et c'est pourquoi il cessa d'exister. » (Le salariat ne paye plus, c'est pourquoi il a fait son temps, donc il est impératif de lui donner congé.) « Mais l'esclavage agonisant laissa son dard empoisonné ; le mépris du travail productif des hommes libres. » (Comme avec le déclin du capitalisme dominé par l'immense classe moyenne et petite

bourgeoise contemporaine qui méprise le travail d'usine, les tâches prolétariennes : aussi ces deux classes parasites sont-elles incapables d'offrir un projet émancipateur du fait de leur inutilité économique et futilité politique. Avec la crise sanitaire du Covid-19, le monde a appris que nous pouvions nous passer de ces classes parasites. En revanche, il a mesuré l'importance des ouvriers au sein de la production essentielle à la survie de la société, seuls salariés à avoir maintenu leur activité durant les confinements en raison de leur vitale nécessité économique – les fameux Premiers de Cordée.

En effet, en dépit des risques de contamination encourus du fait de l'absence d'équipements de protection médicaux, ces salariés, appelés « travailleurs de la deuxième ligne » – ouvriers, caissières, boulanger, chauffeurs, agents d'entretien, les premiers étant les personnels soignants –, avaient continué d'apporter à la population les services indispensables à la vie quotidienne, contribué à maintenir l'activité économique.)

« Là était l'impasse sans issue dans laquelle le monde romain était engagé. » (Comme aujourd'hui, aussi longtemps que la petite bourgeoisie impose son calendrier politique, son idéologie réactionnaire, sa prééminence organisationnelle, sa domination directionnelle, en politique comme lors des grèves ouvrières et des révoltes sociales, aux dépens du prolétariat, actuellement totalement soumis, toujours à la traîne de cette classe petite bourgeoisie parasitaire).

« L'esclavage était impossible au point de vue économique ; le travail des hommes libres était proscrit au point de vue moral. Celui-là ne pouvait plus, celui-ci ne pouvait pas encore être la base de la production sociale. Pour pouvoir y remédier, il n'y avait qu'une révolution totale. » (Pour paraphraser Friedrich Engels : il n'y a qu'une révolution totale pour en finir avec le capitalisme et son système basé sur le salariat, autrement dit l'esclavage contractuel, sur l'enrichissement d'une minorité – les 1% – et l'appauvrissement de la majorité du peuple – les 99% du prolétariat mondial, aujourd'hui menacé de famine, c'est-à-dire de mort.)

Khider Mesloub

AÏN DEFLA

Jets de pierres contre les trains : «la sensibilisation, le meilleur moyen de lutte»



La sensibilisation demeure le meilleur moyen pour mettre un terme ou, du moins, atténuer les dangers du phénomène des jets de pierres contre les trains et ses usagers, aux retombées parfois dramatiques, a affirmé jeudi, à Aïn Defla, un responsable de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). «Chaque année, le phénomène du jet de pierres sur les trains cause, hélas, de nombreux morts et blessés, en sus des dégâts matériels, mais même dans le cas où il n'y aurait qu'une seule victime parmi les citoyens ou les cheminots, nous poursuivrons de manière obstinée notre campagne de sensibilisation car cette dernière demeure le meilleur moyen pour mettre un terme ou, tout au moins, atténuer cette menace», a déclaré Belhawa Mohamed, cadre à la direction du service sécurité de la circulation au sein de la même entreprise, en marge d'une campagne de sensibilisation, au CEM «Bessekri Fatiha» du chef-lieu de wilaya sous le slogan: «Le train nous appartiennent, non à son caillasse». Observant que le phénomène du jet de pierres sur les trains a pris, ces dernières années, des proportions alarmantes, il a mis l'accent sur la nécessité de «conjuguer les efforts dans la lutte contre cet acte de malveillance». «La lutte contre le phénomène de jet de pierres sur les

trains n'est pas du ressort exclusif de la SNTF mais concerne également l'école, les parents, la mosquée et la société civile de façon générale, d'où la nécessité de la conjugaison des efforts de toutes ces parties dans la lutte contre ce fait», a-t-il insisté. Relevant que cette opération de sensibilisation est menée conjointement par la SNTF et les directions des Transports et de l'Education de Aïn Defla, il a noté que son objectif principal consiste à exhorter les hommes et femmes de demain à faire preuve de civisme et à ne pas s'adonner à des actes à même de mettre leur vie et celles des autres en péril. «Certes, la prise de conscience des dangers encourus par le jet de pierres sur les trains constitue l'essentiel de notre campagne mais il y a aussi le refus d'emprunter les passerelles (en dépit de leur existence) ainsi que la présence inutile aux abords de la voie ferrée qu'il y a lieu de dénoncer», a-t-il fait remarquer. Lui emboîtant le pas, l'inspecteur au département Ouest de la SNTF, Messif Nouredine a mis l'accent sur la nécessité de mettre le holà à un phénomène aux conséquences parfois dramatiques. «S'il est inacceptable que l'on caisse une voiture, roulant à plein régime, pourquoi dès lors, l'accepter s'agissant du train?», s'est-il insurgé, observant que cette «frénésie» est d'autant

plus condamnable que même les trains de marchandises n'y ont pas échappé. Cet ancien mécanicien a soutenu que les cheminots sont hantés par le jet de pierres sur les trains, un phénomène qui, a-t-il dit, a fini par les affecter sur le plan émotionnel. Selon lui, les points noirs les plus fréquents sur le tracé Alger-Chlef sont ceux se rapportant aux tronçons El Harrach-Baba Ali, Boufarik-Blida, Hoceinia-Khémis Miliana et Oued Fodda-Chlef.

Pour sa part, Ouaddane Youcef, mécanicien principal à la gare de Khémis Miliana (Aïn Defla) a fait un témoignage poignant au sujet d'une maman dont le bébé a été atteint par un projectile alors que le train roulait à vive allure. «On ne peut trouver les mots pour décrire cette scène douloureuse», s'est-il remémoré, assurant avoir fait l'objet de plusieurs jets de pierres dont certains ont effleuré ses yeux. Des projections en 'datachots' ont été mises en place par les organisateurs de cette opération, lesquels affirment que dans le souci de ne pas heurter la sensibilité des adolescents, des images insoutenables ne leur ont pas été montrées. A signaler que des CEM implantés aux abords de la ligne de chemin de fer, dans les communes de Khémis Miliana, El Attaf et Hoceinia ont aussi été ciblés par cette campagne de sensibilisation.

TIZI-OUZOU

Vers la dotation de villages en incinérateurs

Les villages engagés dans la gestion locale des déchets souhaitant acquérir des incinérateurs seront accompagnés dans cette démarche par la wilaya, a annoncé jeudi, le wali Djilali Doumi. Présidant les travaux du Conseil de wilaya pour l'examen de l'état d'exécution des recommandations émises lors des précédentes réunions de l'exécutif de wilaya concernant les secteurs du Logement, de l'Environnement et des Ressources en eau, M. Doumi a indiqué que la wilaya prévoit d'inscrire une opération au profit des villages qui souhaitent acquérir ce type d'installation. A cet effet et afin de permettre à des comités de villages, intéressés par cette option de gestion des déchets, de voir concrètement

le fonctionnement d'un incinérateur, le wali a donné des instructions aux services concernés afin d'effectuer des essais sur l'incinérateur de la commune d'Aghribs, acquis dans le cadre des plans communaux de développement (PCD), en présence d'un ou de certains représentants de village. Une fois les essais effectués, «nous allons inscrire une opération d'acquisition de mini-incinérateurs au profit des villages qui le désirent», a souligné le chef de l'exécutif, ajoutant que la wilaya accompagnera ces villages pour la réduction de la quantité des déchets générés. Concernant le point relatif aux ressources en eau, M. Doumi a insisté sur la nécessité de concrétiser le programme d'urgence inscrit

par le ministère de tutelle, au profit de la wilaya, dans le cadre d'un programme national de mobilisation de la ressource. Signalant que beaucoup de projets prévus dans le cadre de ce programme d'urgence ont été réalisés que d'autres sont en cours, alors que certains sont en souffrance, M. Doumi a annoncé la tenue prochaine d'une réunion avec les directeurs généraux des Agences nationales des ressources hydrauliques (ANRH) et des Barrages et transferts (ANBT) pour faire avancer les opérations qui rencontrent des contraintes. Pour ce qui est du dossier relatif au secteur du Logement, le wali a indiqué que les projets dont l'implantation fait face à des problèmes d'opposition feront l'objet de délocalisation.

ALGER

Trafic de drogue : démantèlement d'une bande

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé une bande criminelle organisée, spécialisée dans le trafic d'héroïne et de cocaïne, impliquant notamment des ressortissants étrangers, a indiqué jeudi, un communiqué des mêmes services.

La Brigade de lutte contre la drogue et les psychotropes relevant des services de Sûreté de la wilaya d'Alger a démantelé une bande criminelle spécialisée dans le trafic de drogue dure (héroïne et cocaïne), a précisé la même source.

Dans le cadre des investigations, des suspects ont été présentés au médecin légiste où le staff du service de radiologie a repéré des objets étranges dans leurs intestins.

Batimatec : près de 250.000 visiteurs enregistrés



Près de 250.000 visiteurs ont été enregistrés lors de la 23^e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics «Batimatec», qui a pris fin jeudi au palais des Expositions d'Alger, selon les organisateurs.

«Près de 250 000 visiteurs - que la forte pluie n'a pu dissuader - ont parcouru les allées des 6 pavillons d'exposition, pendant les 5 jours et profité du climat très professionnel, en rencontrant fournisseurs et opérateurs économiques nationaux et étrangers», a indiqué la Société algérienne des Foires et Expositions (Safex) dans un communiqué. Cette édition attendue par les professionnels et le grand public «n'a pas manqué de séduire par le haut niveau des participants et la qualité des visiteurs, après une absence forcée en 2020 à cause de la pandémie du Covid-19», a souligné la même source. Ainsi, la Safex et son partenaire Batimatec Expo se sont félicité «d'avoir pu réaliser cet exploit et fait l'éloge de l'engagement des exposants très fidèles à ce grand rendez-vous, sans oublier les milliers de visiteurs et habitués qui ont, tous, contribué à faire de cette édition un franc succès». Co-organisé du 7 au 11 novembre par

Horaires des prières pour Alger et ses environs

08 rabie ethani 1443

El Fedjr
05h55

Dohr
12h33

Assar
15h20

Maghreb
17h43

Icha
19h05



TÉBESSA

La cité millénaire mérite mieux

Ali Chabana

Tébessa mérite mieux, affirme-t-on avec certitude auprès de nombreux citoyens de l'Antique Théveste. Une cité qui a tant donné, en retour une immense frustration d'une population sevrée, comprise du sort réservé à toute une région martyrisée, bottée sur la touche de l'histoire. Une histoire millénaire réduite à presque rien. Tébessa doit se ressourcer de son riche passé pour bâtir son présent et envisager avec sérénité son avenir. Les Tébessis sont souvent, totalement désorientés, lorsqu'on évoque avec eux l'état dans lequel se trouve leur chère ville ou wilaya, autrefois bastion de la résistance farouche contre les envahisseurs. « Qu'a-t-on fait pour que Tébessa retrouve son lustre d'autan ? On construit sur du vide, on pioche dans l'inconnu, on se fait des illusions en croyant faire renaître le passé, en se référant à des faux-fuyants », a déclaré un jeune universitaire, en quête d'une identité pour la cité, le tremplin nécessaire, celui qui propulsera l'histoire vers de nouveaux horizons. « Quand je voyage, j'ai ce sentiment de manque de Tébessa, je la vois sublime, magnifiée ; son passé flamboyant me rappelle les moments forts, lorsque la cité rayonnait de toute sa splendeur, d'après les récits rapportés par des voyageurs et les écrits d'historiens de l'époque antique. »,

dira Abdallah enseignant à la retraite et de continuer : « Pas plus loin qu'il y a quelques décennies, notre ville s'enorgueillit d'une vie sociale et culturelle saine, animée ; les citadins étaient bien fiers d'appartenir à toute une région riche en valeurs humaines, solidaire et ouverte sur son environnement. Aujourd'hui, le gâchis est inestimable, en recensant ce qu'on a perdu. » Tébessa, bien ancrée dans ses racines ancestrales, le regard tourné vers le futur, mais comment le construire, sans renier ses origines ? « Il me semble qu'il est fondamental de remettre en question certaines pratiques qui ont porté préjudice à la cité toute entière, des actes nocifs, d'opportunisme et de prédatation, les auteurs de ces comportements s'identifient eux-mêmes. »

La wilaya est malade de ses propres gestionnaires. C'est toute une mentalité archaïque dont on doit se débarrasser, si on a cet objectif de redonner une lueur d'espoir, pour que Tébessa regagne l'estime dans les coeurs de ses habitants. » Un réquisitoire sans merci prononcé par Hakim qui se présente comme un fils envieux de Tébessa prospère, la tête haute, Tébessa la ville martyr. Son compère Bassem va dans le même sens, en affirmant son attachement au principe et au droit de la région à une meilleure prise en charge de ses réoccupations, « Il est temps de revoir beau-

coup de choses, concernant les programmes de développement alloués à la région de Tébessa, finis le laxisme et les promesses sans lendemain, à ma connaissance on est en période électorale et j'espère que les futurs élus auront l'honnêteté de dire certaines vérités, à commencer par se déparir de leur égoïsme, en mettant en avant leur engagement et leur probité intellectuelle, au service de la ville et ses habitants. Les citoyens en ont marre des idées creuses et des fanfaronnades. Moi j'opte pour celui qui travaille et commet des erreurs, plutôt que pour celui qui se terre dans son mutisme et sa lâcheté, de peur de rendre des comptes. » Pour Merriam femme au foyer « il m'est difficile d'accepter la situation de dégradation du cadre de vie quand j'observe toutes ces saletés dans nos rues et cités. Et là je me responsabilise en tant que citoyenne, oui ce sont nous en grande partie qui sont responsables d'un tel état de décrépitude, devant la détérioration des équipements sociaux. » Tébessa jette un regard au-delà des monts Mestiri, Ozmor, Dokane, vers les vastes plaines de Chéria, Elma Labiod Bir Mokkadem, El Oglia, Bir Dheb, sur une note d'espérance que ses voeux soient exaucés et son image éclaircie ; les Tébessis vous diront, à l'unisson, que leur cité légendaire sera un jour au diapason de l'histoire, grâce à ses valeureux enfants.

Un cambriolage de bijouterie inventé par son propriétaire

Ali Chabana

Les services de Police de la 3^e Sûreté urbaine à Tébessa ont traité une affaire d'un cambriolage (fictif), d'une bijouterie. C'était le propriétaire lui-même de ladite bijouterie qui a informé la police, en indiquant le vol de 23kg d'or en bijoux, d'une valeur marchande estimée à 20 milliards de centimes, en plus d'une somme d'argent de 600 millions de centimes.

Aussitôt les enquêteurs s'étaient

déplacés sur le lieu du crime, en compagnie des éléments de la police scientifique.

L'enquête ouverte a permis la récupération du lot de bijoux volés, d'un poids de 10 kg. Tout en parvenant à la conclusion que le vol n'a jamais eu lieu, en exploitant les enregistrements des caméras de surveillance et dispositif d'alerte installés dans la bijouterie, ainsi que les prélèvements des traces retrouvées dans le local.

Ainsi tous les indices mettaient en

cause le propriétaire du magasin et son frère qui, en fournissant à la police des fausses déclarations, dans le but d'un stratagème bien orchestré d'une escroquerie au détriment des clients dont les bijoux étaient déposés au titre de transactions, vente-achat ou pour des travaux de joaillerie, a-t-on précisé par la Sûreté de la wilaya de Tébessa. Les mis en cause ont été écroués par le tribunal de Tébessa, pour le chef d'inculpation d'escroquerie.

GUELMA

Trois ans de prison ferme pour 3 dealers

Mohammed Menani

Agissant sur recouvrement d'informations et filatures prolongées, les éléments de la Brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Medjez Sfa ont réussi à mettre

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Inauguration d'une unité de fabrication d'écrans de télévision

La Société « Condor Electronics », spécialisée dans la fabrication de produits électroniques et électroménagers, a renforcé ses structures en inaugurant, jeudi, une nouvelle unité de production et de montage d'écrans de téléviseurs, dans la zone industrielle de Bordj Bou Arréridj. Dans le cadre de la promotion des investissements de la Société et de développement de sa production, ses responsables ont inauguré une nouvelle unité spécialisée dans la production et le montage d'écrans de téléviseurs (Modules LCM) qui fournira 120 emplois directs avec une capacité de production de 1.500 unités en 8 heures de travail, a-t-on appris auprès de cette Société privée. Cette nouvelle unité permettra de por-

ter le taux d'intégration à plus de 50% du produit final (téléviseur) de sorte à réduire considérablement la facture d'importation des composants et à faciliter les opérations d'exportation vers l'étranger. Le directeur général de cette société, Abderrahmane Benhamadi, a indiqué en marge de l'inauguration de cette unité que celle-ci représente « la première du genre à l'échelle nationale et continentale, et dont la réalisation a mobilisé un investissement de près de 1 million de dollars ». L'objectif de l'unité, a-t-il ajouté, est « d'élever le taux d'intégration à plus de 50%, ce qui aura un impact positif sur le prix du produit pour le consommateur, contribuera à réduire entre 16 à 20 millions de dollars la facture

BATNA

Saisie de drogue, plusieurs arrestations

Les éléments de la Sûreté de la wilaya de Batna ont saisi plus de 13 kg de kif traité, 10.796 comprimés psychotropes et 3,25 g de cocaïne, dans plusieurs opérations distinctes, a indiqué jeudi, la cellule de communication de corps de sécurité.

Les éléments de la Brigade de recherche et d'investigation sont parvenus à démanteler un réseau criminel composé de 10 personnes, des repris de justice dont l'âge oscille entre 30 et 50 ans, s'adonnant au trafic de drogue dans la ville de Batna. Muni d'une perquisition, les policiers ont découvert, après la fouille du domicile de chacun des individus arrêtés, 13,45 kg de kif traité, la somme de 229.500 DA et procédé, également, à la saisie d'un véhicule touristique utilisé pour le transport de la drogue, a ajouté la même source.

Dans une autre opération, les éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire de « Hamla-2 » sont parvenus à la saisie de 10.050 comprimés psychotropes de fabrication étrangère, d'un véhicule utilisé dans ce trafic et arrêté 3 individus âgés entre 23 et 38 ans, des

repris de justice qui étaient à bord du véhicule en train d'écouler ces psychotropes dans la cité « Hamla 3 » dans la commune d'Oued Chaâba, a-t-on fait savoir.

Quant aux éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire de « Hamla-1 », ils sont parvenus, a souligné la même source, à l'arrestation d'un repris de justice, âgé de 31 ans, pour trafic de drogue dans la cité « Hamla3 ». Selon la même source, la fouille de la maison du suspect a permis de découvrir une quantité de 3,25 g de drogue dure (cocaïne).

Pour leur part, les éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire d'Ain Touda et les éléments de la 1^e Sûreté urbaine de la même ville, sont parvenus à l'issue de deux opérations distinctes à la saisie de 746 comprimés psychotropes, 159,95 g de kif traité et une somme de 103.000 DA générée par ce trafic, et procédé à l'arrestation de 3 personnes âgées, entre 28 et 29 ans, dont une femme, selon la même source. Les 17 mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes, a ajouté la même source.

CONSTANTINE

Produits naturels et manufacturés : les exportations ont atteint plus de 2 millions d'euros

Le montant des exportations de produits naturels et manufacturés des entreprises affiliées à la Chambre de commerce et d'industrie Rhumel (CCIR) de la wilaya de Constantine, a atteint plus de 2 millions d'euros, depuis janvier dernier, a-t-on appris jeudi, auprès du directeur de cette Chambre.

Les exportations de la wilaya de Constantine sont estimées, de janvier à octobre 2021, à 2.136.606 euros (342.244.377 DA), a précisé, à l'APS, Abdellatif Benbouriche, relevant que 46 opérations d'exportation ont été effectuées par des entreprises publiques et privées.

Il a, dans ce cadre, fait état de l'exportation de liège, de sel, de pignon de pin, de médicaments à usage vétérinaire, de lingots de plomb, de châssis et d'accessoires de frein et d'embrayage vers plusieurs marchés extérieurs, dont la Chine, le Portugal, le Vietnam, la Mauritanie, le Sénégal, le Niger, l'Italie, l'Allemagne et la Turquie. Ces opérations reflètent une « dynamique » dans les exportations effectuées par les opérateurs de la wilaya de Constantine en 2021, comparativement à l'année 2020 marquée par un recul des exportations suite aux répercus-

sions de la crise sanitaire occasionnée par la Covid-19, a ajouté le même responsable, rappelant que la valeur des exportations réalisées l'année précédente était de l'ordre de 1.346.000 euros.

La même source a ajouté que des opérateurs économiques de la wilaya de Constantine exportent également leurs produits vers les pays arabes, sans passer par les services de la CCIR-Rhumel, expliquant que ces opérations sont dirigées par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) dans le cadre des dispositions de la Grande zone arabe de libre-échange (GZALE). Relevant que la CCI-Rhumel est un « espace intermédiaire » entre pouvoirs publics et opérateurs économiques, M. Benbouriche a déclaré que celle-ci veille à accompagner les entreprises publiques et privées à plusieurs niveaux.

Il a aussi affirmé que la CCI-Rhumel s'emploie à assurer une mise à niveau des entreprises dans leur mode de gestion, de manière à les accompagner pour « promouvoir leur produit en termes de compétitivité, de qualité et de durabilité aussi bien sur le marché national qu'international ».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

08 rabie ethani 1443

El Fedjr 05h41	Dohr 12h19	Assar 15h07	Maghreb 17h30	Icha 18h52
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Reprise des opérations de rapatriement des migrants clandestins 161 Subsahariens reconduits vers leurs pays



Malgré la multiplication des opérations de rapatriement, le nombre d'émigrés subsahariens de différentes nationalités n'a cessé d'accroître ces dernières semaines à Oran.

J. Boukraa

La Direction de l'action sociale d'Oran a mobilisé tous les moyens pour déloger les migrants clandestins des ruelles et quartiers de la ville, mais à chaque fois ils reviennent. Dans ce cadre, pas moins de 161 Subsahariens ont été rapatriés la semaine passée, selon la protection civile d'Oran. Il s'agit de 41 hommes, 101 femmes et 19 enfants. L'opération qui a touché plusieurs quartiers de la wilaya a nécessité la coordination entre les services de la wilaya, la protection civile, la Sûreté nationale, la Gendarmerie nationale, le Croissant-Rouge algérien, la direction de l'action sociale, la direction de la santé et les services de la commune...

Six bus confortables ont été réservés pour le transfert des ressortissants au Centre d'accueil de la wilaya de Tamanrasset d'où ils seront rapatriés vers leurs pays d'origine. Ces migrants, en majorité des femmes et des enfants, vivent de mendicité, une situation devenue de plus en plus difficile, à la fois pour ces réfugiés et pour les riverains, en l'absence de prise en charge adéquate de ces migrants, fuyant la misère de leurs pays. L'Algérie avait pris une série de mesures pour le rapatriement de ces ressortissants africains, dans les meilleures conditions, jusqu'à ce qu'ils regagnent leurs pays. Répondant à une question sur les mesures prises pour endiguer le phénomène d'exploitation d'enfants dans la mendicité lors d'une séance plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, a souligné le mois passé que les statistiques démontrent que la majorité des individus impliqués dans ces crimes étaient en premier lieu des mamans (+50%), rappelant l'existence de réseaux de nationalités étrangères spécialisés dans la traite d'humains et l'exploitation d'enfants et de femmes immigrées clandestines dans la mendicité. Les ressortissants étrangers présents sur le territoire de manière illégale recourent à ces actes criminels, a poursuivi le ministre selon l'APS. Entre autres mesures adoptées par les autorités pour endiguer ce phénomène figure le déplacement de ces immigrés clandestins vers leur pays d'origine dans des conditions qui préservent leur dignité. Des instructions avaient été données aux services compétents en vue de l'intensification des opérations de sensibilisation au profit des parents et le renforcement du contrôle des lieux fréquentés par les bandes criminelles s'adonnant à l'exploitation des mineurs.

Pour soutenir les jeunes investisseurs Des instructions pour la création de mini-zones d'activités

D. B.

Le wali d'Oran M. Saïd Sayoud a appelé les responsables de l'exécutif à accorder une importance primordiale au dossier de l'investissement pour la relance de l'économie nationale et pour booster le développement de la wilaya. Le chef de l'exécutif a insisté sur le soutien des jeunes investisseurs dans le domaine de la fabrication navale et de prendre en charge les dossiers déposés par ces investisseurs. M. Saïd Sayoud a en outre donné des instructions aux chefs de daïra pour le choix d'assiettes foncières de 2 à 3 hectares pour la création de mini-zones industrielles dédiées aux jeunes investisseurs. Le wali a rappelé à ce titre que la commission de wilaya de l'investissement, qui a été installée dernièrement, a réussi à relancer une trentaine de projets qui étaient en suspens pour des raisons techniques ou administratives. Il y a lieu de signaler qu'un projet de création de 147 mini-zones industrielles avait été annoncé par l'ex-

wali d'Oran, M. Cherifi Mouloud. Ce dernier avait appelé les maires à mettre en place des commissions pour le choix des terrains pouvant être consacrés à la réalisation de ces mini-zones. Lex-wali avait annoncé qu'une zone d'activités sera créée au niveau de chaque commune, selon leurs spécificités pour encourager la fiscalité locale, soulignant que 14 mini-zones d'activités nouvelles seront créées au niveau local et mises à la disposition des entrepreneurs pour concrétiser leurs entreprises, d'une part, et améliorer la fiscalité locale, d'autre part. Lex-chef de l'exécutif a d'autre part assuré que de petites assiettes foncières seront réservées aux jeunes porteurs de projets à travers les communes de la wilaya d'Oran. Ces mini-assiettes foncières ou mini-zones d'activité seront réservées aux jeunes promoteurs pour régler les problèmes d'assainissement et de voirie au niveau de plusieurs zones d'activités de la wilaya, notamment à Hassi Ameur, Béthioua, Boutlélis...

D'autre part et dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des investisseurs, d'importantes enveloppes financières ont été débloquées ces dernières années pour régler les problèmes d'assainissement et de voirie au niveau de plusieurs zones d'activités de la wilaya, notamment à Hassi Ameur, Béthioua, Boutlélis...

Port d'Oran: Hausse de plus de 200% des exportations hors hydrocarbures en 10 mois

Le volume des exportations hors hydrocarbures à partir du port d'Oran a enregistré une hausse de plus de 200% dans les dix derniers mois de l'année en cours, par rapport à la même période de 2020, a-t-on appris jeudi du Président directeur général de l'entreprise portuaire (EPO), Mokhtar Korba.

Pas moins de 798.771 tonnes de clincker, 308.616 tonnes de produits ferreux, 28.728 tonnes de ciment et pour la première fois 8.256 tonnes d'huile de soja ont été exportés cette année, a précisé Mokhtar Korba dans une déclaration à l'APS, rappelant que l'exportation hors hydrocarbures à partir du port d'Oran s'est limitée à 196.200 tonnes de clincker au cours de l'année écoulée.

Par ailleurs, il a été procédé, au niveau du port d'Oran, au traitement de 8.144.935 tonnes de marchandises diverses au cours des dix premiers mois de cette année, contre 8.381.026 tonnes au cours de la même période en 2020, ce qui représente une «légère» baisse de 2,82 %. Le

trafic de marchandises solides a connu une augmentation de près de 10% dans les dix derniers mois par rapport à la même période l'an dernier, atteignant un volume de 4.584.323 tonnes. Les importations de céréales toutes variétés confondues arrivent en tête des marchandises solides, atteignant 2.456.426 tonnes, soit une réduction de 341.195 t par rapport à la même période de l'année précédente. Les importations d'aliments pour le bétail ont également connu une augmentation d'environ 24%, passant de 700.787 t au cours des dix derniers mois de l'année précédente à 868.830 t au cours de la même période de l'année en cours.

Le volume des marchandises liquides s'élève à 224.475 tonnes, ce qui représente 2,76 % du total des produits traités au cours de la période précitée. Il s'agit des carburants, des huiles végétales et des huiles utilisées, a-t-on fait savoir, soulignant toutefois qu'il a diminué de 24,46 % par rapport à l'année précédente. L'activité des marchandises diverses a

aussi enregistré une baisse de 14,31% (de 3.893.198 tonnes dans les dix premiers mois de 2020 à 3.336.137 tonnes au cours de la même période de l'année en cours), notamment les produits en fer et en bois et les matériaux pour la fabrication de produits d'emballage. D'autre part, le port d'Oran a enregistré une baisse de l'activité des conteneurs au cours de la période précitée avec le traitement de 177.743 conteneurs contre 185.937 au cours de la même période de l'année écoulée, soit une baisse de 4,41 %. Pour ce qui est des voyageurs, le trafic a enregistré, au port d'Oran, 15.676 passagers depuis octobre dernier, après une interruption de près de deux années à cause de la pandémie de Covid-19 contre 33.669 passagers (avant la pandémie et ceux rapatriés vers le pays) au cours de la même période de l'année dernière, alors que celui des véhicules s'élève depuis octobre dernier à 7.303 contre 15.836 véhicules au cours de l'année dernière, selon le même responsable.

Bethioua Le Complexe «Rayan Ox» lance une nouvelle unité de production de CO2

Le Complexe «Rayan Ox», implanté à Bethioua à l'est d'Oran, vient de lancer une nouvelle unité de CO2, un gaz utilisé dans l'agroalimentaire et dans différentes activités industrielles, a-t-on appris de son directeur, Mohamed Amine Tazi. Interrogé en marge de la 10ème édition du Salon international de l'énergie et des hydrocarbures (NAPEC 2021), qui prend fin aujourd'hui (jeudi), M. Tazi a indiqué que l'unité a été mise en production, mercredi, pour assurer une production de 350 k/heure. Le CO2 est un gaz utilisé dans différents secteurs comme l'agroalimentaire, le

domaine médical et dans certains processus industriels. Toutefois, le besoin se ressent en Algérie notamment dans le domaine de dessalement d'eau de mer, selon le directeur du Complexe. La production de la nouvelle unité de CO2 sera ainsi destinée à satisfaire les besoins locaux en la matière, a indiqué M. Tazi, soulignant que les besoins de cette matière dans les activités industrielles ne cessent de croître. Le Complexe Rayn Ox produit, par ailleurs, d'autres gaz comme l'oxygène médical et l'azote mais aussi l'argon, un gaz considéré comme rare, utilisé dans les activités pétrochimiques, a-t-il ajouté.

Un riche programme de conférences est programmé en marge de ce salon, portant sur divers thématiques liées à l'énergie, aux opportunités d'investissement dans le secteur et les perspectives de développement de l'industrie gazière et pétrolière, rappelle-t-on.

Sidi El Bachir 1.400 comprimés psychotropes saisis et un individu arrêté

K. Assia

Pas moins de 1.400 comprimés psychotropes ont été saisis, mercredi, par les éléments de la brigade de la gendarmerie de Sidi El Bachir. En effet, l'exploitation des informations concernant un individu qui s'adonnait à la commercia-

lisation des stupéfiants a permis aux gendarmes de l'identifier et de localiser son emplacement.

Ainsi, une perquisition ordonnée par le tribunal est effectuée dans son domicile situé dans le village de Sidi El Bachir et la fouille minutieuse s'avère positive puisque les enquêteurs

Erratum

de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a été signée par le P-DG de la compagnie d'assurance SAA, Nacer Saïs, et par le président du bureau de wilaya d'Oran de la CAPC, Amine Mered (et non pas par le vice-président de la CAPC, Rahmoun Zergoun, comme indiqué par inadvertance dans l'article). A noter

toutefois que ce dernier était bel et bien présent à la cérémonie de signature tenue, mardi 9 novembre, au Centre des conférences d'Oran (CCO), en marge du Salon NAPEC (North Africa Petroleum Exhibition & Conference). Nous nous excusons auprès des concernés ainsi qu'aujourd'hui de nos lecteurs pour cette erreur d'inattention.

Après des mois de suspense et plusieurs mouvements de protestation

La commission wilaya des œuvres sociales de l'Education enfin installée

La commission wilaya des œuvres sociales des travailleurs de l'Education nationale (CWOSTE) vient d'être finalement installée la fin de la semaine écoulée suite à une réunion marathonienne tenue à l'académie.

S. M.

L'information confirmée par des sources concordantes a été accueillie avec soulagement par des milliers de travailleurs de ce secteur à Oran qui espèrent bénéficier des prestations des œuvres sociales. L'installation de cette commission composée, pour la première fois de l'histoire, uniquement de délégués des syndicats autonomes avait été retardée plusieurs mois en raison de «contraintes bureaucratiques».

La centrale syndicale avait perdu durant les élections de mai dernier la gestion des œuvres sociales du secteur de l'Education nationale à Oran, rappelle-t-on. Vingt-sept ans de lutte syndicale et onze ans après l'abrogation en 2011 de l'arrêté ministériel 94/158 qui

accordait la gestion des œuvres sociales exclusivement à l'UGTA, les syndicats autonomes avaient réussi à rafler les trois premières places dans cette commission. Le candidat du Cnapeste a obtenu la présidence de cette commission, alors que les deux postes d'adjoints sont revenus aux deux candidats de l'Unpef.

Les élections des membres de la commission wilaya des œuvres sociales des travailleurs de l'Education nationale (CWOSTE) ont enregistré un raz de marée des candidats des syndicats autonomes. La centrale syndicale n'a pas seulement perdu les élections, mais il semble que ce syndicat historique ne dispose plus de représentativité dans le secteur de l'Education nationale à Oran et en particulier dans les cycles du secondaire et du moyen. Le nouveau président de la CWOSTE

est un coordinateur du Cnapest au lycée Chehairia, alors que son premier adjoint (Unpef) est enseignant du moyen au collège Abderhamane Mira (Les Planteurs). Le deuxième adjoint également membre de l'Unpef exerce dans une école primaire à Oran.

Il faut savoir que toutes les commissions wilayas des œuvres sociales à l'échelle nationale sont opérationnelles à l'exception de celle de la wilaya d'Oran qui n'avait pas été installée six mois après les élections de ses nouveaux membres. Le personnel enseignant et administratif avait tenu ces dernières semaines de nombreuses actions de protestation devant la direction de l'Education nationale pour notamment exiger l'installation des membres de cette commission afin de bénéficier des primes et autres aides.

Es-Senia

Réception de près de 2.000 logements sociaux avant la fin de l'année



J. Boukraa

Dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire, la daïra d'Es-Senia s'apprête à recevoir près de 2.000 logements et ce avant la fin de cette année, a-t-on appris de sources proches de la daïra. Selon nos sources, le programme des 2.000 logements devrait permettre d'atténuer la pression sur les services de la daïra qui ont reçu un nombre important de demandes de logements. Ce programme qui avait connu un retard de plusieurs années, avait été relancé en février 2019. Par ailleurs, il y a plus de deux mois, les travaux de réalisation de quelque 600 logement à Ain El Beïda dans la commune d'Es-Senia ont été lancés après plusieurs mois d'arrêt, dans le cadre du programme de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Oran de l'exercice 2021.

Le délai de construction de ces

logements de type F3 est fixé à 24 mois et des instructions ont été données à l'entreprise de réalisation pour accélérer la cadence des travaux pour leur livraison dans les délais impartis, voire même réduire la durée à 18 mois.

D'autre part, les travaux de réalisation de 3.000 logements publics locatifs dont 1.000 dans la daïra d'Es-Senia destinés à la résorption de l'habitat précaire de Sékha et 1.000 autres des communes de Oued Tlélât et Béthioua sont achevés, a-t-on fait savoir.

La relance des chantiers à l'arrêt concerne aussi les communes de Béthioua, Ain El Turck, où d'importants quotas de logements seront réalisés. En application des dernières directives du wali d'Oran, les services de l'OPGI ont procédé dernièrement à la relance de plusieurs projets qui étaient à l'arrêt depuis plusieurs an-

nées. C'est le cas à Tafraoui où l'Office de promotion et de gestion immobilière a relancé les travaux de quelque 700 logements sociaux au niveau de la localité de Jfafla.

Selon les services de la wilaya, deux entreprises ont été installées pour relancer ce chantier qui était à l'arrêt depuis plusieurs années. La relance de ce projet, très attendu par la population de la daïra de Béthioua, s'inscrit dans le cadre des dispositions prises par le wali d'Oran pour relancer tous les projets à l'arrêt.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

IMAM Mokhtar, 65 ans, Oran
SALEM Jaouher Hanane, 43 ans, Oran
ZIM Fatima, 79 ans, Oran
AMOURA Azedine, 64 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

El Fedjr
06h10

Dohr
12h48

08 rabie ethani 1443
Assar
15h38

Maghreb
18h01
Icha
19h22



Plan national de la jeunesse soumis à l'enrichissement

Large participation au séminaire de wilaya d'Oran

Le séminaire de wilaya sur l'enrichissement du plan national de la jeunesse, tenu jeudi à Oran, a été marqué par une large participation de représentants des différents secteurs appelés à dégager des recommandations qui seront soumises aux instances concernées, en prévision de la Conférence nationale qui sera organisée prochainement par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Le directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya, Yacine Siafi, qui a présidé l'ouverture des travaux de ce séminaire, a insisté sur «le rôle primordial qu'accorde l'Etat au secteur de la jeunesse, comme en témoigne le plan national de la jeunesse 2020-2024 soumis à l'enrichissement par l'ensemble des jeunes du pays». Le même responsable a mis l'accent sur la participation des différents secteurs dans cette démarche, à l'instar des secteurs de l'éducation, de la recherche,

Pôle urbain Ahmed Zabana de Misserghine 4 établissements éducatifs pour la rentrée scolaire prochaine

Quatre établissements éducatifs au niveau du nouveau pôle urbain Chahid Ahmed Zabana relevant de la commune de Misserghine, à l'ouest d'Oran, seront livrés la rentrée scolaire prochaine, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des équipements publics. Il s'agit de deux collèges d'enseignement moyens dont les travaux seront lancés dans les prochains jours après installation de l'entreprise chargée de la réalisation pour être livrés dans les délais de sept à huit mois au maximum, de même que deux lycées, en cours de réalisation, dont le taux d'avancement des travaux est de 15 à 20 %, a indiqué le chef de service chargé du suivi des projets, Benouadah Mohamed, lors d'une émission diffusée à la radio régionale d'Oran, consacrée spécialement au secteur des équipements publics.

Des instructions ont été données aux entreprises chargées de la réalisation des quatre établissements éducatifs, très attendus par la population, pour accélérer la cadence des travaux avec l'instauration du système de trois équipes en H24. Les projets seront également scindés en plusieurs lots pour les livrer

dans les délais fixés pour qu'ils soient opérationnels dès la rentrée scolaire prochaine.

Par ailleurs, le pôle urbain Chahid Ahmed Zabana de Misserghine verra, avec la rentrée sociale prochaine, la réception d'une polyclinique, dont le taux de réalisation des travaux a atteint près de 40 %, ainsi qu'un siège de sûreté urbain, a-t-on ajouté.

Sept structures au profit de ce pôle urbain, dont les travaux seront lancés prochainement, sont actuellement à l'étude et à l'étape des procédures administratives relatives à l'élaboration du cahier des charges et à la désignation des entreprises de réalisation. Il s'agit de trois groupes scolaires, de deux CEM, d'une polyclinique et d'un siège de la sûreté nationale, a indiqué M. Benouadah, soulignant que les délais de construction sont fixés entre huit à 10 mois au maximum. Le pôle urbain Ahmed Zabana de Misserghine dispose actuellement de sept groupes scolaires opérationnels, à l'indicatif de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) et de la direction des équipements publics.

Arzew

L'usine de production de polypropylène entrera en production en 2025

La grande usine pétrochimique pour la production du polypropylène, qui sera implantée à côté de la zone industrielle d'Arzew, entrera en production en 2025, a annoncé le directeur de «Total Energies en Algérie», Samir Oumer. En marge de la 10e édition du Salon international de l'énergie et des hydrocarbures (NAPEC 2021), ouverte lundi à Oran, M. Oumer a souligné qu'il s'agit de la première usine de polypropylène en Algérie, inscrite dans le cadre d'un partenariat entre le groupe Sonatrach et Total Energies (51/49%).

Une convention entre Sonatrach et le groupe français Total avait été signée le 17 janvier 2018 pour la création d'une joint-venture permettant la réalisation d'un complexe de polypropylène

lène à Arzew (Est d'Oran), rappelle-t-on. Ce projet pétrochimique comprend une usine de déshydrogénération de propane (PDH) et une unité de production de polypropylène (PP) d'une capacité de 550.000 tonnes par an. Le projet représente un investissement d'environ 1,4 milliard USD pour les deux partenaires.

Pour ce qui est du financement, 30% seront constitués de fonds propres, tandis que la BNA assurera 70% par emprunts bancaires.

Le polypropylène (PP) est un thermoplastique de grande diffusion, utilisé dans de nombreux secteurs dont l'emballage, l'industrie automobile, l'électroménager, le sanitaire et le textile, notamment. «C'est un énorme projet avec plus d'un milliard de dollars d'investissement», déclare M. Oumer, ajoutant que ce projet vise à la transformation des produits fossiles produits localement (propane), pour créer de la valeur ajoutée. Avec ses capacités de production (550.000 tonnes/an), ce complexe couvrira les besoins du marché national et sera en mesure d'exporter vers l'étranger, a affirmé le même responsable.

TLEMCEN

Cap sur les exportations hors hydrocarbures

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a révélé, jeudi à Tlemcen que le commerce extérieur algérien hors hydrocarbures a augmenté lors des dix premiers mois de l'année 2021, atteignant les 3,95 milliards de dollars durant les 10 premiers mois de 2021.

Khaled Boumediene

S'exprimant à l'ouverture des travaux d'une journée d'information sur «l'encouragement et l'accompagnement des exportations hors hydrocarbures» organisée à l'hôtel «Renaissance» par l'association des chefs d'entreprises (ACET), M. Kamel Rezig a indiqué que c'est la première fois que le commerce extérieur hors hydrocarbures de notre pays atteint ce volume d'exportations et ce, «grâce aux efforts et aux orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et sa nouvelle feuille de route visant à accompagner et encourager les investissements et industriels pour réaliser une véritable économie nationale, intégrée et diversifiée. Notre objectif est aussi de nouer un partenariat avec des opérateurs étrangers, notamment africains. Ce montant atteindrait près de cinq milliards de dollars à la fin de l'année en cours, ce qui confirme l'engagement du Président de la République et traduit les fruits de la démarche prônée par l'Etat, pour lever l'ensemble des obstacles entravant les exportations hors hydrocarbures et pour se libérer progressivement de la dépendance aux hydrocarbures».

Ces marchandises exportées, sont selon le ministre, constituées essentiellement de produits agricoles et alimentaires, des produits manufacturés et pharmaceutiques, des produits chimiques inorganiques ainsi que les engrangements, les minéraux, le fer et l'acier, notamment.

Le ministre du commerce a ajouté que son département œuvre avec d'autres secteurs à soutenir le créneau stratégique d'activité des exportations hors hydrocarbures.

Pour encourager les opérateurs économiques et sti-

fers établissements relevant de la Zaouia El Alaouia de la wilaya de Mostaganem a procédé à la distribution de 60 concentrateurs d'oxygène au profit d'établissements hospitaliers de la wilaya et de sept autres wilayas du pays, a-t-on appris jeudi du secrétariat général de cette organisation non gouvernementale à caractère social.

Le secrétaire général de la fondation «Djanatu Al-Arif», Moulay Driss Bentounes a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la solidarité agissante de dif-

muler l'internationalisation des entreprises algériennes, le ministre du commerce et de la promotion des exportations a honoré, en marge de cette journée, Boublenza Abdelhak, propriétaire de la SARL Boublenza (150 employés), spécialisée dans la transformation des graines de caroube en produits dérivés tels que la poudre de caroube et la pulpe de caroube depuis 1994. Cette entreprise qui a connu un grand succès dans le commerce extérieur, exporte ses produits de caroube vers plus de 30 pays. Pour M. Boublenza Abdelhak, ce sont le sérieux et le travail sans relâche qui expliquent le succès de son entreprise familiale. «Chaque fois que l'on voit une quantité de nos produits de caroube quitter l'unité pour se rendre à l'étranger, ça nous rend très fiers. Tous les jours, je suis reconnaissant envers mes fils et nos employés de constamment chercher à redoubler d'efforts pour satisfaire les besoins de nos clients internationaux», a affirmé Boublenza Abdelhak, qui considère que cette distinction honore également les autorités des communes et daïras de Hennaya et Remchi ainsi que les autorités de la wilaya et l'ensemble des opérateurs économiques et investisseurs de la wilaya et du pays.

A noter que le ministre du commerce s'est rendu en compagnie du wali de Tlemcen, Amourène Mermouri, à la zone industrielle d'Ain Defla où il a visité la SARL AFRICAFE et l'entreprise privée «ITMAG EMBALLAGE», avant d'inaugurer le nouveau centre de contrôle de la qualité et d'emballage de Saf Saf. A Remchi, le ministre a inauguré le siège de l'inspection territoriale de commerce de cette daïra.

de 160 concentrateurs, a-t-il dit. La fondation «Djanatu Al-Arif» a reçu des équipements médicaux (220 concentrateurs d'oxygène) de l'Association internationale «Essoufia El Alaouya» et l'organisation «Ighatha Islamya» (secours islamique).

L'Association internationale «Essoufia El Alaouya» (organisation non gouvernementale) a effectué, récemment, une opération de solidarité agissante similaire, ayant permis de renforcer l'effort des hôpitaux de l'Etat du Benin dans sa lutte contre la pandémie du Covid-19 avec 33 concentrateurs d'oxygène, a-t-on ajouté.

NÂAMA

Viandes rouges : réduire la chaîne d'intermédiaires



L'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) a signé 120 contrats de partenariat avec les éleveurs de bétail au niveau national dans le cadre de leur accompagnement dans la commercialisation de leurs produits en échange d'aliments de bétail au prix de 2.600 dinars le quintal, ce qui réduit les coûts exorbitants auxquels les éleveurs font face et la détérioration de la couverture pastorale, en plus de garantir la commercialisation de leur bétail à un prix référentiel des viandes de 1.050 dinars le kilo.

Lors d'une rencontre pour sensibiliser les éleveurs de bétail à adhérer à l'accord tripartite entre l'Algérienne des viandes rouges, l'Office national d'aliment de bétail et la Fédération nationale des éleveurs de bétail, le même responsable a indiqué que le travail se poursuit pour expliquer le contenu de l'accord de partenariat et faire connaître aux éleveurs les avantages qui en découlent et ce, par l'intensification des rencontres dans les différentes wilayas steppiques qui disposent d'un patrimoine animalier conséquent dont celle organisée dans la wilaya de Nâama.

Cet accord, dont le système de travail a été activé au niveau du ministère de l'Agriculture et de Développement rural le 10 octobre dernier et qui s'étend de 2021 à 2024, vise

à fournir les aliments de bétail aux éleveurs au prix de 26 dinars le kilogramme pour chaque tête de mouton (2.600 DA le quintal), ce qui réduit les coûts exorbitants auxquels les éleveurs font face et la détérioration de la couverture pastorale, en plus de garantir la commercialisation de leur bétail à un prix référentiel des viandes de 1.050 dinars le kilo, a-t-il souligné.

Cet accord permettra également de réduire la chaîne d'intermédiaires et des spéculateurs du marché des viandes rouges, l'Office national d'aliment de bétail et la Fédération nationale des éleveurs de bétail, le même responsable a indiqué que le travail se poursuit pour expliquer le contenu de l'accord de partenariat et faire connaître aux éleveurs les avantages qui en découlent et ce, par l'intensification des rencontres dans les différentes wilayas steppiques qui disposent d'un patrimoine animalier conséquent dont celle organisée dans la wilaya de Nâama.

De son côté, le président de la Fédération nationale des éleveurs de bétail, Azzaoui Djillali, a indiqué qu'en vertu de cet accord, les éleveurs seront approvisionnés en aliment de bétail transformés (orge, maïs et autres préparations) suivant les quantités demandées, afin de réduire l'impor-

tation de ce produit et faire face à la spéculation et à la hausse des prix dans les marchés locaux et mettre fin aux perturbations dans la distribution, entre autres avantages.

Des éleveurs ayant pris part à cette rencontre ont fait part de leur intérêt pour cette opération, notamment en ce qui concerne les ovins de moins de trois mois à un prix de référence de 14.000 dinars la tête que l'AVIAR transfère, après leur acquisition, aux fermes d'engraissement, puis vers les abattoirs disposant de chaînes de stockage et de froid pour être ensuite destinées aux consommateurs dans des conditions sanitaires adéquates.

D'autres ont souligné la nécessité de multiplier la quantité d'aliment de bétail estimée à 1 kilo par tête de mouton, ce à quoi le représentant de l'Office national de l'aliment de bétail, Hamzaoui Mohamed, a répliqué expliquant que l'accord tripartite de partenariat est une première expérience du genre, qui sera évaluée trois mois après son application, ajoutant que les prix et la contrepartie en viandes rouges et en aliments de bétail peuvent être révisés suivant des critères étudiés.

MASCARA

57 quintaux de céréales saisis

Belkecir Mohamed

Les gendarmes ont saisi des produits alimentaires. En effet, au niveau du rond-point situé dans la localité de Senaisa implantée entre Tizi, Mascara et Bou-Hanifia, la brigade motorisée de la gendarmerie

rie qui filtrait la circulation a intercepté un poids lourd suspect. Après le contrôle des papiers, une vérification du chargement a été effectuée. Les gendarmes ont découvert une importante quantité de céréales destinée à être commercialisées alors que le transporteur

ne disposait d'aucun document ni facture. De la semoule mélangée à l'avoine certainement pour la consommation animale, 57 quintaux conditionnés dans des sacs de 40 kg a été saisi. Après les procédures d'usage, le camion a été placé en fourrière.

TISSEMSILT

L'alimentation en eau perturbée à Beni Lahcen

La commune de Beni Lahcen dans la wilaya de Tissemsilt connaît, depuis deux jours, des perturbations dans l'alimentation en eau potable à cause de travaux pour réparer des fuites d'eau, a-t-on appris, jeudi, de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE).

La même source a indiqué, à l'APS, que ces perturbations concernent la plupart

des quartiers de la ville de Beni Lahcen, en plus d'un nombre de zones rurales environnantes, à l'instar de «Beni Lassan» et «El Akarchia», soulignant que les travaux sont en cours pour traiter des fuites d'eau affectant la conduite principale de la chaîne de production du barrage «Koudiet Rosfa» implanté dans la zone de «Mohamadia» relevant de cette

collectivité locale. L'unité de l'ADE rassure que l'opération d'approvisionnement en eau potable reprendra immédiatement après l'achèvement des travaux de maintenance de cette canalisation.

La commune de Beni Lahcen est actuellement alimentée en eau potable à partir du barrage «Koudiet Rosfa» avec un volume de 1.500 mètres cubes.

AIR ALGERIE



VOLS NATIONAUX

Vol	Départ
SAMEDI	
Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00
DIMANCHE	
Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20
LUNDI	
Oran - Alger	08h30
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30
MARDI	
Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05
MERCREDI	
Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Elbayadh	07h15
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoun	11h00
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55
JEUDI	
Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h05
Oran - Alger	17h00
Oran - Ouargla	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Annaba	14h35
Oran - Adrar	15h45
VENDREDI	
Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30

TRAIN - SNCF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----	
06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46
----- ALGER - ORAN -----	
06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46
ORAN - ARZEW	
05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53
ARZEW - ORAN	
06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18
ORAN - Aïn Témouchent	
08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07
Aïn Témouchent - ORAN	
05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44
ORAN - TLEMCEN	
12h50	15h12
16h00	18h32
TLEMCEN - ORAN	
05h40	08h09
10h00	12h22
TLEMCEN - MEGHNIA	
17h00	18h23
MEGHNIA - TLEMCEN	
06h00	07h24
ORAN - SBA	
17h10	18h32
SBA - ORAN	
05h30	06h47
ORAN - CHLEF	
16h15	18h35
CHLEF - ORAN	
06h50	09h16
ORAN - RELIZANE	
17h30	19h03
RELIZANE - ORAN	
05h45	07h32
ORAN - SAIDA	
15h20	17h59
SAIDA - ORAN	
07h00	09h42
ORAN - BECHAR	
10h20	17h11
BECHAR - ORAN	
06h15	13h10



HOTEL LIBERTÉ - ORAN

► Samedi 13 novembre à 18h00

Concert de musique JAZZ & Musique turque

Yacine KHEDDAOUI



Réservation & information :
0770. 60. 69 .76

INSTITUT FRANÇAIS

Rencontre littéraire Cérémonie du Choix Goncourt de l'Algérie 2021



► Samedi 13 novembre à 15h00
à l'Institut français Tlemcen
à l'Institut français Constantine
Vivez en direct et en ligne la cérémonie de proclamation de Djaili Amadou Amal, lauréate de la troisième édition du Choix Goncourt de l'Algérie. Ce samedi 13 novembre à 15h, dans les cinq antennes de l'Institut français d'Algérie, vivez en direct et en ligne, la cérémonie de proclamation de Djaili Amadou Amal, lauréate de la troisième édition du Choix Goncourt de l'Algérie pour son roman «Les Impatientes», publié aux éditions Emmanuelle Collas.

Table ronde interactive Le numérique, un monde d'opportunités

► Lundi 15 novembre à 18h00

à l'Institut français d'Oran

Animée par Djalal NIZAR ADNANI.

Cinéma Si le vent tombe

► Mercredi 17 novembre à 18h00

à l'Institut français d'Oran

De Nora Martirosyan (2020). Alain, un auditeur international, vient expérimenter l'aéroport d'une petite république auto-proclamée du Caucase afin de donner le feu vert à sa réouverture. Edgar, un garçon du coin se livre à un étrange commerce autour de l'aéroport. Au contact de l'enfant et des habitants, Alain découvre cette terre isolée et risque tout pour permettre au pays de s'ouvrir.

Cinéma Homeland, Irak année zéro - Partie 2

► Vendredi 19 novembre à 15h00
à l'Institut français Constantine

MÉTÉO

AUJOURD'HUI DEMAIN

ORAN

Légère pluie Max.17-Min.14

Nuageux Max.20-Min.14

MOSTAGANEM

Légère pluie Max.17-Min.12

Nuageux Max.19-Min.14

TLEMCEN

Peu nuageux Max.17-Min.8

Ensoleillé Max.19-Min.9

MASCARA

Nuageux Max.15-Min.9

Peu nuageux Max.18-Min.9

TIARET

Légère pluie Max.11-Min.7

Peu nuageux Max.15-Min.6

CHLEF

Légère pluie Max.17-Min.14

Nuageux Max.19-Min.12

BÉCHAR

Ensoleillé Max.21-Min.13

Peu nuageux Max.21-Min.14

ALGER

Légère pluie Max.18-Min.13

Légère pluie Max.17-Min.14

CONSTANTINE

Peu nuageux Max.20-Min.10

Peu nuageux Max.19-Min.10

ANNABA

Peu nuageux Max.22-Min.15

Peu nuageux Max.22-Min.14

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Billets	Achat	Vente
1 USD	132,34	140,41
1 EUR	157,92	167,61
1 GBP	184,93	196,27
100 JPY	119,34	126,66
1 CAD	107,63	114,24
1 CNY	20,96	20,97
1 SAR	35,29	37,44
1 KWD	439,07	466,95
1 AED	36,02	38,23
1 TND	48,78	49,27
100 CHF	14387,50	15272,24
100 DKK	2123,73	2253,71
100 SEK	1561,80	1657,71
100 NOK	1554,57	1650,03

COURRIER EXPRESS

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 06 95 03

0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

ALGER

Eliminatoires Mondial-2022 : Djibouti 0 Algérie 4 Rendez-vous mardi à Blida !



M. Benboua

La sélection algérienne de football a facilement dominé son homologue djiboutien (0-4, mi-temps 0-3), en match disputé vendredi au stade international du Caire pour le compte de la 5^e journée (Groupe A) des qualifications à la Coupe du monde 2022. La bande à Djamel Belmadi a une nouvelle fois fait parler son arsenal offensif, en battant avec autorité son adversaire du jour, il est vrai déjà éliminé et loin de pouvoir concurrencer avec les nôtres. Malgré ces données, les Djiboutiens, visiblement encore vexés par la cuisante défaite concédée à Blida (8-0), ont réservé aux Verts un traitement spécial avec un engagement physique à la limite de la correction. C'est d'ailleurs le joueur du Qatar SC, Youcef Belaïli qui était le plus visé par cette agressivité excessive.

Pour ce qui est de la rencontre, Djibouti a entamé la rencontre tambour battant, se portant directement dans le camp algérien dans le but d'empêcher les partenaires de Bennacer de poser le ballon et de développer leur jeu habituel. En face, les Algériens se sont montrés patients, mais quelque peu bousculés notamment en milieu de terrain. Il a fallu attendre le quart d'heure de jeu pour que les Algériens se retrouvent enfin sur le terrain. En effet, après un début de match laborieux, marqué par

deux tentatives timides de Boumedjah (7', 24'), c'est Belaïli qui avait l'occasion de faire la différence à la 27' suite à un penalty qu'il a lui-même obtenu et tiré. Un coup de pied très mal exécuté par le natif d'El-Bahia, qui posera le ballon dans les mains du gardien Innocent. Ce dernier n'a pas eu la même chance deux minutes plus tard, puisque le même Belaïli s'est rebiffé de fort belle manière en driblant un défenseur dans la surface pour mettre le cuir hors de la portée du gardien (29'), au grand bonheur de ses camarades.

Cette ouverture du score a rendu la partie plus facile pour les Verts, qui ont pu mieux gérer les débats, tout en décourageant leurs adversaires. Plus en vue, les champions d'Afrique doubleront la mise à la 40' grâce à Said Benrahma, qui n'a laissé aucune chance au keeper djiboutien d'un tir puissant à l'entrée de la surface, à la suite d'une récupération du ballon. Dans une action pratiquement similaire, ce dernier a été imité par son coéquipier Sofiane Feghouli, deux minutes plus tard (42') enfonceant un peu plus le clou pour Djibouti, dont le rythme a baissé d'un cran.

En seconde période, Djamel Belmadi, rassuré par la largesse du score, a procédé à des changements en incorporant les Mahrez, Slimani et Benayada à la place respectivement de Bennacer, Boumedjah et Helaimia. Dominateurs, les Algériens ont pris le contrôle de la par-

tie, ce qui leur a permis de dérouler et de gérer la suite du match à leur rythme. D'ailleurs, face aux offensives algériennes, la défense des «Requins de la mer Rouge» a une nouvelle fois cédé. Cette fois grâce à Islam Slimani (86'), qui profitera d'un mauvais renvoi du gardien pour inscrire le quatrième but pour l'Algérie et son 32^e sous les couleurs de la sélection.

LE BURKINA FASO CALE DEVANT LE NIGER

L'Algérie conforte sa première place dans ce groupe A (13 Pts), d'autant plus que, dans le même temps, le Burkina Faso (11 Pts) n'a pas pu faire mieux qu'un match nul face au Niger (1-1), au terme d'une histoire de penalties. Menés au score sur un but de Youssef Oumarou (34e), les Étalons de Kamou Malo ont égalisé sur un autre penalty, transformé par Issoufou Dayo (55e). Lors de la 6^e et dernière journée, prévue mardi prochain, l'Algérie reçoit les «Étalons» du Burkina Faso à Blida, dans un duel décisif pour la qualification au 3^e et dernier tour (barrages) en mars 2022. Avec cette victoire, l'Algérie parvient à atteindre la barre de 32 matchs de suite sans défaite et revient à cinq rencontres de l'Italie, dont la belle série d'invincibilité de 37 rencontres a pris fin le mois dernier face à l'Espagne (1-2) à Milan, en demi-finales de la Ligue des nations.

Le point dans le groupe A

Résultats			
	Burkina Faso	Niger	Djibouti
	1-1	0-4	0-4
Classement :	Pts	J	Diff
1). Algérie	13	5	+21
2). Burkina Faso	11	5	+8
3). Niger	4	5	-9
4). Djibouti	0	5	-20

Déjà joués :

Niger	0-2	Burkina Faso
Algérie	8-0	Djibouti
Burkina Faso	1-1	Algérie
Djibouti	2-4	Niger
Algérie	6-1	Niger
Djibouti	0-4	Burkina Faso
Burkina Faso	2-0	Djibouti
Niger	0-4	Algérie

Reste à jouer (6e et dernière journée) :

Lundi 15 novembre :
Niger - Djibouti 17h00

Mardi 16 novembre :
Algérie - Burkina Faso 17h00

Le Mali troisième qualifié en barrages !

Le Mali ne laisse pas passer le cadeau ! Placés en position idéale par le nul concédé un peu plus tôt par l'Ouganda à domicile face au Kenya (1-1), les Aigles se sont imposés 3-0 ce jeudi au Rwanda à l'occasion de la 5^e journée des qualifications au Mondial 2022. Ce succès leur assure la première place du groupe E et donc une place en barrages des éliminatoires aux côtés du Sénégal et du Maroc, qualifiés le mois dernier, et des 7 équipes restant à déterminer.

La partie ne pouvait pas mieux commencer pour les hommes de Mohamed Magassouba qui se retrouvaient en supériorité numérique dès la 7^e minute suite à l'expulsion de Bizimana pour un cinturage sur Ibrahima Koné, qui filait au but. La défense rwandaise subissait et l'ailier de Southampton, Moussa Djenepe, se chargeait de trouver la faille sur une superbe frappe enroulée côté gauche de la surface qui rentrait avec l'aide

du poteau (0-1, 19e). Sur l'action suivante, le gardien des Amavubi, Mvuyekure, perdait complètement ses moyens et relançait sur Ibrahima Koné qui le crucifiait à bout portant et faisait le break (0-2, 20e).

Assommés deux fois en l'espace de quelques secondes, les Rwandais tentaient de réagir et obligeaient Mounkoro à deux claquettes sur des frappes lointaines. Une réaction de courte durée car la suite du match se résumait à un long fleuve tranquille pour des Maliens pas inquiétés et qui enfonçaient le clou en fin de partie sur une demi-volée lointaine de l'attaquant nantais Kalifa Coulibaly, entré en jeu (0-3, 88e). C'est sans pression que les Aigles affronteront l'Ouganda dimanche lors de la dernière journée. De leur côté, les Rwandais, qui étaient déjà éliminés, tenteront d'empocher leur première victoire contre le Kenya.

Sénégal Sadio Mané sort blessé contre le Togo

L'attaquant de Liverpool Sadio Mané est sorti blessé avec le Sénégal jeudi contre le Togo (1-1), lors de la 5^e journée des phases qualificatives de la zone Afrique pour le Mondial-2022. A la 27^e minute de jeu, l'attaquant de 29 ans a reçu un coup aux côtes ou à la hanche, après une collision

avec un défenseur togolais, l'obligeant à céder sa place pré-maturément. Sa sélection, victorieuse du groupe H, a déjà sécurisé sa place pour disputer les phases éliminatoires de la zone Afrique, qui détermineront les cinq qualifiés pour la Coupe du monde, au Qatar.

ANALYSE

Une réelle flexibilité tactique

Adjal Lahouari

Il faut avouer que, tout comme les Verts, nous avons commencé à douter durant la première demi-heure, d'autant plus que Belaïli venait, deux minutes auparavant, de gâcher un penalty. Et puis, ce même Belaïli s'est immédiatement racheté en ouvrant le score. Il est vrai que ce n'était pas facile face à des Djiboutiens agressifs. Et puis, Benrahma a, enfin, étalé son talent et fut imité par son capitaine Feghouli dans une action similaire. Oui, il n'y avait pas photo entre l'équipe algérienne et son homologue de Djibouti. Oui, cette dernière est hors course après un parcours conforme avec ses limites. Oui, les Verts ont évolué dans un cadre quasi idéal qui leur a rappelé l'épopée de la CAN 2019. Et puis, toutes les conditions étaient réunies pour passer sans encombre cet obstacle avant la finale de mardi prochain.

Il n'empêche que la composition du onze rentrant était un sujet d'inquiétude pour Djamel Belmadi. Fallait-il titulariser les trois joueurs sous la menace d'un second carton, et donc de suspension face au Burkina Faso et se priver de leurs précieux services, ou les préserver et lancer dans le bain d'autres capés moins nantis dans le domaine de l'expérience ? C'était la principale préoccupation du coach algérien qui était pris entre le marteau et l'enclume. Finalement, Belmadi a opté pour la seconde hypothèse, sachant qu'il sera contraint d'aligner son onze-type face aux Burkinabés dans trois jours.

Objectivement, ce n'était pas trop risqué en raison de la différence de niveau entre nos représentants et les Djiboutiens qu'il convenait cependant de respecter afin d'éviter une mauvaise surprise. L'équipe choisie au coup d'envoi avait une double mission, marquer des buts le plus tôt possible et ne pas en concéder. Pour ce faire, et conformément à ses habitudes, le coach a opté pour une «flexibilité» tactique illisible pour l'adversaire qui, hormis la première demi-heure, a permis à ses poulians de s'adapter aux circonstances de ce match modérément appréhendé à cause des circonstances du calendrier et la menace représentée par le Burkina Faso. En agissant de la sorte, Belmadi est resté fidèle à sa ligne de conduite qui consiste à ne pas donner des informations à ses adversaires, tous désireux de battre le champion d'Afrique et auteur d'une remarquable série toujours en cours.

Le scénario était prévisible. Dès le premier but encaissé, les Djiboutiens se sont décidés à sortir de leur périmètre pour égaliser. C'est l'attitude qu'attendaient les Verts pour exploiter au mieux les espaces. Grâce à leur maîtrise technique, les Algériens ont pu inscrire trois buts en première période. C'est ainsi que Belaïli, Benrahma et Feghouli ont matérialisé leur évidente supériorité. Certes, les hommes de l'entraîneur-adjoint Mohamed Merouach Hassan (après le limogeage du François Julien Mette) ne sont pas restés inactifs, en menant des contre-repasses par la défense algérienne où les titulaires du jour ont tenu à briller et à marquer des points auprès du coach Belmadi.

Avec un tel avantage au score, on se demandait quelles options allait prendre Belmadi. Avec les cinq remplacements qu'il a opérés, et en dépit du risque, le coach national a fait coup double, à savoir ménager les sortants, tout en donnant du temps de jeu aux rentrants dont la plupart seront titulaires mardi prochain. Pas grand-chose à signaler, sinon que les Verts ne sont pas défoncés outre mesure dans cette seconde période où il fallait éviter les blessures ainsi que les cartons, ce qui aurait gâché cette sortie dans la capitale égyptienne, tout en corsant la note par l'inévitable Slimani. Pourtant, ils se sont procuré d'autres opportunités à partir d'un pressing haut qui a donné beaucoup de travail au gardien burkinabé Innocent, en fait le meilleur de son équipe.

Dans le volet des petits reproches, on citera les centres en profondeur mal dosés, ce qui a compliqué la tâche des attaquants. C'est la même remarque pour les corners trop puissamment bottés. Malgré cette confortable victoire, il ne faudrait pas négliger ces lacunes qui ont une certaine importance dans le football de nos jours. Il va de soi que le perfectionniste Djamel Belmadi a sans aucun doute pris note de ces imperfections pour que ses poulians soient encore plus performants. Avec le duel de mardi face au Burkina Faso, l'occasion leur est offerte de prouver qu'ils ne sont pas champions d'Afrique par hasard.

Football - Ligue 2

Mascara et Oum El-Bouaghi pôles d'attraction

M. B.

La quatrième journée du championnat de Ligue 2 amateur, prévue aujourd'hui en intégralité, s'annonce prometteuse avec au programme de belles affiches, notamment dans le groupe Centre-Ouest où le leader, le RC Kouba, sera soumis à un véritable test d'invincibilité, à Mascara, chez l'un de ses poursuivants, le GCM en l'occurrence. En effet, le stade 'Meflah Aouad' sera le théâtre d'une explication qui vaudra le déplacement entre le Ghalia et le RCK, ce dernier qui reste sur une série de trois victoires de suite. Alors, Haddou Moulay et sa troupe parviendront-ils à faire chuter le Raed ? En tous cas, un succès à domicile, permettrait au GCM de rejoindre leur adversaire du jour à la première place. Par ailleurs, une éventuelle défaite du leader, pourrait également faire les affaires du MC El Bayadh, qui se rendra à Sidi Bel-Abbès avec la ferme intention de glaner les trois points.

Pour sa part, l'ASM Oran, qui essaye tant bien que mal de suivre le rythme imposé par les équipes de tête, ira à Boufarik pour croiser le fer avec le WAB local, alors que le CR Témouchent reçoit la JSM Tiaret, dans un duel alléchant. Dans les autres rencontres, les équipes



locales partent avec les faveurs du pronostic, mais sait-on jamais. Pour ce qui est du groupe Centre-Est, le chef de file, l'US Chaouia sera opposée au MO Béjaïa et sera bien inspirée de gagner pour préserver sa place. On suivra également des

duels alléchants entre ex-pensionnaires de l'élite, à savoir CABBA-ASAM et JSMB-MCEE. Dans les autres rencontres, le CA Batna est dans l'obligation de réagir chez le MO Constantine, tout comme l'IB Lakharia, qui défiera l'USMA à Annaba.

Aujourd'hui à 15h00

Groupe Centre-Ouest

Boufarik: WAB-ASMO
Hadjout: USMMH-SCAD
Ben Aknoun: ESBA-CRBAO
Témouchent: CRT-JSMT
Khemis Miliana: SKAF-MCBOS
Mohammadia: USMH-MCS
Mascara: GCM-RCK
Sidi Bel-Abbès: USMBA-MCEB

Groupe Centre-Est

Boumerdès: JSBM-NRB
Oum El Bouaghi: .. USC-MOB
Ouargla: IRBO-USMK
B.B. Arréridj: . CABBA-ASAM
Béjaïa: JSMB-MCEE
Annaba: USMA-IBL
Skikda: JSMS-Hamra
Constantine: MOC-CAB

WA Tlemcen

Qui succédera à Kamel Bouhellal ?

L'entraîneur Kamel Bouhellal a résilié jeudi son contrat avec le WA Tlemcen, pensionnaire de la Ligue 1 de football. «J'ai rencontré le président du WAT pour essayer de trouver un terrain d'entente à même de mettre un terme à notre collaboration. Certaines choses ne tournent pas rond dans le club, ce qui ne m'encourage pas à poursuivre l'aventure», avait indiqué le technicien. Bouhellal, qui a dirigé le WA Boufarik (Ligue 2) la saison passée, a pris les rênes techniques des «Zianides» au cours de l'intersaison. Il a hérité d'une équipe ayant évité de

justesse la relégation la saison passée. «Vu le parcours très décevant du WAT la saison dernière, la direction a décidé d'opérer des changements radicaux au sein de son effectif, en recrutant pas moins de 17 joueurs venus remplacer un même nombre d'éléments ou presque qui étaient appelés à quitter le navire.

Dans pareille situation, il était difficile de monter une équipe compétitive dans un laps de temps», a-t-il expliqué. En fait, le départ laborieux en championnat de la formation de l'Ouest du pays (une victoire et deux défaites) a mis d'emblée

Bouhellal sous pression. Certaines parties du club ont réclamé son départ. «Vu l'atmosphère régnant au WAT, je préfère me retirer, même si j'entrevois de bons rapports avec le président du club. Cela dit, je me suis rendu compte qu'il me sera très difficile de poursuivre mon travail dans la sérénité», a-t-il encore dit.

Pour parer au plus pressé, la direction du WAT ne devrait pas tarder à annoncer son successeur. A ce sujet deux noms reviennent en permanence dans l'entourage du Widad. Il s'agit de Fouad Bouali et d'Abdelkader Amrani.

RC Relizane

Lyamine Bougherara sur le départ

L'entraîneur Lyamine Bougherara a indiqué qu'il accordait un ultimatum de «deux jours» aux dirigeants du RC Relizane (Ligue 1 de football) pour régulariser la situation financière des joueurs «faute de quoi, je déposerai ma démission». Cette montée au créneau de l'ancien portier international intervient après la nouvelle grève éclatée par ses joueurs qui ont refusé de reprendre l'entraînement réclamant leur argent. «Je ne peux pas continuer à travailler dans pareilles conditions. J'ai fait un déplacement de 700 km de chez moi (il réside à Ain M'lila, ndlr), pour me retrouver en train de gérer des problèmes

extra-sportifs. La direction du club a désormais deux jours pour remettre de l'ordre dans la maison, faute de quoi, je quitterai le club», a prévenu Bougherara. Après avoir repris tardivement la préparation d'intersaison et annulé le stage estival, le RCR a joué la première journée du championnat sans ses nouvelles recrues, qui n'ont toujours pas obtenu leurs licences à cause des dettes du club, non encore honorées auprès de la Chambre nationale de résolution des litiges. Pis, l'équipe a joué la deuxième journée avec son effectif de la réserve suite au refus des seniors de faire le déplacement à Béchar pour re-

CR Belouizdad Choix de terrain pour le centre de formation

Le président du conseil d'administration du CR Belouizdad, Mohamed Benhadj, accompagné notamment du directeur du pôle formation, Boualem Charef, a visité en fin de semaine un terrain situé non loin du futur grand Stade de Baraki (Alger), dans la perspective du développement sportif du club, notamment en matière de formation, a annoncé la formation de Ligue 1 de football. «Dans la perspective du développement sportif du CR Belouizdad, notamment en matière de formation, le président du conseil d'administration du club, Mr Mohamed Benhadj, accompagné de ses collaborateurs et du directeur du pôle formation, Mr Boualem Charef, a visité ce mercredi un terrain situé non loin du futur

grand stade de Baraki, à l'est de la capitale», indique un communiqué de la formation algéroise sur sa page officielle facebook. Selon la même source, ce terrain fait partie d'un choix d'assiettes foncières qui pourraient accueillir le futur centre de formation moderne du CRB. Par ailleurs, la direction du CRB a prolongé le contrat du joueur Haroun Benmeni jusqu'en 2026 après celui de Hossam Merizegue, en attendant la prolongation d'Aymen Bellaribi qui ne saurait tarder, d'après le champion d'Algérie en titre. Par cette démarche, le président du club algérois Mohamed Benhadj entend «sécuriser les valeurs sportives montantes du Club en leur offrant une prolongation de contrat jusqu'en 2026», affirme le CRB.

JS Saoura Dans l'attente d'un soutien financier

La concrétisation du projet de réalisation du centre de formation académique de la JS Saoura (L1 de football), dont les travaux seront lancés prochainement après un report de plus d'un mois, nécessite des appuis et soutiens financiers de la part des instances sportives nationales, ont affirmé des dirigeants du club. «Ce projet dédié à la prise en charge des jeunes talents du grand sud et d'autres régions du pays, a besoin d'un réel soutien financier de la part des différentes instances sportives nationales concernées par la formation des futures élites du football national», a indiqué le responsable de la communication du club, Abdelwahab Hocini. «Nous voulons que ce centre de formation académique soit un véritable acquis tant pour la JS Saoura, que pour le football en Algérie», a-t-il souligné. Mohamed Zerouati, l'homme fort de la JSS a souhaité, pour sa part, mercredi lors de la visite de travail à Bechar de la commission mixte (ministère de la jeunesse et des sports - fédération algérienne de football) en charge de l'examen et du suivi du professionnalisme dans le pays, l'apport de cette structure et des autres instances nationales sportives pour contribuer à la réalisation de ce centre dans le but du développement de la for-

mation académique en football et le renforcement des structures sportives modernes. Lors de sa rencontre avec les membres de cette commission conduite par Ameur Mansoul et Medouar Abdelkrim (président de LFP), Zerouati a fait part aussi des préoccupations des dirigeants de son club, des difficultés financières auxquelles l'équipe est confrontée pour ses déplacements à travers le pays et sur le continent africain au titre des compétitions de la ligue 1 et de la Confédération africaine de football (CAF). «Ces déplacements, surtout par voie aérienne sont coûteux et constituent des dépenses énormes pour le club», selon Hocini. Le projet du centre de formation académique de la JS Saoura, implanté au sud de Bechar, sera réalisé sur une superficie six (6) hectares où sont prévus plusieurs installations sportives modernes, répondant aux normes et critères de la FAF, de la CAF et de la FIFA en matière de formation académique sportive de football, selon le même responsable de la JSS. «Grâce à ces diverses installations, les futurs adhérents du centre de formation spécialisée bénéficieront de meilleures conditions d'entraînement ainsi que d'une infrastructure et d'une logistique à la mesure de l'ambition du club», a conclu Hocini.

OM Arzew Les autorités volent au secours de l'Olympique

L'OM Arzew, qui a déclaré, samedi passé, forfait pour son deuxième match de suite en championnat inter-régions de football (Gr.Ouest), devrait finalement éviter un troisième synonyme d'une relégation automatique de deux paliers, grâce à l'intervention des autorités locales, a-t-on appris de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya d'Oran. A ce propos, la DJS a fait savoir que les autorités locales se sont chargées de payer le montant de l'amende que le club devra s'acquitter, et qui est de l'ordre de 3,7 millions de dinars, pour obtenir les licences de ses joueurs auprès de ligue inter-régions. Le club oranaise s'est montré incapable de régler cette amende, qui date de la saison passée, valant la perte sur tapis vert de son équipe première lors des deux premières journées de son championnat face à l'IS Tlemcen et l'IRB El Kerma respectivement, rappelle-t-on.

L'intervention des autorités de la wilaya d'Oran permet ainsi à l'OMA de répondre présent lors de la réception du WA Mostaganem, ce weekend pour le compte de la 3e journée. Relégué en inter-régions à l'issue de la saison passée, la formation de la ville pétrochimique fait face à une crise financière aiguë, rendue encore compliquée par le gel de ses comptes bancaires à cause de ses dettes envers plusieurs opérateurs. Outre l'aspect financier, le club est également «miné» par des problèmes internes qui se sont répercus sur son bon fonctionnement, déplore-t-on de même source. L'OMA, qui a entamé tardivement la préparation d'intersaison, a connu le départ de plusieurs joueurs. L'entraîneur Nacer Benchicha, désigné avant quelques semaines du coup d'envoi du championnat du troisième palier, n'a tenu dans son poste que l'espace de quelques jours. Il a été remplacé par Abdellatif Benyebka.

Tournoi de l'UNAF U20

Seconde défaite d'affilée pour l'Algérie

L'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), s'est inclinée face à son homologue égyptienne (1-0), en match disputé jeudi au stade du Kram (Tunis), dans le cadre de la 2e journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) de la catégorie, qui se déroule en Tunisie (9-17 novembre). L'unique but de la partie a été inscrit par Ahmed Abderrahim (21e) pour l'Egypte. Il s'agit de la deuxième défaite de rang pour les Algériens, après

celle concédée dans le temps additionnel, lors de la journée inaugurale mardi face à la Tunisie (3-2). Dans l'autre match de cette 2e journée, la Mauritanie a réussi à tenir en échec la Tunisie, pays hôte, (1-1), en match disputé au stade d'Ariana. Les Mauritaniens ont ouvert le score à la 23e minute par Sy Ely Housseinou, avant que les Tunisiens n'égalisent par Ghaith Wahabi (50e). Les Libyens sont exemptés. A l'issue de ces résultats, l'Egypte est leader avec 6 points, avec deux

longueurs d'avance sur la Tunisie (4 points). La Mauritanie est troisième avec 1 point. L'Algérie et la Libye ferment la marche avec 0 point. L'Algérie enchaînera aujourd'hui en croisant le fer avec la Libye (14h00), alors que l'Egypte affrontera la Mauritanie (14h00). La Tunisie sera exempte. Chaque sélection jouera quatre (04) matches, soit un de plus par rapport au système de poule précédent. Le premier de ce mini-championnat sera déclaré champion.

Cyclisme - Championnats nationaux

Report des épreuves à cause des conditions climatiques



Les Championnats Nationaux 2021-2022 de cyclisme (Ecoles et jeunes), dont le coup d'envoi était initialement prévu ce week-end (12-13 novembre), ont été finalement reportés à une date ultérieure, en raison des mauvaises conditions climatiques qui sévissent actuellement à travers tout le pays, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAC). Ces compétitions sont en

effet prévues sur route et les pluies diluviales qui se sont abattues dernièrement sur le pays ont rendu la quasi totalité des circuits impraticables. Des conditions qui ne sont pas prêtes de s'améliorer dans l'immédiat, car un bulletin météo spécial a annoncé en ce milieu de semaine que les fortes chutes de pluie vont persister au cours des prochains jours. «C'est d'ailleurs après avoir pris connais-

sance de cela que la FAC a décidé de reporter les Championnats des Ecoles et des jeunes catégories à une date ultérieure», a ajouté le communiqué de l'instance. Ces Championnats étaient à l'arrêt depuis environ deux ans, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, tout comme ceux de leurs ainés d'ailleurs, mais cette fois, c'est la météo qui a différé leur reprise.

Escrime - Mondial de sabre

Six Algériens au Grand Prix d'Orléans

La sélection algérienne d'escrime (sabre), composée de six athlètes, prend part actuellement au Grand Prix d'Orléans en France, première étape de la Coupe du monde de la spécialité, qui se déroule du 11 au 13 novembre, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAE). «La sélection nationale en-

chainera avec un stage de préparation en France, en prévision des Jeux méditerranéens 2022 prévus à Oran», ajoute la FAE, dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Conduite par le directeur technique national (DTN), Bilal Hadi, la sélection algérienne est composée de six sabreurs, à savoir,

Akram Bounabi, Kaouther Mohamed-Belkebir, Zahra Kahli, Chaïma Benadouda, Zahra Kahli, Saoussen Boudiaf et Naila Benchagour. Le Grand Prix d'Orléans est la première étape de la Coupe du monde de sabre, qui sera suivie par celles de Séoul (Corée du Sud) en avril 2022 et de Moscou (Russie) en mai 2022.

Athlétisme - Championnats arabes des jeunes

Tunis hôte de la compétition

Les championnats arabes d'athlétisme des jeunes (filles et garçons) se dérouleront au stade de Radès (Tunis) du 25 au 28 novembre courant, a annoncé la fédération tunisienne d'athlétisme.

Quelque 300 athlètes issus de 19 pays arabes dont l'Algérie, prendront part à cette compétition de jeunes. Outre l'Algérie et la Tunisie (pays hôte), 17 autres pays arabes ont confirmé leur

participation aux championnats arabes, Bahreïn, Egypte, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Syrie, Djibouti, Oman, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Yémen, Soudan, Somalie et Maroc.

Qwan Ki Do - Mondiaux virtuels

L'Algérie décroche la 3e place

La sélection algérienne de Qwan Ki Do s'est adjugée la troisième place des Mondiaux virtuels 2021 (technique), en décrochant une moisson de huit médailles (4 argent, 4 bronze), a-t-on appris auprès de l'entraîneur national, Farid Mousli. Dans une déclaration à l'APS, Mousli s'est félicité des résultats obtenus par la sélection nationale, soulignant que «des médailles décrochées lors de ces Mondiaux sont une première dans l'histoire de la discipline en Algérie». «Nos athlètes sont d'un niveau moyen en tech-

nique, contrairement aux combats. Nous avons beaucoup progressé dans la spécialité technique et maintenant nos aspirons à décrocher des médailles mondiales dans cette spécialité», a-t-il estimé. La première place du podium est revenue au pays organisateur, la Roumanie avec 18 médailles dont 12 en or, suivie de la France avec neuf breloques (2 or, 3 argent, 4 bronze). L'Algérie a pris part à ces mondiaux avec une sélection composée de 13 athlètes, qui s'est produite à distance à partir de la salle

Aviron - Oran

Vers la tenue du championnat national d'ergomètre



La ville d'Oran devrait abriter en début février prochain le championnat national d'ergomètre (aviron en salle), a-t-on appris du président de la ligue de wilaya du Canoë Kayak et Aviron. A ce propos, Houari Mehala a indiqué à l'APS que cette compétition devrait être organisée dans le cadre des épreuves expérimentales (tests-Events) en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens prévus à Oran du 25 juin au 5 juillet 2022. Il a ajouté, en outre, avoir déjà reçu l'aval du président de la fédération algérienne de la discipline pour l'organisation à Oran du championnat en question, avec lequel il a abordé le sujet en marge du championnat national de Canoë Kayak et Aviron, tenu la semaine précédente à Mila. Le même responsable a précisé qu'il comptait proposer à la direction

Constantine

Réception prochaine d'un stade et une piscine semi-olympique

Un stade d'une capacité de 3.000 places et une piscine semi-olympique seront réceptionnés «durant le deuxième semestre de l'année 2022» à la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine), a-t-on appris auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Ces deux infrastructures sportives en cours de réalisation actuellement à l'unité de voisinage (UV) 9 à l'entrée de la ville Ali Mendjeli contribueront une fois réceptionnées à la «dynamisation du champs sportif dans cette région à travers des espaces adéquats pour les différentes catégories d'âge en vue de se préparer pour les championnats et concours», a déclaré le chef de service des infrastructures sportives de la DJS de Constantine, Fatima Zohra Foura, ajoutant qu'il est prévu de réceptionner ces structures sportives «durant le mois de juillet prochain». Le projet de réalisation du stade de 3.000 places est scindé en trois parties, le premier concernant les grandes structures comme les gradins, les vestiaires, la piste d'athlétisme, et un pavillon administratif dont le taux d'avancement des travaux a atteint les 55%, tandis que celui de la deuxième partie relative aux réseaux divers est de l'ordre de 90%, selon la même responsable. Elle a également indiqué que la troisième partie, à savoir le terrain, a atteint un taux d'avancement de 80% et

qu'il ne reste que la pose du gazon artificiel. Une enveloppe financière de 600 millions de dinars a été mobilisée pour la concrétisation de ce projet, lancé en 2015, et qui avait été mis à l'arrêt après une décision de gel du projet entre 2018 et 2019 et d'autres contraintes administratives en rapport notamment avec le changement des entreprises de réalisation, a souligné Mme Foura. S'agissant de la piscine semi-olympique, elle a fait savoir que sa réalisation a accusé du retard suite à plusieurs contraintes comme l'existence de fissures dans le toit réalisé et qui a été refait en 2017 ainsi que le problème de stagnation des eaux à cause de l'absence du système d'évacuation. Selon la même responsable, le taux d'avancement de ce chantier a atteint les 60%, précisant qu'il a été procédé à la construction de l'espace destiné à la natation sur un linéaire de 25 mètres, les vestiaires, les douches et le pavillon administratif également pour un investissement de 293 millions DA. La même source a fait état en outre d'un projet de réalisation d'une maison de jeunes à l'UV 18 de Ali Mendjeli, dont le taux d'avancement des travaux avoisine les 50%, précisant que ce projet fait partie d'un programme de réalisation de 4 maisons de jeunes au niveau des UV 1, 7, 10 et 18 pour un budget global de 340 millions DA.

Eliminatoires Mondial-2022

Le Brésil au Qatar grâce à Paqueta et Neymar

C'est fait pour le Brésil! La Seleçao a validé son ticket pour la Coupe du monde au Qatar en battant la Colombie 1-0 jeudi, à São Paulo, grâce à un but de Paqueta sur une passe de Neymar. La qualification à cinq journées de la fin récompense un parcours quasi parfait pour les quintuples champions du monde, avec 11 victoires en 12 matches, 27 buts marqués et seulement quatre encaissés. Seule nation à avoir disputé toutes les éditions du tournoi, le Brésil rejoint ainsi trois autres sélections déjà qualifiées pour le Mondial-2022, l'Allemagne, le Danemark et le Qatar, pays-hôte. «Cette qualification est fruit de tous les efforts fournis depuis longtemps. J'ai pleuré de joie après le but parce

que je suis très heureux de vivre ces moments sous le maillot du Brésil et avec l'Olympique Lyonnais», a déclaré Paqueta au micro de TV Globo après le match. Devant leur public, les Brésiliens ont dû batailler pour trouver la faille face à des vaillants Colombiens qui avaient gardé leur cage inviolée lors des trois dernières rencontres, y compris le match aller contre les hommes de Tite il y a un mois, à Barranquilla. Le sélectionneur brésilien, qui a récupéré son taulier du milieu de terrain Casemiro, absent du dernier rassemblement, avait aligné une équipe à forte vocation offensive, avec Paqueta penchait sur la gauche pour combiner avec Neymar. Très en vue lors des derniers matches de la Seleçao, Raphinha faisait de même sur l'aile droite, avec Gabriel Jesus. Côté colombien, le revenant James Rodriguez, rappelé après un an d'absence chez les Cafeteros, a débuté sur le banc et s'est contenté d'une quinzaine de minutes en fin de rencontre. Avec la qualification assurée, la Seleçao peut défier sereinement l'Argentine, mardi, à San Juan, pour la revanche de la finale de la dernière Copa America, en juillet dernier, au Maracana (défaite 1-0).

Aujourd'hui

(15h00)	Bosnie - Finlande
(18h00)	Norvège - Lettonie
.....	Turquie - Gibraltar
(20h45) ..	France - Kazakhstan
.....	Belgique - Estonie
.....	Pays de Galles - Belarus
.....	Monténégro - Pays-Bas

FC Metz

Boulaya élu joueur du mois d'octobre

Le milieu offensif international algérien du FC Metz Farid Boulaya, a été élu Grenat du mois d'octobre (meilleur joueur), a annoncé le club de Ligue 1 française de football, sur son site officiel. «Buteur à deux reprises durant le mois d'octobre, Farid Boulaya est votre Grenat du mois.

L'international algérien a été élu avec 72% des votes», a indiqué le club de la Moselle dans un communiqué. Après avoir souffert de

pépins physiques, Boulaya (28 ans) a rapidement retrouvé la plénitude de ses qualités, qui lui a valu d'être rappelé en équipe nationale, en vue des deux derniers matchs des «verts» aux éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. Boulaya devient le troisième international algérien à être élu meilleur joueur du mois d'octobre de son club, après Ismaïl Bennacer (Milan AC/ Italie) et Ilan

Italie

L'Inter et la Juve disputeront la Supercoupe à Milan

L'Inter Milan et la Juventus Turin se disputeront la 34e Supercoupe d'Italie, qui oppose chaque année le champion en titre au tenant de la Coupe d'Italie, le mercredi 12 janvier à San Siro à Milan, a annoncé la Ligue italienne de football. C'est la douzième fois que le stade milanais accueillera la Supercoupe.

L'Inter Milan, qui a décroché en mai son 19e scudetto, jouera donc à domicile contre les Bianconeri, qui se sont consolés de la perte du titre de champion avec la Coupe d'Italie, conquise en mai aux dépens de l'Atalanta (2-1). Cette décision a été entérinée à l'unanimité par le conseil de la Ligue, qui devait trancher entre Milan ou une nouvelle édition en Arabie saoudite, comme en 2018 et 2019.



FIFA - Mondial biennal

La Premier League unanimement opposée

Les vingt clubs de Premier League se sont opposés de façon unanime à la réforme du calendrier international proposée par la Fifa au-delà de 2024 et qui prévoit notamment un Mondial tous les 2 ans, dans un communiqué. «Les vingt clubs de Premier League ont discuté du processus de réforme du calendrier des matches internationaux après 2024 et sont unanimement opposés à la proposition de la Fifa d'une Coupe du monde masculine biennale, ainsi qu'à tout projet impliquant une extension des fenêtres internationales», a écrit l'organisateur du championnat anglais. La Premier League cite

de possibles effets délétères sur «le bien-être des joueurs, l'expérience vécue par les supporters, la préparation de pré-saison et la qualité des compétitions» comme principales objections à cette idée. «Nous sommes ouverts à des réformes et à des idées nouvelles, mais elles doivent améliorer l'équilibre et la complémentarité des compétitions domestiques et internationales», a commenté Richard Masters, le président de la Premier League, cité dans le communiqué. La Fifa avait annoncé fin septembre la convocation d'un sommet en décembre pour discuter de son projet de

Mondial biennal et essayer de vaincre les réticences des clubs ou de confédérations continentales, comme l'UEFA. La Premier League a également annoncé les dates de la saison 2022/2023, perturbée par la tenue du Mondial au Qatar en novembre et décembre. La première journée se tiendra le 6 août et la saison s'interrompra après la 16e journée, prévue sur le week-end du 12 et 13 novembre 2022, alors que le match d'ouverture du Mondial se tiendra le 21. La 17e journée se tiendra le 26 décembre, huit jours après la finale du Mondial, et la saison s'achèvera le 28 mai.

Aston Villa

Steven Gerrard nouvel entraîneur

L'ancien international anglais Steven Gerrard a été nommé entraîneur d'Aston Villa, a annoncé le club de Premier League anglaise qui avait limogé Dean Smith la semaine dernière après une cinquième défaite consécutive. «Le conseil d'administration d'Aston Villa est

Tennis - Masters ATP

Djokovic avec Tsitsipas, Rublev et Ruud



Le N.1 mondial Novak Djokovic, qui va s'élancer à partir de demain à Turin en quête d'une sixième victoire au Masters pour tenter d'égaliser le recordman Roger Federer, affrontera dans son groupe Stefanos Tsitsipas, Andrey Rublev et Casper Ruud, selon le tirage au sort effectué jeudi soir. Dans l'autre groupe, le N.2 mondial Daniil Medvedev, vainqueur du Masters l'an dernier, se mesurera à Alexander Zverev, Matteo Berrettini et Hubert Hurkacz. Le Masters de tennis, qui réunit en fin d'année les huit meilleurs joueurs de chaque saison, est disputé à Turin à partir de cette année, et jusqu'en 2025, après douze éditions disputées à Londres. «Nole», quintuple vainqueur de l'épreuve (2008, 2012, 2013, 2014 et 2015), a l'occasion de continuer à collectionner les records en cas de nouveau succès pour rejoindre sur les tablettes Federer, sacré à six reprises. Le Serbe pourra jouer l'esprit libéré, lui qui est désormais assuré de terminer l'année au sommet de la hiérarchie mondiale pour la septième fois de sa carrière après son succès dimanche dernier au Masters 1000 de Paris. Et ce avant son dernier rendez-vous de l'année: la Cou

Athlétisme - FAA

Les minima des épreuves internationales fixées

La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a dévoilé la liste des différents minima requis, pour participer aux prochains grands rendez-vous internationaux, dont les Championnats du monde de 2022, prévus l'été prochain, aux Etats-Unis. Outre ces Mondiaux, prévus du 15 au 24 juillet dans l'Oregon, les internationaux algériens ont été informés des minima requis pour

COP26

Les «promesses creuses» dénoncées dans un monde d'énergies fossiles

Dans la dernière ligne droite de la conférence sur le climat de Glasgow, le secrétaire général de l'ONU a dénoncé jeudi les promesses «qui sonnent creux» dans un monde toujours dépendant des énergies fossiles, malgré quelques signes encourageants. «Les promesses sonnent creux quand l'industrie des énergies fossiles continue de recevoir des milliers de milliards de subventions (...) ou quand des pays continuent à construire des centrales à charbon», a lancé Antonio Guterres, reconnaissant malgré tout des «annonces encourageantes» depuis le début de la COP26 le 31 octobre.

Une vingtaine de pays se sont notamment engagés à mettre un terme d'ici fin 2022 au financement de projets d'énergies fossiles à l'étranger, une quarantaine de nations ont publié une déclaration de transition du charbon vers l'énergie propre, et jeudi, quelques pays ont lancé une coalition pour sortir du pétrole et du gaz. Des avancées saluées par de nombreuses ONG qui ont toutefois souligné l'absence de grands pays producteurs.

Cette question des énergies fossiles est un des points litigieux de la première version de la décision finale préparée par la présidence britannique de la COP26, qui encourage à «accélérer la sortie du charbon et des financements des énergies fossiles».

Une mention des énergies fossiles à laquelle tiennent certaines parties, notamment l'UE, mais qui risque de ne pas être acceptable pour des pays producteurs.

Le reste de ce projet de texte ne fait pas l'unanimité, loin de là, et les négociateurs des quelque 200 pays ont encore du pain sur la planche jusqu'à vendredi 18h, voire au-delà.

«Nous avons toujours un défi immense devant nous», a reconnu le président de la COP26 Alok Sharma. «Je suis inquiet du nombre de problèmes qui persistent sur les questions de finance à la veille de la fin prévue», a-t-il ajouté, appelant à la fois à l'ambition et aux compromis».

«Comme je l'ai dit hier, le monde nous regarde et voudrait nous voir travailler ensemble et parvenir à un consensus. Et nous ne pouvons pas le laisser tomber».

L'accord de Paris vise à limiter la hausse de la température «bien en deçà» de +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, si possible +1,5°C. Mais malgré les nouveaux engagements à l'échéance 2030 annoncés juste avant et depuis le début de la COP, le monde se dirige toujours vers un réchauffement «catastrophique» de +2,7°C, selon l'ONU.



Et à condition que tous ces engagements deviennent réalité. «L'humanité ne sera pas sauvée par des promesses», a souligné la jeune militante ougandaise Vanessa Nakate, doutant de la sincérité de ces promesses. «Nous ne vous croyons pas», a-t-elle lancé devant les délégations.

FAIRE LEURS DEVOIRS

Pour espérer ne pas dépasser +1,5°C, il faudrait réduire les émissions de 45% d'ici 2030. Mais le dernier rapport des experts climat de l'ONU (Giec) en août alertait contre le risque d'atteindre ce plafond déjà autour de 2030, dix ans plus tôt qu'estimé précédemment. Une perspective sombre alors que chaque dixième de degré en plus apporte son lot de catastrophes supplémentaires.

Le projet de texte de la présidence britannique

insiste bien sur la nécessité de renforcer l'ambition pour respecter l'accord de Paris et demande aux pays qui ne l'ont pas fait de soumettre de nouveaux engagements renforcés en 2022. Mais les pays pauvres ont dénoncé un texte selon eux déséquilibré, estimant que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte, notamment en matière d'aide financière.

Au cœur de cette question explosive, la promesse non tenue des pays riches de porter à 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 leur aide aux pays du Sud dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Certains pays du Sud dénoncent aussi les exigences du monde développé, responsable du réchauffement de la planète, envers le monde en développement, en première ligne face à ses impacts.

«Nous n'avons pas la même responsabilité (...). Ils devraient prendre l'initiative et faire leurs

devoirs», a ainsi plaidé jeudi le Bolivien Diego Pacheco au nom du groupe LMDC qui représente des pays en développement et émergents, dont la Chine.

Au milieu de tous ces obstacles sur la route d'un succès d'une COP cruciale pour tenter de garder «vivant» l'objectif de +1,5°C, l'annonce surprise mercredi par les Etats-Unis et la Chine d'un accord pour renforcer leur action climatique a apporté une lueur d'espoir. «Cela aide à créer une meilleure atmosphère», a déclaré à l'AFP le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans. «Mais nous avons encore énormément de travail à faire».

Quels que soient les résultats de cette COP, la responsabilité de reprendre le flambeau a été formellement attribuée jeudi à l'Egypte pour la COP27 en 2022 et aux Emirats arabes unis pour la COP28 en 2023.

L'Onu s'inquiète pour les pays

Envolée mondiale des prix de l'alimentation

L'envolée des dépenses mondiales d'importations alimentaires, qui devraient atteindre un «niveau record» en 2021, inquiète l'Onu, quant à la capacité des pays pauvres, très souvent importateurs de nourriture ou d'engrais, à continuer de se nourrir.

«Les échanges mondiaux de produits alimentaires se sont accélérés et sont sur le point d'atteindre leur plus haut niveau jamais enregistré tant en volume qu'en valeur», indique un rapport publié jeudi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

«La hausse rapide des prix des produits alimentaires et de l'énergie pose d'importantes difficultés aux pays et aux consommateurs les plus pauvres, qui dépensent une part importante de leurs revenus dans ces produits de première nécessité», ajoute la FAO dans son rapport semestriel sur les Perspectives de l'alimentation mondiale.

Selon l'organisation onusienne, les dépenses mondiales d'importations alimentaires devraient atteindre en 2021 plus de 1.750 milliards de dollars, soit une augmentation de 14% par rapport à 2020, et 12% de plus que ce qui était prévu en juin 2021.

Sur les cinq grands aliments de base (céréales, sucre, huiles, produits laitiers, viandes et poissons) l'Onu ne s'inquiète pas de risque de pénurie, avec notamment des perspecti-

ves de production des principales céréales qui restent «solides», et des récoltes «record» de maïs et de riz attendues cette année.

Côté sucre, la production mondiale devrait aussi rebondir après trois années de contraction. La FAO s'attend aussi à une hausse de la production mondiale de viande, de lait, et de poissons.

Mais elle pointe l'effet de la hausse des prix des intrants agricoles (énergie, engrangements, pesticides, aliments pour animaux, semences) «qui se traduit immédiatement par une hausse des prix des produits alimentaires». Or son indice des prix mondiaux des intrants «a atteint son plus haut niveau depuis dix ans en août 2021».

De janvier à août, l'indice FAO des prix alimentaires a grimpé de 34% et l'indice des prix mondiaux des intrants a enregistré une hausse de 25% sur la même période.

«L'analyse donne un aperçu des difficultés qui pourraient se présenter: En Afrique subsaharienne, par exemple, environ 70% de l'offre dépend des importations d'engrangs azotés, dont le prix varie en fonction de ceux des combustibles fossiles» note la FAO.

Dans un nombre croissant de pays, 53 selon l'organisation onusienne, les ménages dépensent «plus de 60% de leurs revenus» dans des produits de première nécessité tels que les aliments, le combustible, l'eau et le logement.



Tunisie

Nouveaux accrochages autour d'une décharge contestée



Des nouveaux accrochages ont eu lieu jeudi entre policiers et manifestants qui réclament la fermeture d'une décharge au cœur d'une crise de déchets dans une ville du centre-est de la Tunisie, selon des correspondants de l'AFP sur place. La ville d'Agareb, dans la région de Sfax, est depuis lundi le théâtre de manifestations organisées par des habitants de la région contre la réouverture d'une décharge qui dessert un bassin d'un million de personnes, considérée comme un risque sanitaire.

Le mouvement de protestation a pris de l'ampleur après la mort mardi d'un homme de 35 ans asphyxié par les gaz lacrymogènes tirés par les forces de l'ordre pour disperser une manifestation, selon sa famille. Une version contestée par les autorités qui affirment que l'homme a succombé à un problème de santé sans lien avec les grenades tirées par les forces de l'ordre. Au lendemain d'une grève générale observée dans la ville mercredi, des centaines d'habitants ont de nouveau protesté jeudi près de la décharge et lancé des pierres sur

les voitures de police déployées pour les empêcher d'y pénétrer, selon des correspondants de l'AFP.

Les forces de l'ordre ont riposté en tirant des gaz lacrymogènes, incommodant plusieurs manifestants. Les protestataires ont également bloqué les accès de la ville d'Agareb avec de grosses pierres et des sacs d'ordures.

«Nous ne courberons pas l'échine et ne ferons pas marche arrière avant la fermeture de la décharge», a affirmé à l'AFP l'un des manifestants, le visage couvert d'un masque.

La région de Sfax, deuxième ville et important pôle économique de Tunisie, connaît ces dernières semaines des mouvements de protestation contre les déchets envahissant les rues et les trottoirs, et menaçant la santé des habitants.

La décharge d'Agareb, la principale de la région, a été fermée fin septembre, sous la pression de la population qui fait valoir que le site est saturé. Les habitants protestent aussi contre le déversement de déchets chimiques dans ce site, destiné uniquement aux ordures ménagères. Les autorités ont rou-

vert la décharge lundi, provoquant ainsi une nouvelle vague de protestations. «Depuis 2013, nous réclamons de vivre dans un environnement sain avec la fermeture de cette décharge qui est source de maladies et de pollution à Agareb», a affirmé à l'AFP Shoukri al-Bahri du collectif «Je ne suis pas une décharge» qui milite pour la fermeture du site. «Le taux de cancers, de maladies de la peau et d'infertilité a augmenté», assure-t-il depuis Tunis. «Ils y jettent toutes sortes d'ordures industrielles et médicales très dangereuses qui nous intoxiquent et nous tuent.»

M. Bahri et d'autres représentants de la société civile à Agareb ont été reçus jeudi par le président Kais Saied et ont discuté «des efforts déployés pour mettre fin au problème des déchets» dans la région de Sfax, a indiqué la présidence.

Lors de cette rencontre au palais présidentiel, M. Saied a exhorté ses interlocuteurs à se méfier «de ceux qui tentent d'embraser la situation» et promis de régler le problème «dans les plus brefs délais», selon la même source.

Un homme condamné pour terrorisme en Belgique arrêté en Bulgarie



Un homme condamné pour terrorisme en Belgique a été arrêté en Bulgarie alors qu'il entrait dans le pays via sa frontière avec la Turquie, ont annoncé jeudi les autorités bulgares.

Il a été interpellé mercredi au cours d'une opération spéciale menée par les services spéciaux et la police frontalière, a indiqué dans un communiqué le Parquet bulgare. Selon ce communiqué, il était recherché «en lien avec une peine de 20 ans de prison pour terrorisme reçue d'un tribunal d'un pays

européen» et une autre peine de neuf ans et cinq mois reçue en Turquie. Contactés par l'AFP, les procureurs ont refusé de donner plus de détails.

Les médias bulgares ont présenté l'homme comme Yassine Lachiri, présumé proche d'Abdelhamid Abaaoud, le coordinateur des attentats du 13-Novembre à Paris en 2015. Une source proche de l'enquête a confirmé à l'AFP qu'il s'agissait bien de M. Lachiri.

Un porte-parole du parquet fédéral belge a de son côté déclaré

à l'AFP qu'une demande d'extradition était en préparation. «Une personne a été arrêtée dont nous demandons la remise», a-t-il indiqué à l'AFP.

Yassine Lachiri a été condamné en 2015 à 20 ans de prison par contumace par un tribunal de Bruxelles, dans le cadre du procès d'un réseau de recrutement jihadiste en Belgique. Selon la presse belge, M. Lachiri possède aussi la nationalité marocaine et a été déchu de sa nationalité belge par contumace en 2020.

La Grèce alourdit les peines pour la désinformation, les incendies criminels



Le parlement grec a approuvé jeudi des articles de loi prévoyant des peines plus lourdes pour les crimes sexuels, les incendies criminels et la désinformation, ce dernier point ayant suscité les craintes de l'opposition et du principal syndicat de journalistes du pays concernant la liberté d'expression.

La loi a été approuvée par la majorité soutenant le gouvernement conservateur au parlement.

Le syndicat des journalistes de la presse quotidienne d'Athènes Esiea avait auparavant appelé le gouvernement à retirer un nouvel article de loi pénalisant la diffusion de fausses informations «susceptibles de susciter de l'inquiétude ou de la crainte chez le public».

Selon le syndicat, la loi, qui prévoit des peines de prison d'au moins trois mois, est trop vague et risque de limiter la liberté d'expression.

Le ministre de la Justice Costas Tsiaras a défendu cet article de loi en soulignant que la Grèce devait «s'adapter aux réalités» du monde d'aujourd'hui. La désinformation est ainsi actuellement responsable de la

défiance des milliers de Grecs qui refusent de se faire vacciner contre le Covid-19.

«Qui va assumer la responsabilité de la mort des personnes décédées du Covid-19 «parce que quelqu'un les a persuadées de ne pas se faire vacciner?», a-t-il lancé.

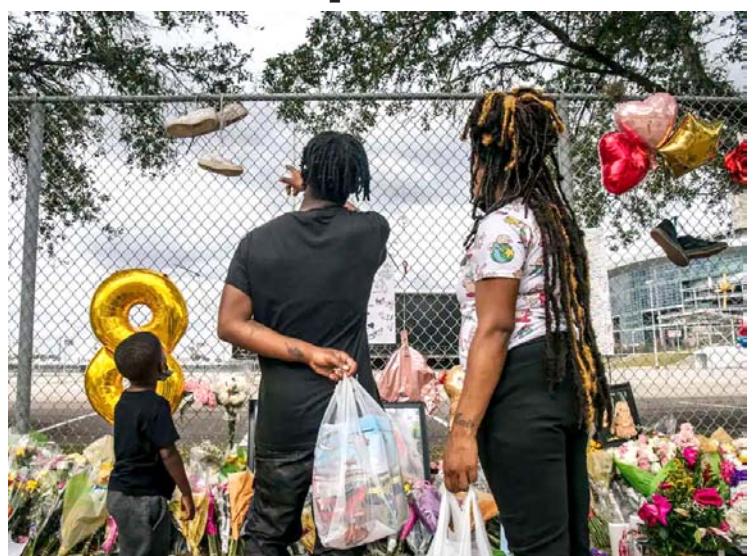
La nouvelle loi alourdit également les peines de prison prévues pour les auteurs d'incendies criminels. La Grèce a été affectée en été 2021 par les plus graves incendies qu'elle ait connus depuis plus de dix ans.

Le gouvernement du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis a accédé au pouvoir en 2019 en promettant de renforcer la loi et l'ordre.

La police antiémeutes a recours de plus en plus souvent aux gaz lacrymogènes et aux canons à eau lors des manifestations.

Au cours d'une manifestation la semaine dernière, un photographe de presse a eu une jambe cassée après avoir été atteint par un canon à eau, a indiqué le syndicat des photojournalistes grecs. Un manifestant a également été blessé par une grenade aveuglante lancée par la police.

Le bilan du concert mortel de Houston passe à 9 morts



Une étudiante de 22 ans prise dans le mouvement de foule mortel du festival Astroworld au Texas a succombé à ses blessures, ont annoncé ses proches jeudi, faisant d'elle la neuvième victime de ce concert.

Bharti Shahani était hospitalisée depuis près d'une semaine dans un hôpital de la métropole texane et avait été placée sous respirateur artificiel. «Je veux juste retrouver mon bébé», a supplié sa mère, en larmes devant des journalistes.

Bharti Shahani assistait au concert du rappeur américain Travis Scott où un terrible mouvement de foule a tué huit autres personnes et en a blessé des centaines.

«Une personne est tombée, et les autres ont suivi comme des dominos» les unes sur les autres, a confié à la télévision locale ABC13 Mohit Bellani, son cousin qui l'accompagnait à cet événement. «Il y avait des corps empilés, on luttait pour remonter à la surface et respirer pour rester en vie», a-t-il raconté.

Un petit garçon de 9 ans, Ezra Blount, est entre la vie et la mort.

Des dizaines de plaintes ont déjà été déposées contre les organisateurs de ce concert mortel.

Est notamment visé le rappeur Travis Scott, principal organisateur du festival et présent sur scène au moment du drame.

RD Congo

Dans les entrailles de la terre congolaise, le désespoir des chercheurs d'or



Nous entrons dans la mine comme des animaux en marchant à quatre pattes et si nous nous fatiguons, nous glissons sur nos fesses» jusqu'à 70 mètres sous terre pour chercher de l'or, raconte Hardy Bisimwa, creuseur à la mine de Luhiji dans l'est de la RDC.

La mine est située à 24 km au nord de Bukavu, chef lieu du Sud-Kivu (est). Elle a attiré l'attention, il y a environ deux ans, lorsque des habitants ont découvert une colline où il était possible, selon eux, de «ramasser de l'or à fleur du sol».

Une cité de près de 200 familles a poussé sur la colline environnante avec des habitations en bois couvertes de tentes bleues, permettant aux creuseurs artisanaux d'organiser leur vie de famille, dans l'indifférence quasi-totale de l'Etat. Aucun policier n'était visible lors du passage de l'équipe de l'AFP. «Tout voleur est lynché jusqu'à ce que mort s'en suive. La justice populaire dicte sa loi» dans cette cité d'où continuent de sortir quelques grammes d'or, regrette Didier Ciza, président de la société civile du groupement de Luhiji.

Sans protection et à mains nues, des creuseurs artisanaux, torches fixées sur leurs têtes s'engouffrent chaque jour dans des galeries souterraines soutenues par des poutres circulaires.

Ils en ressortent avec des sacs contenant des morceaux de pierres, qui pourraient produire quelques grammes d'or à la fin du pro-

cessus. «On travaille sans ration. On n'a même pas le moyen de trouver du savon pour nous laver. Si on n'a pas encore trouvé la matière (de l'or) c'est difficile de manger», se désole Hardy Bisimwa, le corps couvert de la poussière jaune de ce sol argileux.

En sept mois de travail, ce jeune diplômé du secondaire de 22 ans, a ramené de l'or «une seule fois». «Je ne me décourage pas. Avec l'aide de Dieu, je pourrais encore en trouver pour faire vivre ma femme et mes trois enfants», espère-t-il.

PLUS ASSEZ D'OR»

Bertin Muruha, jeune creuseur de 19 ans, qui a échoué à l'épreuve de baccalauréat en

2019, travaille lui aussi dans l'une des excavations souterraines, sans masque ni casque. Il témoigne qu'il lui a fallu plus d'une année de travail avant de ramener de l'or à la surface. Portant sur sa tête un sac de pierres sorties des entrailles de la terre, il estime que son jour «approche à grands pas».

Direction, le concasseur, la prochaine étape du processus de production de l'or avant la laverie. C'est une vieille machine bringuebalante composée d'une poulie attachée à une courroie qui permet de broyer ces pierres en petits morceaux.

Là, un ouvrier s'active dans un petit canal d'aménée d'eau pour enlever des impuretés de «la matière» broyée. Le nettoyage se fait de manière artisanale par d'autres ouvriers, ne portant ni gants ni protection, mais qui ne laissent passer aucun grain.

Le sable est méticuleusement séparé des particules métalliques retenues pour l'étape suivante. Le tamisage se fait dans une sorte de réservoir d'eau boueuse, rejetée dans la nature sans être canalisée, ni préalablement traitée.

Les grammes d'or trouvés sont aussitôt remis aux propriétaires des puits pour leur commercialisation auprès d'un comptoir d'achat à Bukavu.

«Lorsque nous évaluons l'impact environnemental, on constate que toutes nos infrastructures, routes et ponts, ont été détruites», regrette Didier Ciza, président de la société civile du groupement de Luhiji.

N'étant pas organisés en coopératives, les creuseurs artisanaux ne participent pas à leur réhabilitation, déplore-t-il.

«Cette carrière n'a plus assez d'or. S'ils en trouvent, ça ne nous aide en rien parce que les creuseurs ramènent toute leur production à Bukavu. Nous, habitants de la cité ne bénéficiions de rien du tout», proteste Sifa Nshobole, une habitante née dans cette cité. Le sol et le sous-sol congolais regorgent d'immenses richesses : l'or, le cobalt... contrôlés à plusieurs endroits par des groupes armés alors que la population vit avec 1,25 dollar par jour selon la Banque mondiale.

La déforestation en Indonésie provoque des chaleurs mortelles

La déforestation dans une province d'Indonésie a provoqué un réchauffement de près de 1°C en 16 ans, provoquant une hausse de la mortalité de 8%, selon une étude parue mercredi dans la revue Lancet Planetary Health.

Cette étude offre un rare aperçu des conséquences du changement climatique et de la déforestation pour les personnes vivant dans une des régions les plus fragiles au monde, alors que les données manquent concernant les effets du réchauffement dans les pays en voie de développement.

«La chaleur causée par la déforestation et le changement climatique tuent les travailleurs dans les pays tropicaux et réduit la possibilité de travailler sans risque», commente l'auteur principal de cette étude, Nicholas Wolff de l'ONG Nature Conservancy à l'AFP. «Il y a un vrai manque d'études prenant en compte les conséquences sur ceux qui sont les plus vulnérables au changement climatique et qui en sont le moins responsables», poursuit-il.

Son équipe s'est fondée sur des données publiques pour montrer comment l'abattage de 4.375 km² de forêts dans une région de l'île de Bornéo a entraîné une hausse des températures diurnes maximales de 0,95°C entre 2002 et 2018.

Une telle hausse de température est stupéfiante, souligne Nicholas Wolff, qui rappelle que «la planète s'est réchauffée d'environ 1°C en plus de 150 ans» depuis l'ère pré-industrielle.

La perte d'environ 17% du couvert forestier dans cette région et le réchauffement en



résultant ont entraîné 104 décès et réduit les heures où il est possible de travailler dehors dans de bonnes conditions de 20 minutes par jour, selon cette étude.

«Ces forêts disparaissent en une semaine ou un mois et subitement vous vivez dans une réalité complètement différente», souligne encore l'auteur de l'étude.

En se basant sur des modélisations climatiques, l'étude estime que si la température mondiale augmente de 3°C comparé à la période pré-industrielle, le nombre de morts

pourrait atteindre environ 260 par an. «Cela va affecter un nombre important de personnes», poursuit Nicholas Wolff. «Les gens devront prendre la décision de risquer leur vie ou de ramener de quoi manger». L'Indonésie possède une des trois forêts tropicales les plus importantes au monde et même si la déforestation marque le pas depuis 2015, l'agriculture, l'exploitation forestière et l'extraction minière entraînent toujours une réduction du couvert forestier. Selon la plate-forme en ligne Global Forest Watch, le pays

comptait en 2011 93,8 millions d'hectares de forêts primaires, des forêts anciennes en grande partie non perturbées par les activités humaines, soit la taille de l'Egypte. En 2020, sa taille avait diminué d'environ 10%. Les forêts agissent comme une «climatiseuse naturelle», rappelle Nicholas Wolff. Elles sont probablement le meilleur pari pour s'adapter au changement climatique dans ces pays, ajoute-t-il. Si la reforestation est une possibilité, «une option encore plus importante est de conserver ce qui reste».

Covid-19 : détérioration en Europe et en Amérique latine

La pandémie de Covid-19 a continué d'accélérer en Europe et la situation sanitaire s'est à nouveau détériorée en Amérique latine cette semaine: voici les évolutions hebdomadaires marquantes, issues d'une base de données de l'AFP. Indicateur important, le nombre des cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel des contaminations et les comparaisons entre pays sont à prendre avec précaution, les politiques de tests différant d'un pays à l'autre.

PLUS DE 470.000 CAS QUOTIDIENS

Avec 472.800 contaminations enregistrées chaque jour dans le monde cette semaine, l'indicateur augmente pour la quatrième semaine consécutive (+8% par rapport à la semaine précédente), selon un bilan de l'AFP arrêté à jeudi.

DÉTÉRIORATION EN EUROPE ET AMÉRIQUE LATINE

Contrairement aux semaines précédentes, l'Europe (+13%) n'est plus la seule zone qui voit sa situation se détériorer. La zone Amérique latine/Caraïbes (+14%) est également mal orientée. Quant à l'Afrique, elle enregistre une hausse de +15% des nouveaux cas, mais celle-ci est faussée par un rattrapage de données effectué par le Botswana. Ailleurs, la situation continue de s'améliorer au Moyen-Orient (-12%), en Asie (-7%) et en Océanie (-6%), tandis qu'elle est quasi-stable dans la zone Etats-Unis/Canada (+1%).

L'EUROPE CONCENTRE LES PRINCIPALES ACCÉLÉRATIONS

Les dix pays enregistrant les plus grosses accélérations de la semaine (parmi ceux avec au moins 1.000 contaminations quotidiennes) se situent sur le Vieux Continent: la Hongrie (+77%, 6.600 nouveaux cas par jour), la Pologne (+66%, 14.600), l'Allemagne (+61%, 31.700), l'Autriche (+57%, 9.600), la Croatie (+54%, 5.500), la France (+52%, 9.500), la Suisse (+49%, 2.900), l'Italie (+48%, 6.700), l'Espagne (+48%, 2.900) ou



encore les Pays-Bas (+42%, 10.900).

PRINCIPALES DÉCRUES

Les trois principales décrues se situent elles-aussi en Europe, dans des pays de l'Est du continent qui avaient connu des flambées au début de l'automne : la Roumanie (-35%, 6.500), la Lettonie (-35%, 1.400) et l'Estonie (-34%, 1.200). Suivent les Philippines (-33%, 2.200) et la Mongolie (-30%, 900).

LE PLUS DE CONTAMINATIONS

Les Etats-Unis restent, de loin, le pays ayant enregistré le plus grand nombre de nouvelles contaminations en valeur absolue cette semaine (73.100 cas quotidiens, -1%), devant la Russie (39.800, -1%) et le Royaume-Uni (34.300, -12%).

En proportion de la population, hors micro-Etats, le pays ayant recensé le plus de nouveaux cas cette semaine est la Slovénie (1.080 pour 100.000 habitants), devant la Croatie (943) et la Géorgie (833).

DÉCÈS

La Russie enregistre de son côté le plus grand nombre de décès quotidiens, 1.205 par jour cette semaine, devant

les Etats-Unis (1.160) et l'Ukraine (673). Au plan mondial, 7.160 décès ont été enregistrés chaque jour cette semaine, un chiffre en hausse de 2%.

LE VIETNAM VACCINE À PLEIN RÉGIME

En matière de rythme de vaccination, le Vietnam est au sommet du podium cette semaine, en administrant des doses à 1,33% de sa population chaque jour. Suivent, parmi les pays de plus d'un million d'habitants, l'Iran (0,96%), Taïwan (0,82%), le Bangladesh (0,81%), le Pérou et Cuba (0,79% chacun).

Ces pays se situent tous en Amérique latine et en Asie, une tendance observée depuis plusieurs mois. Les pays de ces régions rattrapent progressivement leur retard sur les champions de la vaccination qui étaient jusque là principalement situés en Europe, en Amérique du Nord et au Proche-Orient.

A ce jour, les Emirats arabes unis sont le pays le plus vacciné au monde, avec 89% de sa population complètement vaccinée. Ils devancent d'une courte tête le Portugal (86%). Suivent Singapour (80%), l'Espagne et le Cambodge (79% chacun), la Corée du Sud (78%), l'Italie, la Malaisie, le Canada, l'Uruguay et le Danemark (76% chacun), l'Irlande, le Japon et la France (75% chacun).

Publicité

APPARTEMENTS

■Vends F4 RDC, 2 façades, acte + livret foncier, sup 90 m², chauffage central, petit jardin à Misserghine – 0672.76.32.51

■A louer F2, 1^{er} étage / Oran – tél : 0698.99.51.40

■A louer pour couple sérieux à Bousfer Plage, cabanon équipé, 02 pièces, cuisine, SDB, garage (03 voitures), grande terrasse, pour 06 mois (période de déc 2021 à mai 2022), possible renouvellement après saison estivale. Tél : 0794.76.63.92

■A vendre appartement F3 El Kerma, daïra Senia, wilaya d'Oran, 100 logements CNEP, 2^e étage, 70 m², bien aménagé, quartier 124, cité fermée – N° Tél : 0775.17.52.25

LOCAUX

■Senia 200 logts /AADL : A.V Hammam R+3 – RDC bain maure, étage 1: F5, étage 2 : F5, étage 3 : F2 – double façade 220 m², côté mosquée Mouaade Benou Djabel, acté, propre, puits – tél : 0558.57.98.50

■Vends pharmacie, agrément fonds et murs, au centre-ville de Relizane – tél : 0556.00.68.65, curieux s'abstenir

VILLAS

■Bouhanifia Hammamet : A.V maison actée, livret foncier, certificat conformité, 110 m², 13 m faç R+1, sans vis-à-vis, en face ouest, RDC 02 garages + entrée + hall, étage F3 + cour, terrasse accessible – tél : 0558.57.98.50

TERRAINS

■Vends 2 terrains actés à la zone industrielle Tiélat sup (2 et 4 hectares) prix offert 9.000 DA/m², prix de vente 11.000 DA/m² - 0661.10.51.43

EMPLOIS

■Eurl Cera Ouest recrute une vendeuse maîtrise parfaitement les langues, l'outil informatique (Word, Excel, Internet...). Intéressé, veuillez nous contacter sur : 0550.52.13.02/0560.57.41.49. Veuillez nous appeler de 09h à 17h.

DIVERS

■A louer licence taxi à Oran – 0773.50.50.11

■UniBeauté Ecole de Formation Professionnelle, lance des formations en Esthétique: maquillage, massage, soin du visage, épilation, manucure et pédicure. Tél : 041.83.41.41/0770.00.53.43/0770.08.81.47 FB Uni-Beauté-officielle.

■Fabriquons foreuses hydrauliques toutes profondeurs, pompes à boues triplex et duplex et foreuses horizontales – 0560.12.95.89

■Location numéro taxi, ville d'Oran, avance un an – tél : 0663.55.58.67

PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté père et grand-père M. MEKKAOUI



Survenu le 13 novembre 2020, laissant derrière lui un immense vide irremplacable. En cette malheureuse occasion, sa femme, son fils Amine, ses filles et ses petits-enfants et toute la famille MEKKAOUI demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Puisse Dieu Le Tout-Puissant l'accueillir en Son Vaste Paradis

الله يرحمك

Maitre ZIAD REDOUANE Commissaire-Priseur			
Gérant du Bureau de Maître IDRIS BACHA Mohammed, sis cité du Stade, Mezzeigrane - Mostaganem			
AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR SOUMISSIONS CACHETEES UNIQUEMENT			
Le 25/11/2021 à 13h au parc de la Société SPA CERAMIS SOUAFLIA sis dans la Commune de SOUAFLIA, MOSTAGANEM.			
N° du Lot	Désignation	Etat	ملاحظة
01	-02 Moulins broyeurs de 3200 litres	Moyen	
02	-01 Armoire transitoire 2DS -01 Armoire de compensation -03 Sectionneurs OM. 02 Tableaux de distribution secondaire RM4 - 03 Tableaux RMI - 02 Tableaux RM7 -02 Tableaux RM12 -01 Emprise automatique pour le biscuit -10 Boîtes de déblocage	Bons Ancien stock	
03	-01 Lot d'articles pour équipement de production (voir listing)	Usagés	على المشتري الامتنان للشروط المدونة في استماره التمهيد زipline على الشروط التالية: 01-الزيارة مسموح بها تحت مسوولية مسؤولي الشركة. 02-على المزاد سبب استئناف التمهيد مقابل ايداع مبلغ 200.000 دج عن جميع الحصص بين بادي محافظ البيع غير قابل للاسترداد في حالة التخلي. 03-نحو المتعاهدات في نفس يوم اجراء عملية البيع انتهاء من 09 صباحا ونقط على الساعة 12.00. 04-على المزايدين المشاركون الامتنال للإجراءات الصحفية الرسمية ضد كورونا. 05-تقديم التمهيدات بحضور ممثل الشركه. لمزيد من المعلومات اتصلا ببرقم الهاتف: 0770973568

Cherche

■ **Femme de ménage, qualifiée, bonne moralité**

- Possibilité d'hébergement au sein de la famille.

Envoyez vos CV à :

Sarlrecrute.oran@gmail.com.

Téléphone : **05-50-94-59-14.**

Afghanistan

Au moins trois morts dans une explosion dans une mosquée

Au moins trois personnes ont été tuées et 15 blessées dans une explosion vendredi dans une mosquée de la région de Nangarhar, dans l'est de l'Afghanistan, devenue l'épicentre de la récente vague de violences entre les talibans et leurs rivales de l'organisation jihadiste Etat islamique.

Dans cette province, une série de meurtres, imputés à des conflits entre les combattants talibans et ceux de l'EI-K, a été rapportée ces dernières semaines par la presse locale.

«NOTRE CONTRÔLE»

Depuis leur arrivée au pouvoir le 15 août, les talibans, qui font du retour de la sécurité dans le pays leur priorité après 20 ans de guerre, sont confrontés à une vague d'attentats sanglants menés par le groupe Etat islamique.

«Je peux confirmer une explosion pendant la prière du vendredi à l'intérieur d'une mosquée dans le district de Spin Ghar. Il y a des blessés et des morts», a également déclaré un officiel taliban à l'AFP.

Qari Attiqullah, un responsable de la sécurité taliban, a en revanche affirmé que l'explosion avait fait vingt blessés mais pas de mort.

La mosquée visée était fréquentée par des talibans, selon un journaliste de l'AFP dans la région, alors que les précédents attentats avaient visé des lieux de culte de la minorité chiite.

La bombe était dissimulée dans le haut-parleur près de l'imam, a raconté à l'AFP Walli Mohammed, un résident du district. La charge a été activée quand ce haut-parleur a été allumé pour démarrer la prière, a-t-il ajouté.

Cette explosion a eu lieu aux abords de Jalalabad, ville de l'Est afghan proche de la frontière pakistanaise devenue un bastion de la

• 2

- 11.55** Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.20 13h15, le samedi...
14.00 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
14.50 Rugby : Test-match féminin
17.10 Affaire conclue : la chasse aux objets
18.05 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal 20h00

21.10 Les Grosses Têtes



Présenté par Laurent Ruquier

Humour, bonne humeur, culture et surprises en tout genre sont au programme de cette soirée au cours de laquelle chacun pourra s'amuser à défier «Les Grosses Têtes» en répondant aux questions concoctées par Laurent Ruquier à l'occasion de la journée mondiale de la télévision qui aura lieu le 21 novembre prochain. L'animateur est entouré de Marianne James, Véronique Jannot, Julian Bugier, Bruno Guillon, Philippe Lellouche, Caroline Diament, Michèle Bernier, Christine Bravo...

21.05 Meurtres à Brides-les-Bains



Téléfilm policier - France - 2018
Avec Line Renaud, Patrick Catalifo, Hubert Roulleau, Hamideh Doustdar
Gabrielle Sandraz, journaliste, s'est installée dans une belle demeure sur les hauteurs de Brides-les-Bains. Son mari Georges, qui s'est enfui du village il y a dix ans après avoir été accusé de meurtre, est retrouvé mort. Gabrielle ne se remet pas de cette brutale disparition. Le commandant Julien Forest, 45 ans, est chargé de l'enquête dans cette petite station thermale apparemment tranquille. Il connaît bien Gabrielle.

21.05 Les Victoires du jazz 2021



Sous la présidence d'Archie Shepp, les lauréats de cette 19e édition, Pierrick Pétron, Michel Portal, Isabel Sörling, Sélène Saint-Aimé, le Belmondo Quintet et le groupe San Salvador, ainsi que plusieurs artistes nommés, investissent la scène des Folies Bergères pour interpréter leurs meilleures morceaux. Les séquences musicales sont jalonnées d'interviews et confidences des musiciens.

arte

TF1

- 10.10** Belettes, hermines et loutres
11.05 Val de Loire, un trésor français
12.00 L'Amazone, fleuve-océan
12.55 Vues d'en haut
13.35 Des trains pas comme les autres
14.30 Destination 2024
14.35 Silence, ça pousse !
16.35 Samedi à tout prix
17.45 C dans l'air
19.00 C l'hebdo
20.00 C l'hebdo la suite
20.25 Nous présidents
20.55 Echappées belles

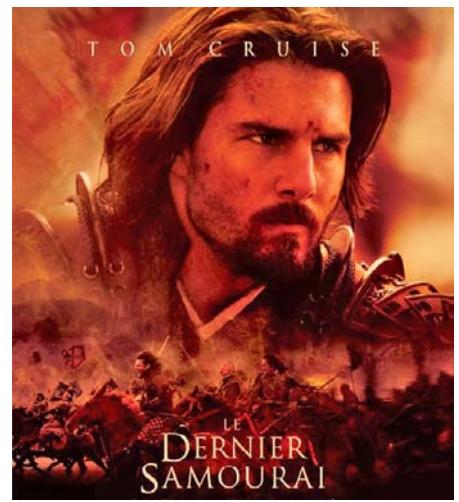
- 10.15** La péninsule Ibérique au fil de l'eau
14.40 Le harem du Pharaon-Soleil
16.15 Invitation au voyage
16.55 Kazakhstan, entre ciel et steppe
17.40 Cuisines des terroirs
18.15 Faire l'histoire
18.35 Arte reportage
19.30 Le dessous des cartes
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
20.50 Noé et le Déluge : l'envers du mythe
21.45 Le roi Arthur : l'envers du mythe
22.40 13 novembre 2015 : Chemins de la mémoire
- 09.30** Influences
12.15 C'Cauet Le meilleur
14.10 The Middle
16.30 The Big Bang Theory
21.05 Modern Family
- 11.00** Direct Auto
12.00 Direct Auto Express
12.35 Un Noël al denté
14.10 Le choeur de Noël
15.45 La recette d'un Noël magique
17.30 Un héros pour Noël
19.20 Le grand bêtisier
21.05 Mon maître est une célébrité
- C8**



CINE + FAMIZ 20.50
LES SCHTROUMPF'S ET LE VILLAGE PERDU
Film d'animation - Etats-Unis - HongKong - Canada - 2017

La vie est paisible au village des Schtroumpfs, où chacun joue naturellement son rôle : le Schtroumpf costaud est costaud, le Schtroumpf farceur fait des blagues au Schtroumpf à lunettes, tandis que le Grand Schtroumpf veille sur ce tout petit monde avec bienveillance. Une seule a encore du mal à trouver sa place, la Schtroumpfette. Créeée par le terrible Gargamel avec un peu d'argile, elle est pourtant devenue depuis longtemps un membre à part entière du village.

CINE + PREMIER 20.50
LE DERNIER SAMOURAI

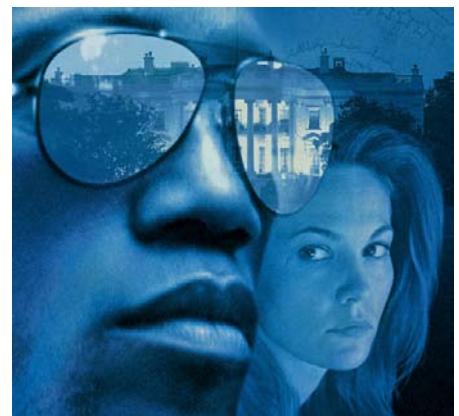


Film d'aventures - Etats-Unis - Nouvelle-Zélande - Japon - 2003

Avec Tom Cruise, Ken Watanabe, William Atherton, Billy Connolly
En 1876, le capitaine américain Nathan Algren, qui a servi sous le commandement du général Custer, est envoyé au Japon comme conseiller militaire de l'empereur Meiji. Ce dernier veut moderniser son armée au détriment de la caste des samouraïs. Lors d'un affrontement avec l'armée impériale, inexpérimentée, les samouraïs capturent Algren. Rapidement, le soldat est fasciné par ces gardiens des traditions ancestrales.

RTL 9 20.55

MEURTRE À LA MAISON BLANCHE



Thriller - Etats-Unis - 1997

Avec Wesley Snipes, Diane Lane, Daniel Benzali, Dennis Miller
Une jeune fille est retrouvée poignardée à la Maison-Blanche. Chargé de l'enquête, l'inspecteur Harlan Regis, de la police de Washington, découvre que la victime était une conquête de Kyle, le fils du président. Aidé par l'inspectrice Nina Chance, Regis va mettre au jour un terrible complot tout en étant confronté à Spikings, le chef de la sécurité présidentielle et à Jordan, conseiller à la Maison-Blanche.

TF1

- 10.40** Génération Ushuaïa
11.55 Petits plats en équilibre
12.00 Les douze coups de midi
12.55 Météo
13.00 Journal
13.40 Grands reportages
14.50 Reportages découverte
16.10 Les docs du week-end
17.50 50mn Inside
19.50 Système D
19.52 Petits plats en équilibre
19.55 Météo
20.00 Journal
20.40 Habituons demain

TÉLÉVISION

21.05 Star Academy : on s'était dit rendez-vous dans 20 ans



Présenté par Nikos Aliagas

Afin de célébrer les 20 ans du célèbre télé-crochet, des anciens élèves, gagnants et professeurs de la Star Academy, ainsi que Nikos Aliagas bien sûr, se réunissent à la Seine Musicale. Lors de cette troisième soirée, ils reviennent ainsi sur les grands moments de l'émission, partagent leurs anecdotes, font découvrir les coulisses du show et interprètent sur scène hymnes et chansons cultes des différentes saisons.

20.35 Eliminatoires de la Coupe du monde 2022



- France / Kazakhstan

Sur la lancée de leur récente victoire en finale de la Ligue des Nations face à l'Espagne, les coéquipiers d'un Karim Benzema étincelant avec son club affrontent le Kazakhstan, une équipe déjà éliminée et qui tentera de gêner les Bleus dans ce match sans enjeu pour les hommes de Talgat Baysufinov.

CANAL+

- 09.50** L'amour flou
11.22 Boîte Noire
11.38 L'hebd'Hollywood
11.55 Le cercle
12.48 Clique
13.55 Open Bar
14.04 Moto GP : Grand Prix de la Communauté valencienne
15.55 Formule 1 : Grand Prix de São Paulo
17.15 In Extenso Supersevens
19.13 Canal Sports Club
20.14 Formule 1 : Grand Prix de São Paulo



21.10 In Extenso Supersevens

Qui remportera le championnat professionnel de rugby à VII ? L'épilogue s'écrit ce soir avec la finale organisée à Paris-La Défense Arena. Huit équipes ont réussi à décrocher leur place pour les quarts de finales et s'affrontaient lors de matchs à élimination directe. Monaco Rugby était opposé au Stade Rochelais, le Racing 92, champion en titre, défaît Biarritz, Toulon jouait contre la Section Paloise et les Barbarians devaient en découdre contre Clermont.

PLANÈTE +

- 09.55** Hitler : le cercle du diable
10.54 Rendez-vous en terre inconnue
13.03 Le règne de l'araignée
14.03 Faites entrer l'accusé
15.42 Mr. Toilet
17.15 Ingénieurs de l'Antiquité
19.08 Very Food Trip
20.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
23.19 Hitler : le cercle du diable

TFX

- 09.00** Signé Cat's Eyes
11.00 Familles nombreuses : la vie en XXL
21.00 Petits plats en équilibre
21.05 Chroniques criminelles
- 12.45** Météo
12.50 L'étrange Noël de Lauren
14.30 L'escapade de Noël
16.10 Le bébé de Noël
18.00 La baby-sitter de Noël
19.30 La petite histoire de France
- W9**

Migrants : l'Ukraine va déployer des milliers de militaires à sa frontière avec le Bélarus

L'Ukraine a annoncé jeudi son intention de déployer des milliers de gardes-frontières et de policiers à sa frontière avec le Bélarus, sur fond de crise migratoire à la frontière bélarusso-polonaise que Bruxelles accuse Minsk d'avoir orchestrée. Plus de 2.000 migrants, notamment des Kurdes du Proche-Orient, sont bloqués depuis plusieurs jours dans un camp de fortune à la frontière entre la Pologne et le Bélarus, où ils se réchauffent en brûlant du bois pour supporter des températures proches de 0°C. Cette situation suscite l'inquiétude croissante de la communauté internationale, et le Conseil de sécurité de l'ONU doit se pencher jeudi sur ce dossier.

L'Ukraine, qui partage une frontière avec le Bélarus au nord et avec la Pologne à l'ouest, cherche à éviter une situation équivalente à sa frontière, même si l'afflux principal est observé à plus de 200 km de cette ex-république soviétique. L'armée ukrainienne va ainsi déployer 8.500 militaires supplémentaires, parmi lesquels 3.000 gardes-frontières, 3.500 membres de la Garde nationale et 2.000 policiers à la frontière entre l'Ukraine et le Bélarus, a annoncé jeudi le ministre ukrainien de l'Intérieur, Denys Monastyrsky. Les Européens accusent depuis des semaines le président bélarusse Alexandre Loukachenko d'alimenter la crise en délivrant des visas à des migrants et en les acheminant à la frontière pour se venger de sanctions européennes. Pour sa part, le Bélarus a menacé jeudi de riposter à d'éventuelles nouvelles sanctions européennes, agitées par Bruxelles, en fermant les vannes d'un important gazoduc transitant par son territoire.

Deux millions de déplacés par la guerre de plus en 2021



Il y a deux millions de personnes déplacées par les conflits dans le monde de plus depuis le début de l'année portant le total à 84 millions, a annoncé jeudi l'ONU dans un rapport. «La communauté internationale ne parvient pas à empêcher les violences, les persécutions et les atteintes aux droits humains qui chassent ces personnes de leurs foyers», a déclaré le Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, dans un communiqué.

Ces personnes sont des réfugiés, des demandeurs d'asile ou des déplacés dans leur propre pays et leur situation est fragilisée aussi par la pandémie de Covid-19 et les conséquences du réchauffement climatique, selon ce rapport semestriel. Quelque 26,5 millions de personnes étaient des réfugiés fin juin, dont 6,6 millions de Syriens, 5,7 millions de Palestiniens et 2,7 millions Afghans, selon le document. Quelque 3,9 millions de Vénézuéliens avaient quitté leur pays sans être pourtant considérés comme des réfugiés et 4,4 millions de personnes ont été enregistrées dans le monde comme demandeurs d'asile. Plus de 4,3 millions de personnes ont été déplacées dans leur propre pays entre janvier et juin, soit une hausse de 50% par rapport à la même

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

INDÉMONTABLE SOUCI DE RENTABILITÉ ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

On finira par bien admettre que les intérêts divergents des Etats sont difficiles sinon impossibles à concilier pour que la lutte contre le réchauffement climatique ait un sens et soit sérieusement menée. On se rend compte finalement comme il était attendu que le sommet de la COP26 de Glasgow ressemble à tous ceux qui l'ont précédé, accordant une large place aux engagements verbaux et aux déclarations d'intention mais dont la concrétisation sera laissée en attente. Ce ne sont pas les quelques petites retouches décidées qui changeront quelque chose à la dépendance du climat. La déforestation continuera et les déserts poursuivront leurs avancées et tant qu'à faire s'en tiendront à la seule parade d'ériger des murs et des barricades contre toutes les peuplades tentées par les galères de l'exode. A chacun les grands malheurs du

siècle ou les petits bonheurs selon les forces ou les faiblesses que les différentes guerres larvées léguent à un monde déphasé.

Dans la farouche bataille économique, industrielle et technologique mondiale qui oppose les riches et les forts entre eux, il est illogique et superflu de les voir, dans ce cas d'espèce, s'exiger de scier le tronc d'arbre sur lequel ils sont assis car il est à convenir que l'on ne retient du gain que sa face sacrée quels que soient ses effets maudits. Etre compétitif en temps de grande crise autorise toutes les entorses et il est même constaté aujourd'hui que

les grands moyens trouvés pour lutter contre la pollution sont au contraire de nouveaux artifices technologiques pour l'amplifier. La voiture électrique censée apporter un anoblissement à l'environnement est, études sérieuses à l'appui, triplement polluante par la fabrication de ses composantes. Le monde s'engouffre dans sa nouvelle mode sans réellement savoir de quoi, par quoi elle doit naissance. Honnie hier et accusée de tous les maux pour être définitivement proscrire, l'énergie nucléaire renoue avec les larges espaces sous le motif de la rentabilité et de la sécurité énergétique.

Le transfert morbide des pouvoirs et la montée des extrêmes dans la plupart des pays industrialisés complètent un tableau déjà noir et rien de bon n'est présagé par les montées de leurs élites pour qu'une fin soit mise au réchauffement climatique.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

Premières manœuvres navales conjointes entre Israël, les Emirats, Bahreïn



Les Emirats arabes unis et Bahreïn mènent leurs premières manœuvres navales conjointes avec Israël, un an après la normalisation des relations de ces pays du Golfe avec l'Etat hébreu et dans un contexte de «menace» face à l'Iran, ont indiqué jeudi des sources militaires.

Il s'agit de la première collaboration militaire en mer entre les Emirats, Bahreïn et Israël depuis l'établissement de liens diplomatiques entre ces pays arabes et l'Etat hébreu en septembre 2020. L'an dernier, Israël et les Emirats avaient participé à un exercice aérien en Grèce. Et le mois dernier, le chef de l'aviation émiratie, le général Ibrahim Nasser Mohammed al-Alawi, s'est rendu dans le sud israélien pour assister à «Blue Flag», le

plus important exercice aérien organisé par Israël.

Les Emirats, Bahreïn et Israël ont comme préoccupation commune l'Iran, accusé d'avoir orchestré des attaques contre des navires dans la mer Rouge et dans le détroit d'Ormuz, qui relie le Golfe à la mer d'Oman. «Les Israéliens peuvent déclencher (une attaque contre l'Iran) mais c'est nous qui déciderons de son issue», a dit le général iranien Amirali Hajizadeh, chef de la branche aérospatiale des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique.

Mort de Frederik de Klerk, dernier président blanc d'Afrique du Sud



Dernier président blanc d'Afrique du Sud et libérateur de Nelson Mandela, Frederik de Klerk, qui a mis fin au régime raciste de l'apartheid mais dont les déclarations publiques ces dernières années ont terni l'image auprès des Sud-Africains, est mort jeudi à 85 ans. L'ancien président est mort «paisiblement ce matin à son domicile», en banlieue du Cap, a annoncé sa fondation, dans un communiqué en anglais et en afrikaans. En mars, il avait annoncé lutter contre un cancer, le jour de son 85e anniversaire.

Le 2 février 1990, le chef d'Etat conservateur et apparatchik du Parti national qui a mis en place le système d'apartheid à partir de 1948, déclare contre toute attente au Parlement: «L'heure des négociations est venue». Ce pragmatique, qui avait senti la nécessité du changement, annonce aussi la libération de Nelson Mandela, leader du Congrès national africain (ANC) en prison depuis 27 ans, et la levée de l'interdiction des partis anti-apartheid. Le pays entre dans la transition démocratique. Les premières réactions à sa mort ont un peu tardé, l'héritage de la figure de la fin de l'apartheid étant à la fois «importants» et «inégal», comme l'a subtilement décrit la fondation Nelson Mandela. Soulignant la «volonté d'agir» de FW de Klerk, le révérend Desmond Tutu, dernière grande icône de la lutte, a rappelé jeudi le regret, partagé par beaucoup, qu'il n'ait jamais présenté d'excuses complètes pour les crimes de l'apartheid.

Bamako et Moscou résolus à poursuivre leur coopération militaire



Les chefs des diplomatises russe et malien ont réaffirmé jeudi leur volonté de poursuivre le partenariat militaire entre les deux pays, évoquant un risque terroriste renforcé par le retrait partiel des troupes françaises, ont rapporté jeudi des médias. «Chaque fois que le Mali a été dans des situations difficiles depuis notre indépendance, la Russie a toujours été avec nous», a déclaré le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, lors de négociations à Moscou. «Nous sommes dans une situation difficile et nous nous tournons encore vers cet ami pour qu'il puisse nous aider à en sortir», a-t-il poursuivi, précisant que «jusqu'à 80%» des équipements militaires de son pays sont d'origine russe. Son homologue, Sergueï Lavrov, a indiqué que Moscou continuerait de livrer «des équipements, des munitions, des armements» et à former des officiers maliens pour que Bamako puisse se défendre «efficacement» contre la menace terroriste.